

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Tome XXV — 1987 N° 3 (Juillet — Septembre)

«Vlaques» et Roumains dans les sources étrangères

Sources et moyens artistiques

Science, Culture and Politics

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

COMITÉ DE RÉDACTION

ALEXANDRU DUȚU — rédacteur responsable; Membres du comité: EMIL CONDURACHI, AL. ELIAN, VALENTIN AL. GEORGESCU, GHEORGHE I. IONIȚĂ, COSTIN MURGĂSCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI POP, AL. ROSETTI, ELENA SCĂRLĂTOIU, EUGEN STĂNESCU
Secrétaire du comité: LIDIA SIMION

La REVUE DES ETUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à «Rompresfilatelia», Departamentul Export-Import Presă, P.O.Box 12 — 201, télex 10376, prsfi r, Calea Griviței nr. 64—66, 78104 București — România ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de \$ 62 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
Căsuța poștală 22.159, 71100 București

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, București — România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XXV

1987

N° 3 Juillet-Septembre

SOMMAIRE

« Vlaques » et Roumains dans les sources étrangères

- STELIAN BREZEANU, Les « Vlaques » dans les sources byzantines concernant les débuts de l'Etat des Asénides. Terminologie ethnique et idéologie politique, I . . . 203
- IOANA CÂNDEA-MARINESCU, La culture roumaine au Proche-Orient. Remarques sur un nouveau catalogue de manuscrits arabes 217

Sources et moyens artistiques

- MARIA ALEXANDRESCU VIANU, La sculpture en pierre à Istros. I^{er} — III^e siècles. III 225

Science, Culture and Politics

- SEÇİL AKGÜN (Ankara), Abolition of the Caliphate 239
- GEORGES N. VLACHAKIS (Athènes), L'œuvre scientifique de Nikiphoros Théotokis : tentative d'approche fondée plus particulièrement sur les « Stichia Physikis » (Éléments de physique) 251
- ANDREI SANDA, Romania and Some Problems Related to the Cultural-Scientific Cooperation between the South-East European Countries during the Past Two Decades 263

Discussions

- ȘTEFAN PASCU, MIRCEA MUȘAT, FLORIN CONSTANTINIU, A Conscious Forgery of History under the Aegis of the Hungarian Academy of Sciences 271

Comptes rendus

- L. DEMÉNY, LIDIA A. DEMÉNY, Carte, tipar și societate la români în secolul al XVI-lea (*Andrei Pippidi*); Literatur und Volk im 17. Jahrhundert (*Alexandru Dușu*); Studime filologjike dhe pedagogjike për nder të prof. dr. A. Xhuvanit (*Cătălina Vătășescu*); Proceedings of the Xth Congress of the International Comparative Literature Association (*Vlad Alexandrescu*); M. M. FREIDENBERG, Дубровник и Османская империя (*Ioan Matei*) 283

LES «VLAQUES» DANS LES SOURCES BYZANTINES
CONCERNANT LES DÉBUTS DE L'ÉTAT DES ASÉNIDES.
TERMINOLOGIE ETHNIQUE ET IDÉOLOGIE
POLITIQUE, I

STELIAN BREZEANU

Dans la dispute séculaire soulevée par le rôle qu'a joué le facteur vlaque balkanique quant à la naissance de l'Empire de Tirnovo et à la vie politique de l'État naissant, et, en second lieu, par la signification que revêt le terme de « Vlaque » au cours des XII^e et XIII^e siècles, une place toute particulière est occupée par les contradictions flagrantes entre les renseignements fournis par Nicéas Choniate et ceux de Georgios Acropolite. Tandis que le premier, contemporain des faits évoqués, accorde aux Vlaques du Haemus une importance de premier plan dans la vie politique de Tirnovo, l'historien de Nicée passe sous silence, sept décennies seulement après ces événements, la participation de l'élément vlaque à la création de l'État des Asénides. Aux yeux d'Acropolite, le soulèvement de 1185, qui jeta les bases de l'Empire balkanique, demeure exclusivement l'œuvre de la population bulgare, alors que les Asénides, d'Asên aux derniers souverains de cette dynastie, sont « basileis des Bulgares ».

Le contraste entre les renseignements de Choniate et ceux fournis par Acropolite a été invoqué, pour des raisons totalement différentes, tant par les historiens qui sous-estiment ou même contestent la part prise par les Vlaques du Haemus aux événements de la péninsule à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle¹, que par les adversaires de la théorie de la continuité des Roumains au nord du Danube au cours du millénaire des grandes migrations, lesquels adoptent l'idée de l'origine vlaque des Asénides et accordent un rôle essentiel au facteur vlaque balkanique dans la genèse et dans la vie politique de l'empire pendant les premières décennies de son existence². Les premiers, se prévalant de l'absence des Vlaques de la narration du chroniqueur nicéen concernant les débuts de l'État

¹ Parmi les dernières prises de position, voir G. Ostrogorsky, *Geschichte des byzantinischen Staates* 3, München, 1963, p. 333, n. 5 ; B. Primov, *Crearea celui de al doilea țarat bulgar și participarea vlahilor*, in vol. *Relații româno-bulgare de-a lungul veacurilor (sec. XII—XIX)*, I, București, 1971 ; Genoveva Cankova-Petkova, *Bălgarija pri Asenevci*, Sofia, 1978, passim ; Idem, *La libération de la Bulgarie de la domination byzantine*, « Byzantinobulgarica », V (1978), p. 96 et suiv.

² Voir dernièrement G. Györffi, *Einwohnerzahl und Bevölkerungsdichte in Ungarn bis, zum Anfang des XIV Jahrhunderts*, « Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae », 42 (1960), Extrait, p. 24 ; A. Du Nay, *The Early History of the Rumanian Language*, New-York, 1977, p. 28—30.

de Tirnovo, en font l'un des arguments de force de la thèse selon laquelle la formation de l'empire est l'œuvre exclusive de la population bulgare. Pour les seconds, les désaccords entre les renseignements fournis par Nicéas Choniates et la relation faite par Acropolite constituent l'une des preuves les plus concluantes à la faveur de la théorie soutenant la migration en masse de la population roumaine du sud au nord du Danube³, dans le laps de temps compris entre la fin du XII^e siècle et le milieu du suivant; elle y occupe l'espace carpatodanubien tout entier et, au cours du XIV^e siècle, elle y jettera les bases de principautés propres dans les territoires extracarpatiques. Dans les ouvrages roumains de spécialité tout comme dans ceux des historiens étrangers qui n'embrassent aucune des deux positions ci-dessus⁴, le fait qu'Acropolite ait passé sous silence la participation des Vlaques aux événements déroulés dans la péninsule à la fin du XII^e siècle est dépourvu d'importance pour l'histoire des origines de l'empire de Tirnovo, car il écrit à un moment où la dynastie dirigeante se bulgarise, tandis que l'Etat fondé par Pierre et Asên, contraint par des pressions d'ordre interne et externe, adopte les traditions politiques et culturelles du premier empire bulgare, ce qui fait disparaître tout intérêt pour l'épisode vlaque de l'évolution de la formation politique balkanique⁵.

Deux critères d'importance capitale ont cependant été omis de la discussion autour du contenu de la catégorie de « Vlaque ». Il s'agit tout d'abord de l'enquête portant sur la valeur des termes dont usent les sources byzantines pour désigner les Vlaques du sud du Danube, participants aux événements qui nous préoccupent. En second lieu, ce qui nous intéresse tout autant c'est le changement profond intervenu dans l'évolution du monde byzantin au cours de la première moitié du XIII^e siècle, ainsi que dans son attitude face à l'univers politique où il vivait. Ce changement s'est reflété dans les travaux historiques de ses représentants d'élite — Nicéas Choniates et Georgios Acropolite — où apparaît la différence d'optique des deux historiens sur l'interprétation des événements déroulés dans les Balkans à la charnière des XII^e et XIII^e siècles et, en particulier, sur la manière dont ils présentent la participation de la population vlaque à ces événements. Il n'est donc pas dénué d'intérêt d'analyser les conditions historiques dans lesquelles les deux intellectuels byzantins ont élaboré leur œuvre et les positions tellement dissemblables d'où ils interprètent les

³ G. Györffi, *op. cit.*, p. 24 : « Als die Wlachen aus dem Ascnidenreich werschwinden, erscheinen sie massenhaft auf dem Gebict Ungarns ».

⁴ Constantin von Höfler, *Die Wlachen als Begründer des zweiten bulgarischen Reiches der Asseniden, 1186—1187*, « Sitzungsberichte der philos-hist. Classe der K. Akad. der Wiss. », 95, 1879, p. 229—245; C. C. Giurescu, *Despre Vlahia Asăneștilor*, Cluj, 1931; Gh. I. Brătianu, *Tradiția istorică despre întemeierea statelor românești*, București, 1945, p. 66 et suiv.; N. Bănescu, *Un problème d'histoire médiévale : création et caractère du second Empire bulgare (1185)*, Bucarest, 1943; R. L. Wolff, *The « Second Bulgarian Empire » : Its Origins and History to 1204*, « Spcculum », XXIV (1949), p. 167—240; G. G. Litavrin, *Bolgarija i Vizantija v XI—XII vv.*, Moskva, 1960, p. 431 et suiv.; Idem, *Novoe issledovanie o vostanii v Paristrione i obrazovanii vtorogo bolgarskogo tsarstva*, « Vizantijskij Vremennik », 41 (1980), p. 92—112; P. P. Panaitescu, *Einführung in die Geschichte der rumänischen Kultur*, Bukarest, 1977, p. 187—193; Al. Elian, *in Fontes Historiae Daco-Romanae*, III : *Scriptores Byzantini saec. XI—XIV*, Bucarest, 1975, p. 397.

⁵ N. Bănescu, *op. cit.*, p. 60 : « Akropolites écrit deux, trois générations plus tard, lorsque l'Etat créé par les Asénides s'était consolidé comme Etat bulgare et que le souvenir des commémorations vlaques n'intéressait plus personne ».

faits en discussion, comme un reflet de ces circonstances, cette analyse permettant de déchiffrer les raisons pour lesquelles le chroniqueur de Nicée passa sous silence le rôle des Vlaques dans le mouvement des Asénides, après que Choniata eut relaté en détail leur participation à l'événement.



D'amples études furent consacrées ces dernières décennies aux termes par lesquels sont désignés aux débuts du Moyen Age les peuples occidentaux en liaison avec la recherche des prémisses médiévales de la conscience nationale moderne⁶. Le principal terme désignant les populations occidentales est *natio*, terme qui se réfère à une collectivité humaine ayant la même origine, « la même langue et les mêmes mœurs » (*lingua et moribus*), expression bien connue due à Isidore de Séville⁷. On voit apparaître parallèlement le terme *genus*, au sens moins précis, mais d'où le côté ethnique n'est pourtant pas absent. Pour la terminologie appliquée par les sources byzantines afin de désigner les ethnies avec lesquelles l'empire vient en contact, il reste encore à faire l'enquête. Le correspondant de *natio* dans les sources byzantines est le terme *ethnos* (ἔθνος), adopté du grec classique au sens déjà défini par Hérodote : « la communauté de sang et de langue, des divinités et des sanctuaires, des fêtes religieuses et du mode de vie » (VIII, 144). Cependant, à la différence du monde barbare environnant, constitué exclusivement en *ethnies*, les Grecs connaissaient aussi la « société » (*koinonia*), communauté de citoyens libres, constitués en *demos* (δῆμος) et qui ont comme cadre politique, juridique et culturel la ville-Etat (*polis*). Plus tard, on rencontre cette distinction dans le monde romain entre *Barbaricum* et *respublica Romana* ; les membres de cette dernière formaient *populus Romanus*, communauté de citoyens libres. La distinction entre les ethnies et le peuple impérial romain (λαὸς τῶν Ῥωμαίων) revient aussi dans les sources byzantines, pour distinguer le monde barbare environnant de *politeia* de la Nouvelle Rome, notion au contenu politique, juridique, culturel et religieux⁸. Tout comme dans les sources latines médiévales, ce qui est plus difficile à préciser dans celles byzantines aussi c'est le contenu du terme *genos* (γένος), dont ces dernières usent en égale mesure pour les Romains et pour les peuples « barbares » d'au-delà des frontières de l'empire.

On peut donc conclure que là où une communauté humaine est définie par des termes tels que *ethnos* et même *genos*, il s'agit d'une *catégorie ethnique*, étant donné qu'au moins le premier exclut toute autre signification. De tels termes sont utilisés par les sources byzantines pour

⁶ De cette littérature nous retenons : E. Zöllner, *Die politische Stellung der Völker im Frankenreich* (Veröffentl. des I.O.G., 13), Wien, 1950 ; R. Weuskus, *Stammesbildung und Verfassung. Das Werden frühmittelalterlichen gentes*, Graz, 1961 ; E. Ewig, *Volkstum und Volksbewusstsein im Frankenreich des 7. Jahrhunderts*, « Settimane di studio del Centro Italiano di studi sull'Alto Medioevo », V, Spoleto, 1958, p. 587—648 ; J. Szücs, « Nationalität » und « Nationalbewusstsein » im Mittelalter. *Versuch einer einheitlichen Begriffssprache*, « Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae », XVIII (1972), nr. 1—2, p. 1—38 ; nr. 3—4, p. 245—266.

⁷ En ce qui concerne l'évolution du sens de la catégorie médiévale de *natio*, voir l'excellente étude, déjà citée, due à J. Szücs.

⁸ Fr. Dölger, *Rom in der Gedankenwelt der Byzantiner*, « Zeitschrift für Kirchengeschichte », 56 (1937), p. 8—9 ; J. Gaudemet, *L'étranger au Bas-Empire*, dans *Étranger*, coll. Recueils de la Société Jean Bodin, IX, Paris, 1952, p. 215 et suiv.

désigner les peuples du sud-est et de l'est de l'Europe (Bulgares, Serbes, Albanais, Hongrois, Roumains et Russes), les peuples occidentaux (Français, Italiens, Allemands ou Anglais), ainsi que les populations migratrices, établies temporairement au nord du Danube (Huns, Avars, Slaves, Petchenègues et Coumans).

Une fois faites ces précisions, nous allons suivre le contenu de la catégorie de « Vlaque » chez Choniate, en prenant en considération l'horizon linguistique et culturel tout entier, auquel s'intègre aussi notre auteur. Autrement dit, il nous faut tenir compte également de la signification que donnent à ce terme les autres sources de l'horizon linguistique et culturel byzantin. Dans le monde byzantin, le terme de « Vlaque » apparaît pendant le règne de Basile II le Bulgaroctone (976—1025), dans deux diplômes du grand souverain, l'un de 980 dont Kekaumenos fera mention un siècle plus tard, et l'autre datant de 1020⁹. A la période suivante, la notion est attestée par de nombreux autres actes de chancellerie, mais elle pénètre aussi dans des sources narratives. Dans toutes ces sources, la notion de Vlaque est investie d'un contenu ethnique. Les « Vlaques » forment l'une des ethnies sud-danubiennes présentes à l'horizon politique et culturel de la Nouvelle Rome, à côté des Bulgares, Serbes, Albanais et autres populations. Cette conclusion se trouve renforcée par les précisions qu'apportent certaines sources byzantines en liaison avec l'origine des « Vlaques » sud-danubiens. Pour Kekaumenos, les « Vlaques » de Thessalie, de Macédoine et d'Épire sont les mêmes peuples que les « Daces » et les « Besses » qui habitaient jadis les régions danubiennes au temps de Trajan¹⁰. L'auteur thessalien exprime une tradition historique de la société de la Nouvelle Rome, qui établit une relation directe entre les Vlaques sud-danubiens qui lui sont contemporains et les peuples « barbares » antiques des « Daces » et des « Besses ». Chez Jean Kinnamos on voit apparaître pour la première fois une autre tradition partant de la reconnaissance de l'origine latine des Vlaques et selon laquelle, en base d'un renseignement puisé à leur milieu, les « Vlaques » seraient les « descendants des temps anciens des colons d'Italie »¹¹. Un regard jeté sur les sources byzantines ultérieures à Choniate permet de constater que les « Vlaques » dont elles parlent portent les mêmes caractéristiques : selon Apokaukos¹², ils forment un peuple aux traits ethniques [distincts, dont l'origine est mise en liaison avec l'œuvre de colonisation de Rome dans

⁹ Fr. Dölger, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches von 565—1453*, I. *Regesten von 565—1025*, München-Berlin, n° 766, 807—808. Cf. M. Gyoni, *L'épèché vlaque de l'archevêché bulgare d'Achris au XI^e siècle*, « Etudes slaves et roumaines », I (1948), p. 148—149; E. Stănescu, *Byzantinoblastica*, I: *Les Vlaques à la fin du X^e siècle-début du XI^e siècle et la restauration de la domination byzantine dans la Péninsule Balkanique*, « Revue des études sud-est européennes » VI (1968), n° 3, p. 407—438.

¹⁰ *Sovety i rasskazy Kekavmena. Sočinenie vizantijskogo polkovodtza XI veka*, ed. G. G. Litavrin, Moskva, 1972, p. 268: οὗτοι <Βλάγοι> γὰρ εἰσιw οἱ λέγομενοι Δᾶκαι καὶ Βέσοι.

¹¹ Ioan Kinnamos, *Epitoma*, ed. Bonn, p. 250: ὁὶ <Βλάγοι> τῶν ἐξ Ἰταλίας ἀποικοὶ πάλαι εἶναι λέγονται.

¹² N. A. Bees, *Unedierte Schriftstücke aus der Kanzlei des Johannes Apokaukos des Metropolitzen von Naupaktos, in Aetolien*, „Byzantinische-neugriechische Jahrbücher“, XXI (1976), p. 60—62.

les Balkans, ou bien, selon Chalkokondyl¹³, ils sont de même nation et langue que les « Daces » nord-danubiens qui, à leur tour, sont de même origine que les Italiens. Par conséquent, dans le monde byzantin, le terme de « Vlaque » a une acception exclusivement ethnique, désignant les descendants romanisés des populations thraces qui siégeaient dans l'antiquité sur la rive droite du Danube.

Quelle est la position des « Vlaques » de Choniata par rapport à cet horizon linguistique et culturel ?

La narration de Choniata accorde aux *Vlaques* une place centrale dans les circonstances politiques des Balkans, qui ont conduit au détachement du territoire d'entre le Danube et le Haemus de l'empire et à la création du « second Etat bulgare ». Dans sa vision, les Vlaques ont été les promoteurs du mouvement de libération et ce sont toujours eux qui font leur apparition au beau milieu des événements des Balkans ayant eu lieu à la charnière des XII^e et XIII^e siècles. Ce sont eux qui ont entraîné dans le mouvement les Bulgares, avec lesquels ils habitaient les territoires de la droite du Danube et ils ont pris comme alliés les Coumans nord-danubiens. Les Vlaques sont « les barbares du mont Haemus qui s'appelaient jadis Mésiens et portent maintenant le nom de Vlaques »¹⁴. Ils demeureraient donc dans les régions hautes du Haemus, qu'ils ont transformées en cité inexpugnable, « se basant sur leurs forteresses, qui sont très nombreuses et édifiées sur des rochers abrupts »¹⁵. Chez Nicétas, les Vlaques forment une *ethnie* (ἔθνος) ou une *nation* (γένος)¹⁶, tout comme leurs alliés bulgares et les autres peuples européens du temps¹⁷. Pierre et Asên, les dirigeants du mouvement, sont « de la même nation et origine » qu'eux¹⁸. Chez l'historien de Chonai, les Vlaques ont une langue propre. Dans un épisode de son *Historia*, Choniata fait venir en scène un prêtre byzantin tombé en captivité, qui implore Asên de lui rendre la liberté, en s'adressant à lui « en la langue de celui-ci, car il était connaisseur du parler des Vlaques »¹⁹.

¹³ L. Chalkokondyl, *Historiarum demonstrationes*, ed. Bonn, p. 35, 78 ; ed. E. Darkó, Budapest, 1922, I, p. 31, 72.

¹⁴ N. Choniates, *Historia*, ed. van Dieten, Berlin, 1975, p. 368, 50—52 : ἐαυτῶν δὲ μάλιστα καὶ Ῥωμαῖοις ἐκπολεμώσας τοὺς κατὰ τὸν Αἰμον τὸ ὄρος βαρβάρους, οἱ Μυσοὶ πρότερον ὀνομάζοντο, νῦν δὲ Βλάχοι κικλήσκονται.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Pierre et Asên sont les instigateurs de „toute la nation” des Vlaques (*Ibidem*, p. 369, 58 : τὸ ἔθνος ὅλον) ; „la nation entière (vlaque) se dresse à la lutte” (*Ibidem*, p. 372, 37 : ὅλον τὸ γένος) ; Dieu a décidé la liberté „pour toute la nation des Bulgares et des Vlaques” (*Ibidem*, p. 371, 23—24 : τοῦ τῶν Βουλγάρων καὶ τῶν Βλάχων γένους), les Vlaques se réjouissent de l'aveuglement de Constantin Ange comme si il leur aurait mis en danger l'empire de la propre nation (*Ibidem*, p. 436, 91 : ἐπὶ ἐαυτῶν ἔθνος τῆ βασιλείᾳ) ; “Chrysos est de nation vlaque” (*Ibidem*, p. 487, 61 : ὁ Χρύσος οὗτος Βλάχος τὸ γένος).

¹⁷ Les Vlaques apparaissent ensemble avec d'autres ethnies du temps : les Vlaques et les Bulgares : (*Ibidem*, p. 371, 23—24 : τοῦ τῶν Βουλγάρων καὶ τῶν Βλάχων γένους) „des deux nations <des Bulgares et des Vlaques>” (*Ibidem*, p. 371, 20 : ἐξ ἀκατέρου γένους) ; les Vlaques et les Coumans (les Seythes) (*Ibidem*, p. 428, 63—64 ; 434, 27 ; 440, 63—64 ; 455, 52 ; 473, 64 ; 487, 58) ; les Vlaques font partie des “nations apostasiées” contre l'Empire (*Ibidem*, p. 432, 63—64 : συγκληθηθεῖσιν ἔθνεσι).

¹⁸ *Ibidem*, p. 369, 58—59 : καὶ τὸ ἔθνος ὅλον ἀνασεύσαντες Πιέτρος τις καὶ Ἀσάν, ὁμογενεῖς καὶ ταυτῶσποροι.

¹⁹ *Ibidem*, p. 468, 25—26 : δι' ὁμοφωνίας ὡς Ἰδρις τῆς τῶν Βλάχων διαλέκτου εἰς ἔλεον αὐτὸν ἐκκαλοῦμενος.

La recherche spécialisée a interprété de différentes manières les données de la narration historique de Choniate. Dans le terme de « Vlaque », certains spécialistes voient une catégorie socio-professionnelle, au sens de « pâtres », sans égard à leur origine ethnique. Dans notre cas, les « Vlaques » de Choniate seraient des bergers bulgares du Haemus. D'aucuns admettent que le terme de « Vlaque » a un contenu ethnique chez l'auteur de Chonai, car il désigne les habitants d'origine latine ou d'autre origine, mais il semble que Nicéas ne soit pas toujours conséquent avec lui-même, puisque dans certains épisodes de sa narration il envisage aussi les « Bulgares » quand il use du terme de « Vlaques ». Enfin, maints spécialistes donnent à la notion de « Vlaque » employée par Choniate un sens exclusivement ethnique, ce terme définissant les descendants romanisés de la population thrace des Balkans, qui ont survécu pendant tout le moyen-âge dans les territoires sud-danubiens. Cette dernière thèse se trouve intégralement confirmée par l'analyse des termes par lesquels Choniate, ainsi que tous les autres auteurs appartenant à l'horizon linguistique et culturel de la Nouvelle Rome désignent les Vlaques sud-danubiens. On pourrait même dire que Nicéas affirme l'ethnicité des Vlaques avec encore plus de fermeté que d'autres sources byzantines, peut-être aussi en raison des contacts directs de l'auteur avec leur monde — contacts sur lesquels nous reviendrons — les Vlaques formant une *ethnie* et une *nation* parmi les autres peuples balkaniques et ayant une langue propre et un mode de vie et des mœurs spécifiques. Non moins intéressante est la position de l'auteur, ainsi qu'on pourra le constater, face à l'origine des Vlaques du Haemus, celui-ci s'inscrivant sur la ligne de la tradition attestée pour la première fois par Kekaumenos dans la culture historique byzantine.

Le parallèle établi avec d'autres horizons linguistiques et culturels du temps vient confirmer pleinement les conclusions relatives au contenu ethnique de la catégorie de « Vlaques » dans les sources byzantines.

La première mention des « Vlaques » dans les sources latines est consignée par les « Annales de Bari » à la première moitié du XI^e siècle²⁰. Au siècle suivant, les « Vlaques » sont mentionnés par de nombreuses sources latines, où ils apparaissent à côté d'autres ethnies du sud-est de l'Europe — Grecs, Bulgares, Serbes, Coumans, Petchenègues, Albanais — que les Latins ont connues en cours de route vers l'Orient. Ces premiers témoignages occidentaux au sujet des Vlaques sud-danubiens apportent la preuve du contenu ethnique de la catégorie dans le monde latin. Remarquables par leur abondance et leur valeur, les preuves puisées aux sources latines relatives aux débuts de l'Etat des Asénides sont d'un poids accablant. Sur le premier plan se situent les témoignages des participants aux deux expéditions croisées vers l'Orient, contemporaines des événements des Balkans — d'Ansbertus à Villehardouin et Robert de Clari — et ceux contenus dans la correspondance échangée par la curie pontificale avec Johannitsa, le souverain de Tirnovo²¹. Il en est de même des témoignages des chroni-

²⁰ *Annales Barenses*, ed. Pertz, M. G. II.SS., vol. V, p. 53. Cf. M. Gyoni, *Vlahi barijskoj letopisi*, « Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae », I (1951), n^{os} 1-2, p. 235-245.

²¹ Ces données ont été recueillies par A. Sacerdoțeanu, *Considerații asupra românilor în evul mediu*, Bucarest, 1936. Une analyse de ceux-ci, chez R. L. Wolff, *op. cit.*, p. 167-204.

ques et des actes de la chancellerie hongroise du XIII^e siècle, dont la valeur est indépendante de l'ensemble des preuves apportées par le monde occidental²². À la lumière de tous ces témoignages, les Vlaques des Balkans apparaissent en tant que membres distincts de la famille des peuples sud-est européens. On aboutit aux mêmes constatations en prenant en considération aussi l'horizon linguistique et culturel sud-slave, représenté surtout par les sources serbes des XII^e—XV^e siècles, dont les témoignages les plus précieux sont fournis par le Presbytère de Diocléa et par les actes de chancellerie du royaume serbe. Si l'œuvre de l'auteur dalmate ajoute une nouvelle attestation de l'origine latine des Vlaques sud-danubiens²³, les documents de la chancellerie serbe ont une valeur unique, car on y trouve maints noms purement roumains qui proviennent des milieux populaires vlaques du royaume des Némánides²⁴.

Par conséquent, dans trois horizons linguistiques et culturels différents — byzantin, latin et sud-slave — le terme de « Vlaque » a, pour le moins jusqu'aux XII^e—XIV^e siècles, un contenu exclusivement ethnique et désigne la population de langue latine des Balkans. Et ce qui est essentiel, c'est que les sources relatives aux événements qui nous intéressent et appartiennent également aux trois milieux n'admettent aucune autre interprétation. Même si le moindre doute subsistait encore, il serait dissipé par le titre que le souverain balkanique Johannitsa se proclame lui-même : *imperator/rex Bulgarorum et Blachorum*²⁵, donc souverain des deux peuples sud-danubiens dont les aspirations vers la liberté ont trouvé leurs plus fidèles interprètes en Pierre, Asên et Johannitsa. Devant ces preuves accablantes, il est malaisé de continuer à soutenir que le terme de « Vlaque » puisse désigner les bergers bulgares du Haemus ou, plus grave encore, que le même auteur puisse envisager, par un seul et même terme, tantôt les Roumains sud-danubiens, tantôt la population bulgare.

Deux objections majeures ont été avancées contre cette interprétation du terme de Vlaque. La première a trait à l'affirmation de Choniate que les Vlaques du Haemus sont identiques aux « Mésiens » de jadis, bien que presque toutes les autres sources byzantines des X^e—XV^e siècles identifient les « Mésiens » avec les « Bulgares ». La seconde objection se rapporte à un autre passage d'*Historia*, où Nicétas souligne que « les barbares d'Asên », (les Vlaques), « loin de se contenter de leur part et de se borner à faire la conquête de la toparchie métienne, ne laissent pas de porter préjudice à l'empire des Romains et de vouloir unir, comme dans

²² Pour la fonction des chroniques hongroises dans le problème de l'ethnicité des « Vlaques », du sud-est de l'Europe, voir S. Brezeanu, « Romani » și « Blachi » la Anonymus. *Istorie și ideologie politică*, « Revista de istorie » 34 (1981), n° 7, p. 1313—1340.

²³ Presbyter Diocletis, *Regnum Slavorum*, ed. I. G. Shwandtner, in *Scriptores rerum Hungaricarum veteres ac genuini*, III, Vienna, 1778, p. 478 : « Bulgari ... ceperunt ... totam provinciam Latinorum, qui illo tempore Romani vocabantur, modo vero Morovlachi, hos est Nigri latini vocantur ». Cf. A. Armbruster, *Romanitatea românilor. Istoria unei idei*, Bucarest, 1972, p. 23.

²⁴ La plupart de ces anthroponymes ont été signalées par N. Drăganu (*Românii în veacurile IX—XIV pe baza toponimiei și onomasticeii*, București, 1933), et, surtout, par S. Dragomir (*Vlahii din nordul Peninsulei Balcanice din Evul Mediu*, Bucarest, 1959).

²⁵ Sur l'évolution de ce titre, voir S. Brezeanu, *Imperator Bulgariae et Vlachie. În jurul genezei și semnificației termenului de « Vlachie » din titulatura lui Ioniță Asan*, « Revista de istorie », 33 (1980), n° 4, p. 655—663.

le passé, le royaume des Mésiens et des Bulgares »²⁶. Par rapport à la réalité historique, il y a là une flagrante inadvertance : l'Etat d'Asparouch est, chez Choniate, un royaume « des Mésiens et des Bulgares » et non pas des « Bulgares » seulement.

Ces deux objections contenues dans l'« Histoire » de Choniate ayant été amplement analysées à un autre endroit ²⁷, nous allons en parler brièvement.

Le sens attribué par l'historien byzantin au terme de « Mésiens » doit être recherché, croyons-nous, à partir de l'évolution de la terminologie politico-ethnique des anciennes provinces romano-byzantines, à la fin de l'antiquité et les débuts du moyen-âge. On sait généralement qu'aux derniers siècles de l'histoire du monde romain la notion *Romanus* désignait l'entière population de l'empire. Mais parallèlement, les milieux intellectuels gardent le souvenir des anciennes communautés ethniques auxquelles ont appartenu les populations de l'empire avant d'avoir été incluses dans la *pax Romana*. Dans les provinces orientales, où les anciens peuples — « Grecs », « Egyptiens », « Syriens » ou « Arméniens » — n'ont jamais été absorbés par la civilisation romaine, ce souvenir est fort puissant. Il est présent même dans les provinces occidentales et balkaniques de l'empire, où le processus d'assimilation des anciennes populations de culture supérieure de Rome a pleinement triomphé. Ici, dans les sources tardives romaines, continuent à circuler des termes tels que « galli », « hispani », « itali », « afri », « rhaeti », « norici », « panoni », « daci », « moesi » ou « scythae », termes qui ont tout d'abord une acception territoriale, non dénuée cependant déjà d'une certaine couleur ethnique, rappelant les anciennes populations celtiques et thraciques dont ceux-ci sont les descendants. En Occident, les intellectuels de la renaissance carolingienne reprennent ces dénominations, qui ont déjà, comme *Galli*, *Hispani*, *Rhaeti* ou *Norici*, un contenu ethnique prépondérant et qui désignent les ethnies néo-latines s'étant formées aux VII^e—IX^e siècles ²⁸. La même évolution de la terminologie politico-ethnique est à remarquer aussi dans les sources byzantines des IV^e—VI^e siècles, où les habitants de l'empire sont au sens large *Romani-Rhōmaioi*, mais dans les milieux savants de la Nouvelle Rome ils sont au sens restreint *Itali*, *Galli*, *Hispani*, *Afri*, en Occident, et *Dakai*, *Scytai*, *Paiones* ou *Mysoi*, dans les Balkans ²⁹. Les sources

²⁶ Choniates, *Historia*, p. 378, 81 : ὅθεν οὐδ' ἡγάπων, εἰ τὰ ἑαυτῶν ἔχουσι σώζειν καὶ τὴν τῆς Μυσίας μόνην περιβαλοῦνται τοπαρχήσιν . . . καὶ τὴν τῶν Μυσῶν, καὶ τῶν Βουλγάρων δυναστεῖαν εἰς ἓν συνάψουσιν, ὡς πάσαι ποτὲ ἦν, οὐδαμῶς ἠνελεγοντο.

²⁷ S. Brezeanu, « Vlahi » și « moesi » în sursele bizantine relative la începturile statului Asăneștilor. *Terminologie etnică și ideologie politică* (sous presse).

²⁸ Chez Notker de St. Gallen apparaissent les formes *moderni Galli sive Franci* ou *reges Gallorum vel Francorum*, où l'équivalence entre « Galli » et « Franci » est évidente. Un autre de ses contemporains, Walafridus Strabo, refuse de désigner les « Romains » des Alpes de leur propre nom, en leur donnant l'étymon de *Rheti*, pris du nom de l'ancienne province romaine. Cf. E. Zöllner, *op. cit.*, p. 99—100, 149, 152 ; L. Weisgerber, *Deutsch als Volksname. Ursprung und Bedeutung*, Darmstadt, 1953, p. 178 et suiv.

²⁹ Pour « daci », voir *Istoria eclesiastică* de Théodoret de Cyros, où Sardica apparaît « la métropole du peuple des Daces » (τῶν Δακῶν ἔθρους μητρόπολις) in *Fontes Historiae Daco-romanae*, II, Bucarest, 1970, p. 232. « Les Scythes », comme habitants de la province byzantine du Bas-Danube, Scythia Minor, apparaissent in *Corpus Juris Civilis* (κατὰ τὴν ἑπαρχίαν) Σκυτῶν καὶ Μυσῶν), in *Ibidem*, p. 380 et chez Theophylact Simocattes (τῶν τε Σκυτῶν καὶ Μυσῶν τοὺς περιείκουσ) in *Ibidem*, p. 534.

byzantines des XI^e—XII^e siècles rappellent le souvenir de ces noms en se rapportant à l'ethnie néo-latine des Vlaques. Parlant des Vlaques de Thessalie, Kekaumenos, le meilleur connaisseur des Vlaques sud-danubiens, souligne que ce sont « les soi-disant Daces et les Besses », qui avaient habité « tout d'abord près du Danube et de la Save »³⁰, d'où ils se sont ensuite répandus dans tout l'Épire et toute la Macédoine, et la plupart d'entre eux se sont établis dans l'Hellade (la Thessalie)³¹. L'aristocrate thessalien exprime une tradition historique qui descend jusqu'à la fin de l'antiquité pour identifier les Vlaques du XI^e siècle avec les « Daces » et les « Besses » de la Dacie aurélienne, disloqués par l'invasion slave vers les régions centrales et sudiques de la péninsule. À son tour, Jean Zonaras remarque, dans un passage inobservé par la recherche moderne de spécialité, que « les Péons aussi sont une nation latine ou une ethnie thracique » (*Παλαιοὶ γένος Λατῖνον ἢ ἔθνος Θρακικόν*).³² Le renseignement fourni par cet auteur, qui se situe aux débuts d'une nouvelle étape dans l'évolution du terme « paiones », se trouve confirmé à l'aube du XIV^e siècle par *Descriptio Europae Orientalis*, œuvre due à un moine dominicain, qui identifie les *Blazi* rencontrés par lui en Macédoine méridionale et en Thessalie avec les *Pannoni* ou *pastores Romanorum*³³. Ceux-ci avaient habité il y a des siècles en Pannonie, d'où la conquête arpadienne les avait chassés. Il est à remarquer également que chez Kekaumenos on voit apparaître les deux couches historiques des Vlaques — thracique et romain — dans deux termes différents : « bessi » et « daci », alors que chez Zonaras ces deux couches plus anciennes sont désignées par une notion unique, « paiones ».

Le terme « Mésiens » qui, jusqu'à un certain point, suit la même évolution, définissait à l'origine l'union tribale thrace de la rive droite du Danube ; aux derniers siècles de l'antiquité, il désigne la population de la province d'entre le Danube et les Balkans. Dans ce dernier cas, le terme a une acception territoriale, mais ici aussi on voit apparaître une nuance ethnique, à mesure que les Mésiens étaient absorbés par la civilisation supérieure de Rome, le terme finissant ainsi par désigner la population latinophone de la Mésie. L'évolution du terme de « Mésiens » subit, à partir du X^e siècle, un changement décisif de contenu, découlant de la reconquête par les Byzantins des territoires situés entre les Balkans et le Danube. Le changement apparaît pour la première fois dans les « Histoires » de Léon le Diacre, principale source de la conquête de la Bulgarie par Jean Tzimiskès. L'auteur définit constamment par *Mysia* (*Μυσία*) l'ancien État d'Asparouch et par Mésiens (*Μεσσοί*)³⁴ les habitants de celui-ci. L'apparition dans les sources byzantines à la charnière des X^e — XI^e

³⁰ *Sovety i rasskazy Kekaumena*, p. 268.

³¹ *Ibidem*, p. 270.

³² Iohannis Zonarae, *Lexicon*, Leipzig, 1808, p. 1495 ; *Fontes Historiae Daco-Romanae*, IV, Bucarest, 1982, p. 66.

³³ *Anonymi descriptio Europae Orientalis*, ed. O. Gôrka, Cracovia, 1916, p. 12—13. « Notandum quod inter machedoniam, achayam et thesalonicam est quidam populus valde magnus et spatiosus qui vocantur blazi, qui et olim fuerunt romanorum pastores, ac in Ungaria ubi erant pascua romanorum ... olim morabantur. Sed tandem ab Ungaria inde expulsi, ad parietem illas fugierunt ». *Ibidem*, p. 44 : « Pannoni autem, qui inhabitabant tunc panoniam, omnes erant pastores romanorum et habebant super se decem reges potentes ».

³⁴ Gy Moravcsik, *Byzantinoturcica*, II, Berlin, 1958, p. 207—208.

siècles de cette mutation terminologique, qui découle d'un fait de nature idéologique, est lourde de sens. En tant que représentant de l'idéologie politique byzantine, Léon le Diacre remet en circulation les deux termes avec un sens nouveau afin de légitimer la conquête de la Bulgarie par l'empire, cette conquête étant présentée comme un acte de *restitution* à la Nouvelle Rome d'une province de droit impérial, que les « barbares » arrachèrent par violence. Léon le Diacre explique clairement que la *Mysia* appartient de droit à l'empire et que Tzimiskes réintégra la province à l'Etat byzantin (τῆν Μυσίαν Ῥωμαίοις ἀνασώσάμενος)³⁵. Dans la littérature politique byzantine de la période suivante, l'acte de Léon le Diacre a trouvé des imitateurs, fait qui a décidé la carrière de l'étymon pour les X^e—XV^e siècles, lorsqu'une tradition historique se forme dans le monde intellectuel de la Nouvelle Rome, tradition qui identifie les « Mésiens » avec les « Bulgares »³⁶. Sans aucun doute, le terme a ici une acception ethnique, mais il est des auteurs qui y incluent aussi l'acceptation territoriale.

Il existait donc, à la charnière des XII—XIII siècles, une tradition antique dans le monde savant qui identifiait les Mésiens avec les descendants romanisés de l'ancienne union tribale du Bas-Danube. Une tradition de date récente était également apparue qui désignait par « Mésiens » les « Bulgares » et à laquelle se rallient la plupart des auteurs byzantins de cette période. En présence de ces deux traditions, Choniate tourne le dos à la dernière, pour revenir à l'ancienne tradition et il identifie les « Mésiens » avec l'ethnie néolatine des Vlaques. On voit transparaître du passage l'idée que Nicéas se rend compte que l'ethnicon archaïsant « Mésiens » a en son temps un autre sens quand il note que les Vlaques se nommaient *auparavant, jadis* (πρότερον) Mésiens. Autrement dit, il semble qu'il n'ignorait pas que le terme « Mésiens » avait pris en son temps un autre sens. Tout comme chez Kekaumenos et Zonaras, la tradition de l'identification des « Vlaques » avec l'une des branches romanisées des Thraces est d'origine savante byzantine, les Vlaques eux-mêmes se donnant une origine romaine, dont font mention Kinnamos et Apokaukos, de même que les sources latines médiévales³⁷. Pourquoi ne voit-on apparaître ni chez Kekaumenos, ni chez Choniate, les meilleurs connaisseurs de la société vlaque sud-danubienne qu'ait eus la littérature historique byzantine, l'origine que les Vlaques eux-mêmes s'attribuaient, mais une origine « barbare » antique, « dacique » ou « métienne » ? La réponse doit être cherchée dans la position des deux représentants de l'idéologie traditionnelle byzantine à l'égard des aspirations d'émancipation politique des Vlaques de Thessalie et du Haemus aux XI^e—XII^e siècles. Le dénominateur commun de l'œuvre des deux chroniqueurs byzantins est l'hostilité déclarée avec laquelle ils accueillent ces aspirations, comme d'ailleurs celles des autres peuples balkaniques³⁸.

³⁵ Léon le Diacre, *Historiae*, ed. Bonn, p. 157.

³⁶ Gy. Moravcsik, *op. cit.*, p. 101—104, 207—208.

³⁷ Les plus importantes sont les chroniques hongroises des XIII^e—XIV^e siècles (S. Brezeanu, « *Romani* » și « *Blachi* » la Anonymus).

³⁸ H. Ahrweiler, *L'idéologie politique de l'Empire byzantin*, Paris, 1975, p. 50 et suiv. ; J. Kalit, *Idéologie impériale et l'histoire des Serbes au XII^e siècle*, in « Actes du XV^e Congrès International d'Etudes Byzantines », Athènes, sept. 1976, II, Athènes, p. 191—203.

Mais dans le cas des Vlaques, il est à supposer que l'idée de leur origine romaine a constitué l'une des idées-forces du mouvement libérateur dû à Pierre et Asén, raison pour laquelle Choniates n'en fait pas état, de même qu'avait procédé, un siècle auparavant, Kekaumenos. Ce qui confirme cette hypothèse, c'est la transmission de l'idée de l'*origine romaine* de Johannitsa et de son peuple dans la correspondance échangée entre le souverain balkanique et le pape Innocent III pour des raisons d'ordre politique, idée issue pourtant, sans aucun doute, du monde vlaque.

Passons maintenant à la seconde objection majeure concernant l'identification de l'Etat d'Asparouch avec un « royaume des Mésiens (des Vlaques) et des Bulgares » et non pas seulement des « Bulgares ». Pour interpréter cet épisode, il me semble que le chercheur moderne doit tenir compte de toutes les autres données de l'œuvre de Choniates et, en tout premier lieu, que le terme de « Vlaques » a un sens *ethnique* de même que celui de « Bulgares » ou « Serbes », et qu'il identifie les « Vlaques » avec les « Mésiens ». C'est pourquoi il est important de saisir l'*interprétation* que donne Choniates aux réalités politico-ethniques du premier Etat bulgare et non pas les contradictions de sa relation par rapport à ces réalités.

Remarquons tout d'abord que, dans cet épisode, la « toparchie de la Mésie » est la *patrie* des Vlaques³⁹ qui ont participé au mouvement de Pierre et Asén, affirmation pleinement d'accord avec une autre, antérieure, se rapportant à l'autochtonie des « Vlaques » — identiques aux Mésiens de jadis — des monts Haemus. Il importe moins si par la « Mésie » Nicéas entend l'entière Bulgarie du nord-est ou rien que la région du Haemus, ce problème ayant constitué l'un des points de la dispute. L'accent tombe ici sur l'origine « métienne » des Vlaques, d'où il déduit aussi leur « droit » de maîtres du territoire de la Mésie. L'auteur laisse entendre également le fait que les territoires du centre-ouest de la péninsule, qui forment le noyau de l'Etat de Samuel et ont été ensuite transformés en thème de la Bulgarie, sont la patrie des Bulgares, indépendamment du caractère ethnique de la région au moment où l'auteur écrivait. Choniates savait, sans contredit, que la « Mysia » n'était pas peuplée exclusivement de « Vlaques », de même que sa « Bulgarie » n'était pas habitée seulement par des Bulgares. Considéré sous cet angle, le passage devient intelligible : comprendre dans l'Etat de Pierre et Asén les régions du centre-ouest de la péninsule eût signifié unir le règne des Mésiens et des Bulgares et reconstituer l'ancien Etat de Siméon, Pierre et Samuel. En second lieu, l'Etat d'Asparaouch fut, selon la conception dominante dans la pensée politique des premiers siècles médiévaux, un royaume touranique, caractère donné par le clan conquérant⁴⁰, même si la plupart de sa population était formée de Slaves et de Romains, tout comme le royaume mérovingien fut un Etat franc, sans égard à la composition ethnique à prédominance romaine. Le fait que Boris se soit converti au christianisme a joué un rôle capital dans l'évolution ultérieure de la société des Balkans ; celui-ci transforme l'Etat d'Asparouch en un royaume sud-slave, grâce à l'adoption

³⁹ Choniates, *Historia*, p. 374, 81 : « les barbares (les Vlaques) d'autour d'Asén » sont revenus dans leur patrie Mysia » (εις την πατρίδα Μυσίαν).

⁴⁰ L. Musset, *Les invasions. Le second assaut contre l'Europe chrétienne (VII^e—XI^e siècles)*, Paris³, 1971, p. 212—213.

par le souverain de la langue sud-slave comme langue de liturgie et de culture, cet acte lui ayant été imposé par des considérations d'ordre politique. A l'époque, l'historien byzantin ignorait-il, sans nul doute, les origines touraniques de l'Etat d'Asparouch, ainsi que le titre de ses souverains. Il considérait qu'autrefois, comme de son temps, les principales composantes ethniques de cet Etat ont été les Slaves, transformés entre temps en « Bulgares », et les « Mésiens » romans métamorphosés eux aussi en « Vlaques ». Il faut remarquer à cet égard que l'historien byzantin se trouve en plein accord avec Johannitsa qui, malgré les quelques hésitations quant à son titre *imperator Bulgarorum et Blachorum* ou seulement *imperator Bulgarorum*⁴¹ — voit dans les souverains du premier Etat bulgare ses « prédécesseurs » et il nomme Pierre, Siméon et Samuel empereurs des « Bulgares et des Vlaques » (*imperatores Bulgarorum et Blachorum*)⁴². Par conséquent, indépendamment du caractère politique du premier Etat bulgare — tout d'abord touranique, puis sud-slave — la tradition historique byzantine et vlaque-bulgare de la fin du XII^e siècle et début du XIII^e voyait en lui un Etat de collaboration des Bulgares et des Vlaques. Et si le souverain de Tirnovo, issu du monde vlaque, avait l'intérêt de faire de Siméon, Pierre et Samuel ses « prédécesseurs » afin de légitimer la nouvelle réalité politique dualiste apparue dans les Balkans, on ne saurait suspecter l'intellectuel byzantin d'avoir modifié la tradition historique.

Enfin, comment expliquer le fait que dans le fameux testament politique de Basile II, Nicéas présente les « Vlaques » comme adversaires du Bulgaroctone ? Dans l'œuvre de Choniate, la tradition d'une résistance vlaque devant Constantinople impériale est amplement documentée. Le mouvement ayant pour promoteurs Pierre et Asên a été précédé par d'autres actions antibyzantines, étant donné que les Vlaques « se sont enhardis en d'autres occasions aussi contre les Romains »⁴³ et ce sont toujours eux qui ont insufflé aux « Scythes » (Coumans) « une haine de mort envers nous qui soit transmise en éternel souvenir de génération en génération »⁴⁴. Un siècle plus tôt, en liaison avec le mouvement de Thessalie de 1066, auquel participent Vlaques, Bulgares et Grecs, Kekaumenos fait des « Vlaques » l'ennemi implacable des Romains qui s'était opposé à l'empire⁴⁵ dans les siècles passés aussi. Comme habitants de l'ancien Etat d'Asparouch, les Vlaques se sont montrés, sans nul doute, solidaires avec les Bulgares dans le dramatique combat entre Basile II et Samuel. La tradition historique consignée par Choniate et Kekaumenos a certainement en vue aussi l'épisode sanglant de la conquête du premier Etat bulgare par les Byzantins. C'est cette solidarité des deux peuples sud-danu-

⁴¹ La formule *imperator|rex Bulgarorum et Blachorum* prédomine (*Prepiskata na papa Inokentija III kăm Bălgarite*, ed. I. Dujcev, in « Godišnik na Universitet Kliment Ochridski, istor.-filol. » fak. 38, n° 3, Sofia, 1942, doc. 2, p. 22 ; doc. 18, p. 47), mais n'y manque pas non plus la deuxième, *imperator Bulgarorum* (*Ibidem*, doc. 15, p. 43 ; doc. 18, p. 47). Cf. S. Brezeanu, *Imperator Bulgariae et Vlachiae*, p. 655—656.

⁴² *Prepiskata*, p. 43—44, 47.

⁴³ Choniates, *Historia*, p. 368, 54—55.

⁴⁴ *Ibidem*, p. 629, 40—41.

⁴⁵ *Sovety i rasskazy Kekavmena*, p. 268—270.

biens dans la lutte contre Byzance qui aura dicté également la politique de Basile II pour leur séparation, concrétisée dans l'organisation religieuse donnée aux territoires conquis en 1018. Ainsi donc, a-t-il existé un établissement de Basile II où les Vlaques apparaissaient en ennemis de l'empire ? L'existence d'un établissement de l'empereur macédonien est unanimement acceptée par les recherches modernes, qui ont vu en celui-ci un véritable testament politique de Basile II⁴⁶. La tradition historique de la lutte des Vlaques contre les Byzantins rend plausible la présence des Vlaques, aux côtés des Bulgares, dans l'établissement.

⁴⁶ E. Stănescu, *Byzantinovlachica*, p. 419—422.

LA CULTURE ROUMAINE AU PROCHE-ORIENT REMARQUES SUR UN NOUVEAU CATALOGUE DE MANUSCRITS ARABES

IOANA CÂNDEA-MARINESCU

Les sources relatives à l'histoire politique, la civilisation et la culture d'un pays sont à rechercher non seulement dans ses limites géographiques, mais aussi à l'étranger, dans les régions voisines, et même plus loin — le fait en est généralement connu. De sorte que, dans le cas de l'histoire du Sud-Est européen prise en bloc et tout particulièrement dans le cas du peuple roumain, parmi les sources de toute première importance comptent, à part les documents et les textes anciens d'Europe centrale et de l'Est, ceux du Proche-Orient — documents ottomans d'Anatolie ou arabes de Syrie, Liban, Israël ou Egypte. L'ancienneté des rapports avec ces pays, et le fait que, tout comme les Roumains ou les peuples balkaniques, les pays susmentionnés se sont trouvés pendant deux millénaires dans la même sphère d'influence dominée successivement par les grandes civilisations hellénique, romaine, byzantine et ottomane, expliquent suffisamment la variété des rapports en question et les phénomènes communs d'ordre politique, économique ou culturel.

Il s'agit là des réflexions nées de la lecture du nouveau *Catalogue* de textes arabes : *Les manuscrits arabes de l'Institut d'Etudes Asiatiques de l'Académie des Sciences de l'URSS*, I^e—II^e Parties, Moscou, 1986, publié dans la rédaction d'A.B. Kalidov¹. L'Institut d'Etudes Asiatiques se rattache par ses antécédents aux commencements de l'étape moderne des sciences orientales fondées en Russie, comme on le sait, par Pierre le Grand². Après les premiers essais du XVIII^e siècle, illustrés notamment par Démètre Cantémir avec son « Système ou structure de la religion muhammedane » (Sanktpiterburh, 1722) — un grand livre dans le domaine des études orientales en Europe — les études russes dans ce même domaine devaient connaître un rebondissement lors de la fondation, en 1818, du Musée Asiatique dans le cadre de l'Académie Impériale des Sciences de Saint-Petersbourg. Pendant tout un siècle, cet organisme allait justifier la renommée des études orientales en Russie grâce à des recherches et des éditions critiques, sans oublier la célèbre collection de manuscrits orien-

¹ *Akademija Nauk SSSR. Institut Vostokovedenija. Arabskie rukopisi Instituta Vostokovedenija, Kratkij katalog. Pod redakciej A. B. Khalidova. Čast 1—2. Moskva, Izdatel'stvo « Nauka », Glavnaja redakcija vostočnoj literatury, 1986. 526 (—528) pp. (1); 336 pp. (2), avec 136 reproductions.*

² Cf. V.-V. Barthold, *La découverte de l'Asie. Histoire de l'Orientalisme en Europe et en Russie*, trad. par B. Nikitine, Paris, 1947, p. 226 ; N. A. Smirnov, *Očerki istorii izucenija islama v SSSR*, Moskva, 1954, p. 25 et suiv. ; I. Ju. Kračkovskij, *Očerki po istorii russko arabistiki*, Moskva-Leningrad, 1950, p. 40 et suiv.

taux, parmi lesquels les manuscrits arabes sont les plus nombreux. Réorganisé en 1930 comme Institut d'Études Asiatiques de l'Académie des Sciences de l'URSS (Filiale de Léninegrad), ce vénérable établissement a poursuivi son œuvre avec la même efficacité. L'un de ses principaux objectifs reste la mise en valeur de la riche collection de manuscrits dont il dispose. Insuffisamment connue jusqu'à présent par des contributions méritoires, certes, mais ne traitant qu'en partie l'ensemble de cette collection, grâce au *Catalogue* dressé par A. B. Khalidov elle sera désormais accessible aux spécialistes. L'événement déborde le domaine des études arabes, car il intéresse au même point le Sud-Est européen et l'histoire de la culture roumaine. Avant d'aborder la description du *Catalogue*, voici quelques noms illustrant l'étude partielle de cette collection : V. Rosen, C. Salemann, D. Günzburg, I. Ju. Kratchkovskij, F. A. Rozenberg, B. A. Turaev, V. A. Eberman, A. E. Schmidt, V. I. Beljaev, A. B. Khalidov et A. I. Mihajlova ³.

Le fonds arabe des manuscrits de l'Institut de Léninegrad compte à peu près 5 000 tomes, soit plus de 10 700 écrits complets ou fragmentaires. Le *Catalogue* suit la classification par domaines traditionnels de la pensée et de la culture islamique, à savoir : le *Coran* et les sciences coraniques (667 écrits) ; les *hadīt* (460) ; la dogmatique (y compris l'apologie et la polémique, l'eschatologie et le soufisme, les différentes sectes, les prières et les sermons — 2 609 écrits) ; le *fiqh* (1533) ; la philosophie, la psychologie, l'éthique, la politique (1471) ; la philologie (y compris la lexicographie, la métrique, la rhétorique et la stylistique — 1 673) ; la littérature (887) ; l'histoire, la géographie et la cosmographie (343) ; les mathématiques, l'astronomie et l'astrologie (208) ; les encyclopédies (105) ; les bibliographies (7) ; les sciences naturelles (21) ; les sciences occultes (229) ; la médecine humaine et vétérinaire (y compris la hippologie — 121) ; l'agriculture (3) ; l'art militaire (5) ; l'art culinaire (1) ; la musique (2) ; la littérature arabe chrétienne (179) ; *varia* (149). Comme on le voit il s'agit de l'un des fonds de manuscrits arabes les plus riches d'Europe. C'est à juste titre qu'A. B. Khalidov affirme dans sa *Préface* au *Catalogue* que le fonds comporte des ouvrages touchant à tous les domaines et appartenant à toutes les étapes de l'évolution de la littérature arabe, musulmane et chrétienne.

En ce qui concerne les manuscrits musulmans (les plus nombreux) notons d'abord les seize fragments du *Coran*, écrits aux VIII^e — X^e siècles en caractères kūfiques sur parchemin. Le fonds compte 150 autres textes complets du *Coran*, dont quatorze ornés de façon magnifique. Quant aux sciences coraniques, elles sont illustrées par les commentaires, d'écrivains s'échelonnant du IX^e au XIV^e siècle, dont Abū'l-Layṭ, As-Samarqandī, Maḥmūd ibn Ḥamza al-Kirmānī, Az-Zamaḥṣarī, etc. L'Institut détient pas moins de vingt-six copies de la collection des *hadīt* d'Al-Buḥārī, 5 volumes de commentaires et 5 traités rares, le tout d'une époque antérieure au XVIII^e siècle. A part d'autres collections (telles Muslīmī ou le populaire At-Tirmidī), citons encore l'exemplaire daté de 1291 de l'anthologie d'Al-Baḡawī, ainsi que l'unique copie d'un recueil du XII^e siècle (n^o. 751) et les si rares collections shi'ites des XI^e — XII^e siècles. Tous les grands théo-

³ Cf. A. J. Huisman, *Les manuscrits arabes dans le monde. Une bibliographie des catalogues*, Leiden, 1967, p. 81—82.

logiens y sont, par ailleurs, représentés, depuis Abū Ḥanīfa jusqu'à Al-Ġazzālī, ainsi que toutes les écoles d'interprétation du droit canonique. Outre les traductions des traités anciens de philosophie grecque, le fonds détient aussi des écrits d'Al-Farabī, Ibn Sīnā, Faḥr ad-Dīn ar-Rāzī, Naṣīr ad-Dīn at-Tūsī.

Les manuscrits de grammaire, lexicographie, métrique et rhétorique sont datés depuis les XI^e — XVI^e siècles jusqu'à l'époque moderne. Très riche aussi s'avère le fonds des manuscrits littéraires, dont les exemplaires les plus anciens remontent au X^e siècle.

D'une importance exceptionnelle sont les traités d'histoire universelle, d'histoire du califat, des dynasties et des différentes régions et villes du monde arabe, les chronologies comparées, ainsi que les recueils de légendes et les biographies. Il convient de ne point négliger non plus l'importance des manuscrits géographiques. C'est à cette catégorie de manuscrits que se rattachent les chronographies d'Al-Qazwīnī, de Šams ad-Dīn ad-Dimašqī, le « Dictionnaire géographique » de Yāqūt, les écrits d'Abū'l-Fidā', l'unique exemplaire du manuscrit avec le récit du voyage d'Ibn Sukaykir de Syrie à Constantinople (XVI^e siècle), ainsi que la meilleure copie de l'ouvrage célèbre de Paul d'Alep racontant le « Voyage du Patriarche Macaire d'Antioche » (1700, no. 9641).

Bien illustrées aussi sont les mathématiques, l'astronomie, l'astrologie, la médecine humaine. En revanche, les manuscrits traitant des sciences naturelles, médecine vétérinaire, agronomie, art militaire, musique ou art culinaire sont relativement rares. A noter la présence de l'ouvrage bibliographique de Ḥaġġī Ḥalīfa (représenté par des copies des XVII^e — XIX^e siècles).

Pour faire rentrer un si grand nombre de manuscrits dans seulement deux tomes (totalisant 850 pages), il a fallu appliquer des principes de stricte économie, impliquant une description des plus succinctes : titre, auteur, date de rédaction (ou du décès de l'auteur), commentaires, cote du manuscrit, nombre des pages, date et lieu de la copie, particularités du manuscrit, défauts, bibliographie. Comme de juste, quand le manuscrit respectif ne présente pas toutes les données requises, certaines précisions feront défaut. Heureusement, des Index d'une grande variété de contenu viennent compléter au mieux les descriptions, en fournissant des titres, noms d'auteurs, dates de rédaction, copistes, mentionnant le caractère unique ou autographe des exemplaires le cas échéant, ainsi que les exemplaires illustrés, dressant la correspondance des chiffres du *Catalogue* avec les anciennes cotes, précisant la provenance de chaque exemplaire.

Très important pour les études sud-est européennes, de même que pour l'histoire roumaine se révèle le fonds des manuscrits arabes chrétiens (nos 10367 — 10545), surtout les 42 volumes « offerts » en 1913, dans des circonstances qu'il n'y a pas lieu d'évoquer ici, par le patriarche d'Antioche, Grégoire IV al-Haddad, au tsar Nicolas II, à l'occasion du troisième centenaire de l'avènement des Romanoff. Le grand arabisant soviétique, Ignatij Jourievitch Kratchkovsky, dans son célèbre ouvrage intitulé *Avec les manuscrits arabes. Souvenirs sur les livres et les hommes* (3^e éd., Léninegrad, 1948), mentionne souvent ce fonds qui a tenu une place privi-

légée dans ses études, ses oeuvres et même dans sa vie⁴. Sans vouloir diminuer en rien les mérites du grand spécialiste soviétique des études arabes, il convient de rappeler toutefois que les 42 volumes fournis par Grégoire IV, tout comme bon nombre des autres manuscrits arabes chrétiens du fonds de l'Institut d'Etudes Asiatiques de Léninegrad concernent en premier lieu l'histoire de l'Orient chrétien et de l'Europe du sud-est, bien plus que l'histoire de la Russie.

C'est un fait généralement connu que l'évolution de la littérature arabe chrétienne dans l'intervalle des XVI^e — XVIII^e siècles, évolution étudiée à fond par Georg Graf⁵ et Joseph Nasrallah⁶, s'est effectuée en étroite relation avec les réalités culturelles et politiques du Sud-Est européen et des Pays roumains. Par exemple, quelques-uns des manuscrits transférés de Syrie dans l'Empire des tsars au début de notre siècle jettent un jour nouveau sur les rapports de la Péninsule balkanique avec le Proche-Orient, ainsi que sur le rayonnement de la culture roumaine dans la Méditerranée Orientale. Or, ces ouvrages ont été trop peu étudiés jusqu'à présent par les spécialistes ressortissant des pays concernés.

Un ouvrage célèbre en Europe du sud-est aux XVII^e — XVIII^e siècles a été sans doute le *Chronographe* de Dorothee de Monembasie. Sa large diffusion (plus de quinze éditions), de même que son style et la variété de l'information ont fait de cet écrit une œuvre populaire, à laquelle même Goethe s'est rapporté pour son *Faust*. Pour la culture roumaine, le *Chronographe* tient une place majeure, car il fut composé à Jassy, sous le règne de Petru Șchiopul, ainsi qu'il résulte de la Préface rédigée par Apostol Tsigara, et sa première édition (Venise, 1631) fut dédiée à Alexandru Coconul, prince régnant de Valachie. L'historique de cette œuvre et sa portée ont fait l'objet d'un long exposé de D. Russo, dans ses *Etudes historiques gréco-roumaines*⁷. Toutefois, assez peu nombreux, sont ceux qui savent que le *Chronographe* attribué à Dorothee (en réalité il s'agit de la compilation d'un autre lettré, Hiérothée) fut traduit en arabe et diffusé à partir du XVII^e siècle en plusieurs copies manuscrites. Sa traduction est le fruit du travail effectué par l'érudite patriarche syrien, Macaire Za'im d'Antioche, personnalité en renom dont il sera encore question ci-après. Il commença ce travail de traduction en 1648, assisté plus tard par son fils Paul d'Alep et bénéficiant aussi des services de Yūsuf al-Mușawwir, le fameux peintre d'icônes d'Alep. La première partie de l'ouvrage s'intitule *Tārīḥ ar-rumī al-'ağīb al-ğādīd* (Le merveilleux, célèbre Chronographe grec), cependant que sa seconde partie porte le titre de : *Ad-durr al-manẓum fī aḥbār mulūk ar-rūm* (Le si joliment enfilé collier de perles avec les nouvelles des rois grecs). Or, l'Institut de Léninegrad est en possession du plus précieux manuscrit de cet ouvrage, l'exemplaire dont la seconde partie est la traduction autographe de Yūsuf (datée de 1659—1667), avec 94 portraits miniés d'empereurs byzantins et sultans ottomans, pendant que la première partie est une copie (réalisée à Con-

⁴ I. Kratchkovsky, *Avec les manuscrits arabes. Souvenirs sur les livres et les hommes*, traduit du russe par M. Canard, Alger, 1954, p. 43—47.

⁵ *Geschichte der christlichen arabischen Literatur*, Bd. I—V, Città del Vaticano, 1944—1953.

⁶ *Histoire du mouvement littéraire dans l'Eglise melchite du V^e au XX^e siècle*, vol. III/2, IV/1, Louvain — Paris, 1979—1981.

⁷ T.I., București, 1939, p. 68—86.

stantinople en 1693) de la traduction de Macaire⁸. Il est intéressant de noter à ce sujet que les lecteurs arabes du Proche-Orient ont été à même de connaître dès le XVII^e siècle, grâce à cet ouvrage, les initiatives de mécénat des princes roumains Petru Șchiopul et Alexandru Coconul, dont la *Préface* du *Chronographe* fait l'éloge.

C'est au fils du même patriarche et grand lettré traducteur du *Chronographe* que nous sommes redevables de la description la plus poussée des Pays roumains (la Moldavie et la Valachie) au XVII^e siècle. Il s'agit du journal de voyage rédigé par le diacre Paul d'Alep et intitulé *Rihlat al-batrāk Makārīus al-Halabī* (« Le voyage du patriarche Macaire d'Alep »). Reconnu pour sa curiosité et son esprit d'observation, doublés par une persévérance à toute épreuve, le faisant enregistrer la moindre réalité éloquente, le diacre Paul d'Alep raconte avec un luxe de détails tout particulier le voyage de la délégation syrienne dans les Pays roumains (1653—1658), sa réception à la cour de Bucarest par les princes Matei Basarab et Constantin Șerban, puis à la cour de Jassy par Vasile Lupu et Gheorghe Ștefan. Il décrit les villes, les monuments et les couvents visités, les activités des habitants, leur nature et leurs coutumes, les ressources du pays, ses produits et sa vie spirituelle, ce qui fait de ce journal une œuvre inestimable pour la connaissance des réalités roumaines d'il y a trois siècles et plus. Des fragments de cette œuvre ont été publiés à plusieurs reprises en Roumanie, dans des versions de valeur inégale⁹, mais jamais son texte intégral. Du reste, même le texte arabe et sa version française n'ont fait l'objet que d'une édition partielle, publiée il y a un demi-siècle par les soins du savant arabisant Vasile Radu¹⁰. Si jamais on devra réaliser une version roumaine de l'œuvre intégrale, il sera absolument nécessaire de recourir aussi au ms. B 1230, daté de 1700 et appartenant au fonds de l'Institut d'Études Asiatiques de Leningrad¹¹.

Mais les manuscrits arabes de ce fonds offrent également des informations relatives à d'autres chapitres ou moments de l'histoire de la culture roumaine. Par exemple, l'étude approfondie — non entreprise jusqu'à présent — du *Missel gréco-arabe* imprimé en 1701 à Snagov par Anthime d'Ibère (édition *princeps* du texte arabe et point de départ pour l'imprimerie dans le monde arabe) devra inclure aussi l'analyse du manuscrit B 115 (de 1655) des dites collections¹². Il s'agit, en effet, du manuscrit de la version arabe due à Mélétiou Karma avec des textes parallèles grecs (peut-être dans les mêmes rédactions) qui seront imprimés quelques décennies plus tard en Valachie.

Très intéressante serait l'étude d'un autre manuscrit¹³, à savoir celui du *Kitāb ar-ruzūm* (« Le livre des signes ») de Païsius Ligaridēs, le

⁸ *Catalogue*, nos 9405, 9410; Graf, *op. cit.*, III, Bd., p. 106—107; A. I. Mikhajlova, *Licevaja arabskaja rukopis' perevoda grečeskogo hronografa XVII v.*, « Palestinskij Sbornik », 1966, no 15(78), p. 201—207.

⁹ V. la toute dernière traduction de M. M. Alexandrescu Dersca-Bulgaru, chez Maria Holban (réd.), *Călători străini în Țările Române*, vol. VI, București, 1976.

¹⁰ B. Radu, *Voyage du patriarche Macaire d'Antioche*. Texte arabe et traduction française, in *Patrologia Orientalis* XXII/1, Paris, 1930; XXV, 1933; XXVI/5, 1949.

¹¹ *Catalogue*, n° 9641; A. I. Mikhajlova, *Katalog arabskikh rukopisej Instituta narodov Azii Akademii Nauk SSR*, vyp. 2, Moskva, 1961, p. 62—64, n° 51.

¹² *Catalogue*, n° 10386; Graf, *op. cit.*, I. Bd., p. 639.

¹³ Cf. Graf, *op. cit.*, III. Bd., p. 99.

fameux clerc et aventurier grec de Chios (d'où son nom arabe : Païsius as-Sāqizī), dans la traduction du même Macaire Za'im déjà mentionné. A l'œuvre de Païsius se rattache l'activité littéraire de Macaire pendant son séjour dans les Pays roumains, de même que celle du Spathaire Nicolas Milesco en Russie (le *Chrémologe*).

Lors des polémiques contre les catholiques développées pendant les XVII^e – XVIII^e siècles, l'imprimerie roumaine devait produire de nombreux ouvrages en langue grecque, rapidement traduits en arabe. Deux manuscrits au moins de l'Institut d'Études Asiatiques de Léningrad se rattachent à cette catégorie. Ils sont dus au diacre Ilyās ibn Faḥr de Tripoli, ancien logothète du patriarche de Damas et drogman du consulat anglais de cette ville. Ibn Faḥr a pris une part active à ces controverses, en donnant la version arabe du livre de Sebastos Kyménitès (enseignant à l'Académie princière de Constantin Brancovan), *Dogmatikê didaskalia tês ekklesiás* (Bucarest, 1703) et rédigeant de son propre chef des ouvrages fondés sur certaines sources imprimées en Valachie. Par exemple, l'*Al-munāzara al-ġāliya fī'd-da'wat ar-rūh al-quḍuṣ* (Dispute explicite sur le principe du Saint-Esprit), texte rédigé en 1731 à Alep et reproduit par le ms. B 1223¹⁴, une riposte à la polémique en marge de l'ouvrage de Kyménitès due à 'Abdallāh Zāḥir, clerc melchite connu surtout en tant que maître imprimeur qui continua l'activité typographique des presses transférées par Athanase Dabbās de Snagov (Bucarest) à Alep, en 1704. Le même Ilyās ibn Faḥr écrivit un petit traité sur le *Filioque* (ms. B 1222, ff. 46 – 55, 1744)¹⁵, fondé sur le livre de Dosithée, le patriarche de Jérusalem, intitulé *Historia peri en Hierosolymois patriarcheusantōn* (Bucarest, 1715).

Il est évident que ces quelques remarques ne sauraient épuiser les informations susceptibles d'intéresser tout particulièrement les chercheurs roumains et que l'on peut récolter dans le fonds des manuscrits de l'Institut d'Études Asiatiques de Léningrad. On serait pourtant en droit d'espérer qu'elles vont contribuer à activer la recherche de l'ensemble de la littérature melchite des XVII^e et XVIII^e siècles par rapport à l'histoire de la culture roumaine. Si l'on est au courant du rôle des Pays roumains en tant que « bras séculier » des communautés chrétiennes de la Turcocratie, il n'y a rien d'étonnant de constater le rayonnement au Proche-Orient de l'œuvre des lettrés et clercs roumains — écrivains, traducteurs, copistes, typographes —, bien que la portée effective de ce rayonnement demande encore des études plus approfondies. La présence des œuvres d'art roumaines, des antiques manuscrits slaves, grecs et roumains des fonds d'incalculable valeur appartenant aux établissements orthodoxes d'Anatolie, de Syrie, du Liban, d'Israël et d'Égypte — à ceux du Mont Sinaï et à ceux d'Alexandrie — est connue. Cette présence est une illustration éloquente de l'aide pluricentenaire accordée par les Pays-Roumains aux chrétiens du Proche-Orient; elle s'inscrit comme le fruit de l'activité majeure de ce que Nicolas Iorga appelait « Byzance après Byzance ». Or, dans ce cadre, les échos roumains dans la culture arabe chrétienne ne représentent encore de nos jours que de simples « cu-

¹⁴ *Catalogue*, n^o 10443; Graf, *ibidem*, p. 136, n^o 3.

¹⁵ *Catalogue*, n^o 10541.

riosités littéraires », bien qu'il ne s'agisse aucunement de phénomènes fortuits d'acculturation, mais tout au contraire d'articulations organiques de quelques grands courants d'idées à l'intérieur d'un espace culturel jadis homogène. Une meilleure connaissance de ces phénomènes effacerait donc l'exotisme apparent de l'image fascinante de la civilisation roumaine que reflètent les écrits d'un Paul Za'im d'Alep. Elle permettrait la juste interprétation de la diffusion dans les milieux cultivés de Syrie, du Liban et de Palestine d'ouvrages comme la *Chronique de la Valachie*, la *Confession de la foi orthodoxe* d'un Pierre Moghila, le *Divan* du prince Démètre Cantémir ou les livres imprimés à Tirgoviste, Bucarest et Jassy il y a deux ou trois siècles.

Le *Catalogue des manuscrits arabes de l'Institut d'Etudes Asiatiques de Léninegrad* s'avère un précieux instrument de travail aussi bien quand il s'agit de parfaire l'analyse de ces phénomènes culturels, que lorsque l'intérêt du chercheur porte sur les études arabisantes en général.

LA SCULPTURE EN PIERRE À ISTROS I^{er} — III^e SIÈCLES (III)

MARIA ALEXANDRESCU VIANU

Une exégèse de l'art grec d'Istros doit tenir compte, comme nous avons tenté de le faire dans les parties précédentes de notre étude ¹, des rapports de la cité pontique avec le monde grec continental, avec la grécité orientale et, *last but not least*, avec la configuration politique et ethnique du pourtour de la Mer Noire.

À l'époque romaine, cependant, d'autres rapports prennent de l'importance sur les relations déjà établies qui subissent, directement ou indirectement, la pression culturelle de Rome : les contacts avec les grands centres artistiques de l'Orient romain, la situation même de la province de Moesia Inferior, avec sa bipolarité : villes grecques et villes romaines, enfin les phénomènes d'osmose qui impliquent le territoire (*regio*) entourant la cité.

Les contacts avec les grands centres artistiques du monde romain oriental sont difficilement saisissables à partir du matériel échappé à la rage des destructions successives. Nous ignorons d'ailleurs dans quelle mesure cette influence s'est exercée directement ou à travers la voisine d'Histria, l'opulente Tomis, la capitale du *koinon* pontique grec.

C'est encore aux inscriptions qu'il nous faudra recourir, en tant que témoignage de certaines réalités sociales sans la conscience desquelles il ne peut y avoir d'explication des développements de l'art local durant l'époque romaine de l'histoire d'Histria. Les changements qui ont lieu alors dans la société histrienne sont illustrés par des listes de noms : une liste d'evergètes de la tribu *Boreis* qui ont contribué à la reconstruction de la ville après sa destruction causée par les Gètes de Byrebistas (ISM, I, 191), l'*album* de la Gérousie datant de 138, un catalogue contemporain des gagnants d'un concours sacré (ISM, I, 196), ainsi qu'un autre *album* de l'époque d'Antonin le Pieux ou de Marc-Aurèle (ISM, I, 201), enfin d'autres fragments de listes (ISM, I, 195, 211, 225). Une comparaison de ces documents ne peut que confirmer l'observation de D. M. Pippidi : « pour la première fois dans l'histoire d'Histria nous voyons des Thraces hellénisés se mêler aux habitants grecs et même aux notables de cette ville

¹ RESEE, I, 1987, pp. 51—60; *ibid.*, 2, 1987, pp. 135—149. La raison pour laquelle nous avons ainsi limité la période étudiée, c'est que la destruction d'Histria par les Goths, au milieu du III^e siècle, a représenté une césure dans l'histoire de la ville. Les pièces de sculpture appartenant au IV^e siècle sont très peu nombreuses et nous n'aurions donc pas de justification de prolonger davantage cet aperçu. Le VI^e siècle a été sans doute une époque de prospérité pour Histria, mais les monuments sculpturaux contemporains nous font défaut.

dont l'exclusivisme à l'égard des 'barbares' est caractéristique de l'époque de son histoire qui précède l'occupation romaine. En même temps ce que nous révèlent les catalogues en question, c'est l'accès des Grecs à la citoyenneté romaine, extériorisé dans les *tria nomina* qui, dans une mesure toujours plus grande, constellent les *alba parvenus* jusqu'à nous »². Cette image peut être complétée et précisée par l'analyse des monuments privés, surtout de ceux à caractères funéraire. Sur 43 de ces monuments qui datent de l'époque romaine, 24 portent des inscriptions en latin et seulement 19 en grec. Les noms conservés dans les inscriptions latines appartiennent à des citoyens romains dont l'origine, au delà de la première génération, est incertaine, parfois aussi à des Thraces romanisés. Quant aux types de ces monuments, c'est une question à laquelle nous reviendrons tout à l'heure.

Dans le même contexte il faut également mentionner les inscriptions ISM, I, 373 et 359—360. La première est une inscription latine de l'an 157, découverte dans le hameau de Nistorești (village de Pantelimon). Elle est gravée sur un autel en calcaire, en l'honneur de Lucius Pompeius Valens, originaire de la ville de Fabia Ancyra, en Galatie, et établi dans le territoire histrien où il possédait une *villa*. Le personnage occupait des fonctions importantes dans la vie de la cité puisqu'il était agoranome, archonte et prêtre du dieu Liber. Une situation analogue, qui n'était donc pas rare, apparaît dans l'inscription de Messia Pudentilla, la propriétaire d'une terre à Buteridava : elle était vraisemblablement la femme de Cornelius Messius, gérousiaste dans les années 198—202 (ISM, I, 196). Ces deux inscriptions ouvrent des perspectives sur l'histoire de la ville, en mettant en évidence l'engagement actif des Romains dans les affaires de la cité, leur accès à des fonctions traditionnelles et, en même temps, les contacts permanents entre la ville et son territoire, Histria se maintenant ouverte vers l'intérieur de la Dobroudja. C'est ce qui justifie notre intérêt pour ce qui se passe dans ce milieu rural et qui nous fait connaître la situation à l'intérieur des murs de la cité. Les inscriptions du territoire nous donnent des indications étonnantes. Sauf quelques exceptions (deux à Sinoé, trois à Vicus Celeris, une seule à Istria), ces inscriptions sont en latin et ceux qui les ont fait poser étaient soit des Romains, soit des Thraces romanisés. La plupart sont des dédicaces impériales à Jupiter et à Juno Regina. Les autres divinités honorées dans les villages du territoire sont les Nymphes avec Silvanus (ISM, I, 325, 333), Diane (ISM, I, 352), le Cavalier Thrace, Zeus Ombrimos en tant que dieu de la pluie (ISM, I, 334), Hercule (ISM, I, 324) et Jupiter Dolichennus (ISM, I, 340). La situation attestée par ces inscriptions est sans équivoque : il s'agit d'une romanisation du territoire qui déferle vers la ville.

Les trois premiers siècles de notre ère à Histria sont une période où l'on a érigé de nombreux monuments publics de grandes dimensions, auxquels appartenaient les architraves et les épistyles qui, aujourd'hui, en donnent témoignage. Ces édifices sont d'habitude dédiés aux empereurs. Les dédicaces impériales se succèdent sans interruption d'Hadrien à Maximin le Thrace, sans oublier celle, bien plus ancienne, en l'honneur d'Au-

² D. M. Pippidi, *Histria aux I^{er}—III^e siècles*, dans *Parerga*, Bucarest-Paris, 1984, p. 215.

guste (ISM, I, 55). Quant à l'existence des statues impériales, elle ne fait pas de doute. Pour preuve, une base qui, ainsi qu'il résulte de son inscription martelée, avait été d'abord destinée à la statue de Domitien, quitte à être employée ensuite à celle de son successeur, Nerva (ISM, I, 177). Une autre base de statue pourrait provenir d'un monument en l'honneur de Caracalla ou d'Héliogabale, sinon d'Alexandre Sévère. Les nombreux fragments de bras et de mains gigantesques conservés dans les dépôts des fouilles d'Histria conduisent à la même conclusion : ils sont sans doute les restes de ces statues impériales qu'on ne peut plus identifier.

Un seul fragment de portrait est tout ce qui demeure des statues iconiques, honorifiques ou funéraires de cette époque. C'est une tête en marbre, celle d'un homme, grandeur nature (fig. 1,2) (h : 0,19 m.). Il lui manque la calotte cranienne, le visage est brisé, mais le côté gauche de la figure a été épargné, avec l'oreille et les cheveux retombant sur la nuque tandis que l'oreille droite et la barbe ne subsistent qu'en partie. Pour dater ce portrait, les éléments dont on dispose sont réduits à l'œil gauche, aux cheveux au-dessus de la nuque et à la barbe du côté droit. Le visage était plein, massif, portant une barbe abondante, rendue par de petits coups superficiels de ciseau. Au joint entre la barbe, les cheveux et le cou, un



Fig. 1, 2. Musée d'Istros, inv. S 129

Changement brusque de plans donne une ligne droite, dure, artificielle, au caractère graphique accusé. Les cheveux à l'arrière de la tête sont rendus par de fins traits de ciseau. L'œil a la paupière supérieure très arquée, la paupière inférieure droite, le globe lisse, sans pupille. En raison du mauvais état de conservation de ce portrait, on ne peut faire davantage d'ob-

servations stylistiques, mais il est possible d'envisager une date entre les années 235 et 250, donc antérieure de peu à la grande destruction subie par Histria au milieu du III^e siècle.

Deux statues acéphales appartiennent au type Sophocle. L'une d'elles, S 200 (fig. 3), en marbre gris, à longues veines bleuâtres, représente



Fig. 3. Musée d'Istros, inv. S 200

un homme drapé dans un *chiton*, la main droite ramenée sur la poitrine et couverte par le manteau, s'appuyant sur la jambe droite un peu déhanchée, tandis que la jambe gauche est légèrement ployée. Le dos est cambré, les plis du drapage, épousant la forme du corps, sont schématisés, mais rendus d'une manière plastique, quoique très simple, en évitant de s'en tenir à des incisions graphiques. Les plis qui partent de la main tenue sur la poitrine s'enroulent vers le dos, par dessus la hanche droite, ce qui prouve que le type Sophocle-Eschine était connu à Histria. Ce type statuaire grec était fréquemment employé partout dans l'empire romain, pour représenter les intellectuels et les personnages officiels civils. La pièce S 201, du même marbre que la précédente, est un buste masculin, supporté par un socle taillé dans le même bloc.

Les nombreux autels funéraires et votifs, taillés dans un seul bloc de pierre, ayant l'inscription gravée sur une face et avec une corniche décorée, quand ce n'est pas l'une des autres faces (fig. 4,5) sont tous de type romain et ils surgissent dans la ville ou à travers son territoire avec la même fréquence que dans les provinces romaines Moesia Inferior, Dacia, Moesia Superior, Pannonia.

Le matériel votif histrien d'époque romaine nous ramène au problème des rapports culturels entre la cité et son territoire, rapports auxquels il convient toujours de revenir quand on s'interroge sur le renouveau culturel d'Histria romaine. Il s'agit de petits reliefs dont le schéma iconographique, dérivant de la tradition grecque, est corrompu : ainsi, les plaques à représentations dionysiaques, illustrant la diffusion en Dobroudja, à l'époque romaine, d'un archétype hellénistique de tradition pergaménienne³. On y voit un Dionysos couronné, aux cheveux longs flottant en deux boucles des deux côtés du visage, vêtu d'un court *chiton*, par dessus lequel il porte la peau de faon (*nebrys*) qui retombe obliquement sur la poitrine, s'appuyant de la main gauche à un long thyrsé. Le schéma est complété par un sarment de vigne à feuilles et grappes de raisins, entourant l'image du dieu. A ses côtés sont représentés des personnages de son cortège, en-

³ Gabriella Bordenache, SGR, I, p. 64.



Fig. 4.5. Musée d'Istros, sans n° d'inv.



cadrant la figure centrale à sa gauche et à sa droite, à hauteur inégale, sans rapport entre eux. L'étroite analogie entre les deux reliefs dionysiaques d'Histria S 22 et S 153 (fig. 6, 7) indique l'existence d'un modèle et d'un atelier commun. L'accueil de ce modèle dans toute la région est confirmé par la présence d'un Dionysos nu, couvert seulement de la *nebrys*, sur des reliefs en provenance de Tomis⁴.

Les reliefs comme les inscriptions attestent la pénétration, dans le territoire et dans la cité, de certains cultes qui voyageaient avec l'armée romaine. Le mieux connu d'entre eux est celui de Mithra, auquel se rapportent les trouvailles de la grotte de Gura Dobrogei (Peșterea lui Adam) qui ont fourni d'ailleurs le seul nom de sculpteur qui nous soit parvenu :



Fig. 6. Musée d'Istros, inv. S 220

⁴G. Bordenache, *op. cit.*, I, 116, 111, 113.



Fig. 7. Musée d'Istros, inv. S 153

Phoibos de Nicomédie (ISM, I, 374), dont la signature est lisible sur le principal relief de ce dépôt. La construction d'une grotte mithriaque est mentionnée par une inscription d'Histria (ISM, I, 137); les reliefs S 154 et S 106 (fig. 8) appartiennent à l'iconographie mithriaque. On peut y ajouter un Sabazios syncrétique, figuré sur un relief découvert à Fintinele⁵, S 403 et Jupiter Dolichenus, S 55⁶ (fig. 9)

Des reliefs en assez grand nombre sont dédiés au Cavalier thrace, dont le culte semble avoir connu une diffusion considérable dans la cité et dans son territoire (fig. 10).

A Histria comme partout ailleurs dans l'empire romain, l'artisanat artistique peut être étudié dans les meilleures conditions sur les monuments funéraires, qui constituent la plus riche série. Si, dans les chapitres précédents de cette étude, il n'a pas encore été question des stèles funéraires d'époque grecque, c'est parce qu'un aperçu général de l'évolution de l'art funéraire histrien, de l'époque classique jusqu'au III^e siècle romain, nous semble plus utile pour reconnaître le développement de l'art local et pour comprendre la nature des changements qui y ont été apportés par la domination de Rome.

A l'époque grecque classique, en dehors de la série de monuments funéraires à phiale et inscription, caractéristique du IV^e siècle, on trouve des stèles à fronton triangulaire simple (ISM, I, 231) ou à *anthemion*, dont il existe deux fragments de couronnement, S 66 (fig. 11) et S 67. La pièce la plus ancienne des deux semble être S 67, de type samien, à

⁵ Al. Sucevcanu, *SCIVA*, 31, 1980, 4, p. 559 et suiv.

⁶ G. Bordenache, *op. cit.*, I, 159.

Fig. 8. Musée d'Istros,
inv. S 106

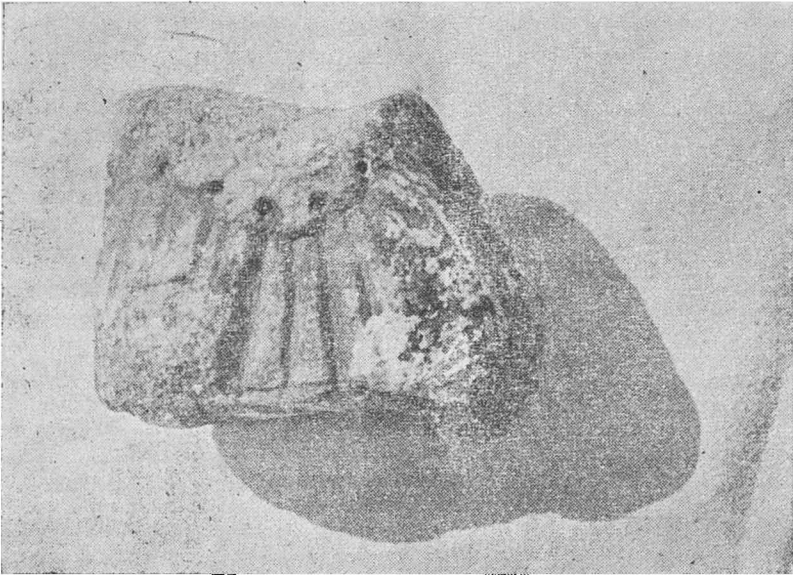
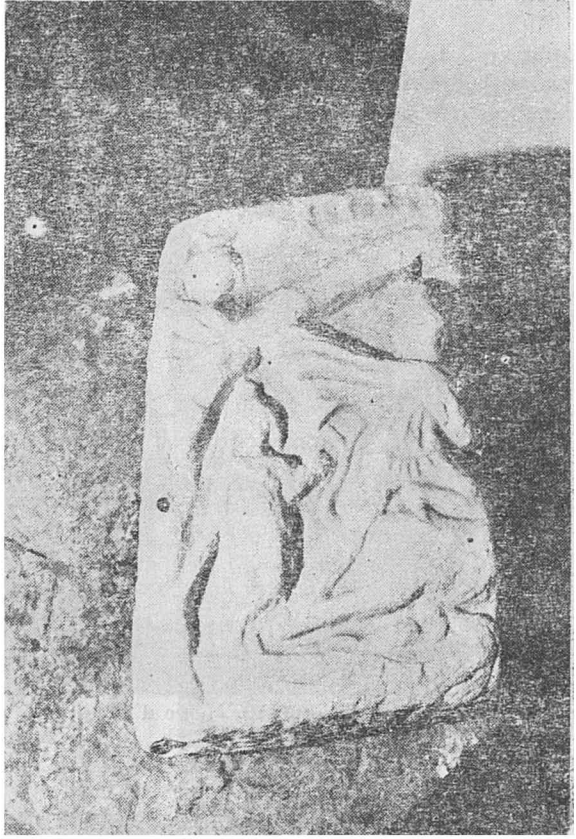


Fig. 9. Musée d'Istros, inv. S 55



Fig. 10. Musée d'Istros, inv. S 150



Fig. 11. Musée d'Istros, inv. S 66

rapprocher de l'*anthemion* de la stèle de Léox, fils de Molpagor, découverte près d'Olbia et datée de 470 av. n.è⁷.

Les stèles à corniche droite ou à fronton triangulaire font leur apparition à Istros au IV^e siècle et leur série se prolonge, sans interruption, jusqu'au I^{er} siècle av.n.è. En effet, cette succession est marquée par les



Fig. 12. Musée d'Istros, inv. S 115

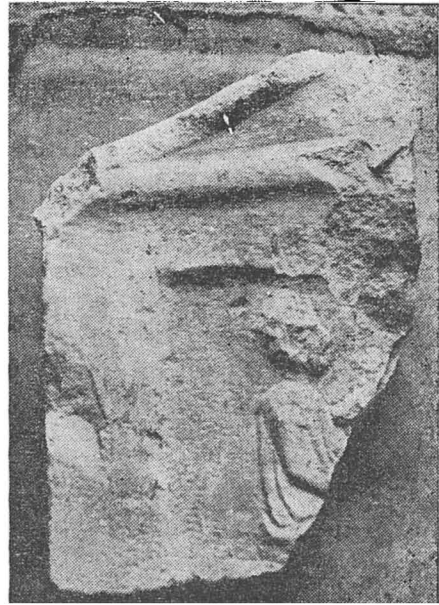


Fig. 13. Musée d'Istros, inv. S 112

pièces S 115 (fig. 12), S 112 (fig. 13) et S 96 (fig. 14) appartenant à l'époque classique, par S 90, datant du III^e siècle (fig. 15) et par une belle stèle de type attique à fronton triangulaire, élevée à la mémoire du gymnasiarque Hieronymos, fils de Meniskos (inv. 411)⁸, cette dernière pouvant être datée de I^{er} siècle av.n.è. ou du siècle suivant (fig. 16).

A l'époque romaine, sur un total de 23 stèles provenant d'Histria même, seulement trois continuent la tradition des stèles de type hellénique, de petites dimensions, avec le relief couvrant entièrement une face de la stèle, tandis que l'inscription est gravée sur le cadre. Le reste des stèles se rattachent au type danubien⁹, répandu à partir du I^{er} siècle de notre ère et caractéristique de l'art provincial romain. Ce sont des stèles de grandes dimensions, à fronton triangulaire, à deux ou trois champs, dont l'un réservé à l'inscription, la stèle étant complètement encadrée par

⁷ B. V. Farmakovski, IAK, 58, 1915

⁸ D. M. Pippidi, ISM, I, 268.

⁹ M. Alexandrescu Vianu, *Les stèles funéraires de la Mésie Inférieure*, Dacia, 29, 1985.



Fig. 14. Musée d'Istros, inv. S 96



Fig. 15. Musée d'Istros, inv. S 91

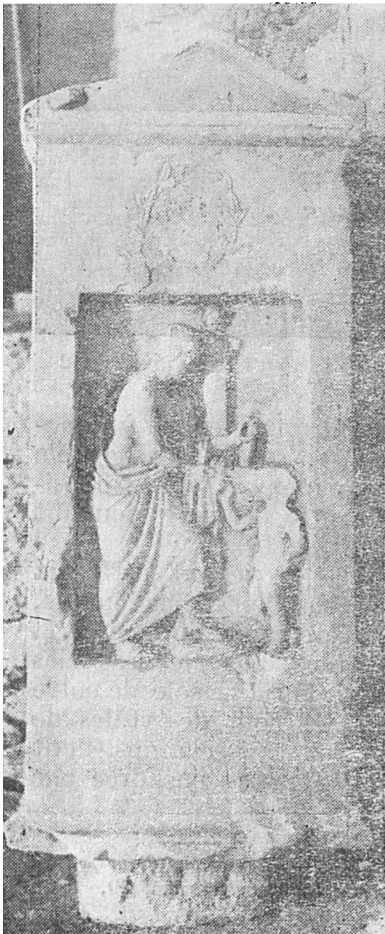


Fig. 16. Musée d'Istros, inv. S 107



Fig. 17. Musée d'Istros, inv. S 234

une corniche en forme de sarment de vigne. La scène figurée représente presque toujours le banquet funéraire. La seule autre représentation est celle du cavalier accompagné de personnages debout qui symbolisent la famille dont l'un des membres a été promu à l'héroïsation (fig. 17, 18).

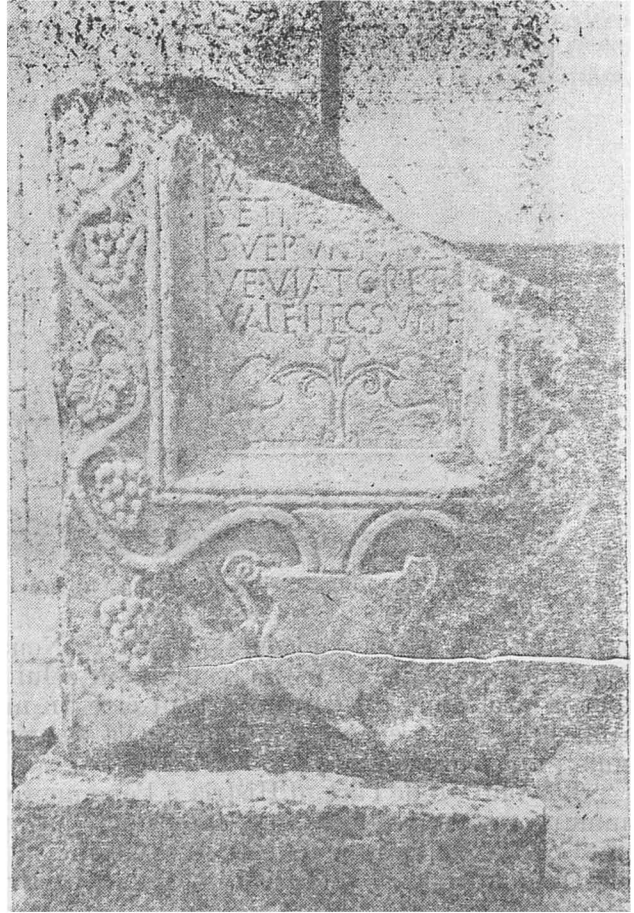


Fig. 18. Musée d'Istros,
inv. S 230

Une étude que nous avons entreprise sur la typologie du banquet funéraire a essayé de démontrer l'existence d'un schéma histrien qui devient courant dans toute la moitié nord de la Scythie Mineure, en particulier à Capidava et à Ulmetum¹⁰. Il faut remarquer qu'il n'est pas possible de distinguer entre les stèles funéraires provenant de la ville et celles découvertes dans le territoire d'Histria. C'est ici qu'il convient d'ajouter les fragments de sarcophage à *tabula ansata*, de type proconnésien, dispersés à travers toute la Dobroudja¹¹. Parmi ces fragments, une paroi

¹⁰ M. Alexandrescu Vianu. *Le banquet funéraire sur les stèles de la Mésie Inférieure; schémas et modèles*, Dacia, 21, 1977, pp. 139-166.

¹¹ M. Alexandrescu Vianu, *Les sarcophages romains de Dobroudja*, RESEE, 8, 1970, 2, pp. 269-319.

de sarcophage, S 129 (fig. 19), est décorée en relief plat de plusieurs objets : une balance, une faux (*falx*) ou une serpe (*falx vinaria*), une pince (*forceps*) ou un compas rond (*circinus arcuatus*). Nous ne partageons pas l'avis de Gabriella Bordenache qui, dans ce cas, avait supposé qu'il s'agissait des symboles du dieu Men, dont on a prétendu qu'ils seraient aussi



Fig. 19 Musée d'Istros, inv. S 129

représentés sur un sarcophage de Tomis¹². Nous sommes portée à croire que sur le sarcophage d'Histria, comme sur celui de Tomis, ces objets évoquent la profession du défunt¹³, peut-être un marchand, un forgeron ou un marbrier¹⁴, ou encore, ainsi qu'on l'a suggéré pour le sarcophage de Tomis, un agoranome.

L'évolution de l'art d'Histria à l'époque romaine présente des traits communs aux autres cités ouest-pontiques jusqu'à Callatis. Plus au sud, l'unité culturelle de la grécité ouest-pontique se brise. Les cités du littoral de la Dobroudja, dans une région devenue un avant-poste de la puissance militaire de l'empire, auront désormais un art romain. C'est maintenant qu'elles commencent leur existence balkanique. Dépendantes de la province romaine du Bas-Danube, Moesia Inferior, étroitement liées aux Thraces et à la Macédoine, les villes côtières de la Dobroudja n'auront plus de rapports culturels avec celles du nord de la Mer Noire ou avec celles de la moitié méridionale du littoral ouest-pontique, qui demeureront beaucoup plus fidèles aux anciens schémas helléniques et à leurs relations traditionnelles avec les centres d'Asie Mineure. L'équilibre établi entre elles-mêmes se modifie aussi, Tomis ayant pris, après la Callatis hellénis-

¹² G. Bordenache, *Dacia*, NS, 5, 1961, p. 209.

¹³ M. Alexandrescu Vianu, *art. cit.*, RESEE, 8, 1970, 2, p. 280, n° 1.

¹⁴ Gerhard Zimmer, *Römische Berufsdarstellungen*, Berlin, 1982, cat. 92, cat. 114, 117, 167, cat. 115, où figurent des instruments semblables : *circinus arcuatus*, *falx* et *falx vinaria*, *forceps*.

tique, la plus grande importance culturelle, ce qui était naturel pour une ville en plein essor, la capitale de la communauté pontique et, en même temps, le centre de l'activité romaine dans cette région. Histria se sera provincialisée, peut-être, bien que, au II^e siècle et pendant la première moitié du siècle suivant, elle connaisse encore un développement certain.

Entraînées dans un processus de romanisation, les villes grecques du littoral de la Dobroudja ne peuvent être étudiées à part, sans reconnaître tout ce qui les attache au reste du territoire dominé par Rome, et ce n'est que dans une telle perspective qu'on arrive à comprendre le phénomène culturel qui a eu lieu dans ces anciens centres helléniques.

ABOLITION OF THE CALIPHATE

SEÇİL AKGÜN
(ANKARA)

On March 3, 1924, the Turkish Grand National Assembly abolished the caliphate. This step was indeed the most outstanding event of the Turkish Revolution. One can rightfully say that it was the first step leading to one of the most extraordinary social and religious transformations of the century. It was the abolition of the caliphate that enabled secularization in Turkey. It made her the first Moslem country to make an eager rush to escape from ignorance and superstition which have for so many years retarded her progress.

The caliphate as an institution developed in form of a practice of government rather than a religious enterprise. Therefore it had no place in the modern Turkish state established by the declaration of the republic. The transition was not a step taken towards modernization alone. The far-reaching consequences of the abolition can be observed in Turkey's changes in government, law, education and social structure. In order to reach a full understanding in why the caliphate became absurd in new Turkey, it is essential to briefly trace its development in the Ottoman Empire and its impacts upon the Turkish society.

It must be kept in mind that although the Turks accepted Islam religion in the tenth century, the caliphate was not under their possession until the sixteenth century. However, the Ottoman state became fully dependent upon the caliphate only during its last fifty years, or, in other words, only when the Empire fell into rapid decline. Then, it was used by Abdulhamit II, who succeeded to the throne in 1876, as a dependable institution to prevent the loss of at least the Islamic lands of the Empire which was falling apart.

As it is well known, the Ottoman Empire was a multi-nation empire. The central government allowed free practice of religion and traditions to its subjects of various races and religions under a system called "the millet system". The different millets of the Empire seemed to be content with the administration until the influences of the French Revolution started to penetrate into Ottoman boundaries. Soon, the impacts of the Revolution resulted in the development of nationalist identities among the non-Muslim Ottoman subjects. This soon led to their partition from the Empire by uprisings. Their uprisings for liberation were inspired and stimulated by the advanced conditions the western nations were in. The advancements of the west displayed quite a contrast to the Ottoman isolationist policy pursued through centuries. By the end of the eighteenth century the gap between the Empire and the western nations was finally

realized by some statesmen and certain measures were initiated to close this gap. Abdulhamit II, however, instead of seeking new and efficient western methods to strengthen the Empire like his predecessors did, chose to face the Orient. He refrained from undertaking the preservation of Ottoman unity among all subjects. He commenced a Pan Islamist movement, anticipating the unity and fidelity of Moslem parts of the Empire. Nevertheless, nationalism had penetrated into the Muslim parts as well. Abdulhamit's Pan Islamist policy soon proved a failure with Arab uprisings. This was the evidence that religion in the modern world could no longer be a bounding factor among different nations, each after its own well-being. Further evidences were observed during World War I.

When the Ottoman Empire entered World War I on the side of the Central Powers, it was Germany's wishful thinking that the Arab lands, even the heavily Muslim-populated dominions of the Allies would refrain from fighting their coreligionaries and respond to the djihad appeal of the sultan-caliph. The caliph anticipated that all muslims would unite under this holy war call and use their arms against their rulers : the Allies. However, in practice, quite the opposite occurred. Even the Ottoman Arab lands took the war as an opportunity to free themselves from the Ottoman rule, thinking that each could obtain liberty and form national states as the results of their struggles. This fact joined along with others and resulted in the collapse of the Ottoman Empire at the end of the war.

Upon this collapse which led to the partition of the Ottoman territories by the Allies, a Turkish nationalist movement was initiated by the nationalists. Mustafa Kemal Atatürk took up the leadership of this movement and organized it even before the Ottoman Empire was legally condemned to death at the Paris Peace Conference.

The movement which Atatürk organized was a true revolution, for he did not aim to free the nation from the invaders alone. He designed it to extend further : his aim was to liberate the Turks from non-Turkish institutions, traditions and superstitions. It included equipping the nation with a completely new outlook on life and introducing western civilization and methods.

Becoming the undoubted masters of the regions which had once been the nucleus of Christianity had made the Ottomans so proud that this pride soon thrust them into an extreme isolation from western ways and means which they pronounced infidel. In this isolation, the ulemas and the mollas, a class of supposedly learned men, took courage from the caliph whom they pronounced the symbol of celestial and worldly power. They hardened Islam into a set of formal practices and closed the gate on progressive adaptations. Their dogmas neither reconciled with the early teachings of Islam, nor enabled advancements of humanity of the present age. From then on, under the leadership of the caliph, Turkey for long championed Moslem orthodoxy and became the undoubtable aggressor for the Muslim faith. The style of life became predominantly Arab, abandoning its origin. Turkish vitality and creativity was crushed under heavy Islamic influence. Turks became mystical and totally alienated from the developments of the west. This caused the once-sturdy, radical state institutions to soften. Strict measures were taken to keep Moslems within Arab-Islam traditions. Soon state yielded to religion and clergy presided by the caliph.

Noting the handicaps these experiences brought to Turkey, Kemal Atatürk aimed towards omitting all religious influences from the administration of the modern national state he formed. He concentrated on abandoning practices of Arab origin which were based on co-existence of religion and politics and created a transition of civilization. Equipping the nation with modern national institution became his ideal. He wanted to shake the society from a dogmatic slumber as well as discontinue imperialism. This involved eliminating Arab cultural imperialism also, for the Turks throughout centuries had been burdened by this. Now the time had come to secure complete independence and national sovereignty.

As it can be recalled, the caliphate was a state leadership as well as a religious one. Being a religious leader encouraged and enforced the Caliph to extend his authority beyond national frontiers. This, in a way was an imperialistic practice, and it presented a controversy to the national sovereignty principle of Turkey, which declined imperialism. Over a very brief period of practice, the course of events was to prove this right.

However aware of this, Atatürk refrained from taking direct measures against the sultanate or caliphate when he started the independence movement, although his intentions were designed from the start. He was a master of timing and always preferred taking one step at a time. He did not believe in healthy results from premature actions. Being brought up during the era of absolutism in the Empire which once breathed liberty during the first constitutional period (1876—78) enabled him to judge between the two. Witnessing the approach of his country to collapse equipped this well-informed Turk with nationalist feelings and ideas of liberation which many patriots of the time shared. Most enlightened Turks then had noticed Europe's eastward looking imperialistic expansions and had also realized that European superiority originated from cultural and technical advancements. They all craved to close the existing gap between Europe and the Ottoman Empire and did not refrain from taking steps towards westernization such as enabling western education. Atatürk differed from the others in his perspectives of his compatriots. During his long years of military service throughout Ottoman lands, he made it a point to learn and understand the Turks. He was able to judge the people's requirements, customs and psychology. He knew he had to perform radical reforms. Still when Kemal started his movement, although he had a complete liberation in mind for the Turks, he refrained from pronouncing this. He took into consideration all concepts that his people shared for centuries. Implementing his ideas step by step, he never disregarded the sentimental attachments of the nation. He took into account centuries of deprivation caused by the heavy influence of religion. In Islam, the *ulema* as the privileged class acquired full control over society. Even the very scarce literates, regarded as intellectuals, were manipulated by this class, which was aware that the broadening of peoples' minds would result in the loss of their own privileges. So the *ulema* restricted society to religious education, confined to dogma.

Atatürk, judging all these factors, handled the people upon whom he wished to base his movement very cautiously. Struggling with loyalties beyond reason is always a very difficult and challenging task, and he was confined with just that. He had to overcome the psychological doubts

and attachments of the people and to equip them with a feeling of security. Therefore he first initiated the movement strictly as that of saving the state. It was after the end of the war of independence that steps towards radical changes started. The sultanate was untouched albeit the new parliament started functioning in Ankara in 1920. Although the principal of this parliament called the Grand National Assembly was based on national sovereignty, Atatürk did not tamper with sultanate until the war of independence ended. Foreseeing reactionary hostility and rejections which a premature announcement dealing with this institution might cause, he chose to wait. After all, the sultanate-caliphate was an institution upon which Ottomans had depended for over five centuries. The changes of losing it would certainly cause anxieties among the hesitant Turks. However, the problem became approachable with the confidence gained upon the victory gained against the Allies at the end of the independence war. The appeal of the Istanbul Government to join the nationalists and attend the Lausanne Peace Conference which was to determine the Turkish peace marked the time to take to hand the abolition of the sultanate. The issue was brought to the Grand National Assembly at once. Following the discussions held, the sultanate was separated from the caliphate, and was abolished by a decree passed on November 1, 1922. The caliphate would be next. Nevertheless, Atatürk, not risking a repulse, left the Caliphate in practice for the time being. Since there were supporters of this institution within the Grand National Assembly, a timeless attempt about the existence of this institution was sure to result in splits at the time of a vital decision for the state. Atatürk believed in avoiding unnecessary debates when he sought full support of all deputies. When the moment came to take measures against the caliphate, this wise precaution enabled him to proceed with confidence.

The last sultan, Vahdettin (Mehmet VI), deprived of his state rulership fell into great anxiety for his well being, and only a fortnight after the abolition of the sultanate, sought refuge in the British fleet. The armistice of Mudanya (October 30, 1922) ending the Turkish War of Independence against the Allies was concluded at that time, but the Allies' fleets were still anchored in the Bosphorous. Vahdettin, applying to the English commander for safety and escape, utilized the title "Caliph"¹ in his letter of appeal. He was confident that he would be accepted for the sake of the Muslim dominions held by Great Britain, as long as he possessed this title.

His escape from the palace on November 17, 1922 was publicly known at once. Atatürk, very tactfully refrained from interfering with his flight. Instead, he urged the Turkish people to note this betrayal and he guided the Grand National Assembly toward immediate actions to appoint a new Caliph.

The parliamentary reformers feared that a possible English intervention to the case might lead to disasters. It was obvious then that the British could support Vahdettin in order to revive caliphate abroad. As the possessor of the caliphate, Great Britain could not only morally win

¹ Ali Fuat Cebesoy, *Siyasi Hatıralar*, Vol. I, (Istanbul, 1960) pp. 138.

over her Moslem dominions, but also influence conservative Turkish Muslims. So, without resorting to parliamentary decree or debate, Atatürk unilaterally directed the *Mufti* of Ankara to issue a religious decree announcing that Vahdettin, the last Sultan, was considered "fallen". Vahdettin's heir, Abdulmecid, as the next eldest male in the Ottoman dynasty, was *appointed* the new Caliph.² This prompt procedure not only placed the caliph under the control of the Grand National Assembly; it also ended the hereditary nature of the post. The new caliph was informed of his appointment by a representative of the Grand National Assembly. This move made it clear that the caliph, who originally inherited his position, was no longer to be a figure superior to the Grand National Assembly.

These procedures were closely observed by the Turks. Actually, the high esteem which they had for the caliphate started to tarnish with the failure of the Pan Islamic movement. The caliph's unsuccessful appeal for *djihad* at the beginning of the World War I was next. Following were the drastic measures the sultan-caliph took against the nationalist movement. For the sake of retaining his position, he had yielded to the Allies. He had become their counterpart. He did not hesitate to form an army he called "The Caliphate Army" and send it against the nationalists. This was done with British support and started a civil war in Turkey during the Independence War. The Turks witnessed all these occurrences. They were able to, or soon would be able to judge for themselves the handicaps of the caliphate. And these were the events which provided Atatürk with a more confident approach towards the abolition of the caliphate. Still, as will come apparent below, he had to wait for a more appropriate time.

Pursuing his step-by-step method, approximately one year after Vahdettin's flight, the Republic was declared (October 29, 1923). Atatürk waited for the conclusion of the Lausanne Conference for the announcement of this event. For Turkey, the Lausanne Treaty signed on July 24, 1923 was the political victory of the war. The newly liberated Turkish boundaries and the new Turkish government were legally accepted by the world at Lausanne. Thus, the time had come to pronounce the true name of the form of regime pursued since the Grand National Assembly started functioning in 1920. The happy results of Lausanne consoled the many Turks shaken by Vahdettin's betrayal. The hesitations of the people over the new regime gradually disappeared and the republic was readily accepted. However, with the new regime came a new problem. This was the contradictory status of the caliphate. Since the opening of the Grand National Assembly, the pro-caliph deputies sadly observed the caliph's diminishing influence. For a long time it was debated whether or not the Caliphate and nationalism were compatible. These two concepts were arrayed against each other. After the sultanate was abolished, the supporters of the caliphate started suspecting that a similar act concerning the Caliphate would follow. The confinement of the caliph to reside in Istanbul while Ankara became the new capital (October 13, 1923) furthered their suspicions concerning the approaching measures against the caliphate. The election of a president of the new republic

² Meclis Zabıtları, *Türkiye Büyük Millet Meclisi*; Devre I, 18 November 1933 (1338) pp. 565.

totally endangered its survival. Since the caliphate served as an executive and a religious leadership in the Ottoman Empire, it was obvious that there could not be two masters in the same house. The resolution of the pro-caliphate wing to save this institution was to attempt to secure for a caliph a position in the government. The supporters of the caliph did not waste time in initiating parliamentary debates around this proposal. As a matter of fact a daring step was taken by a group led by Hoca Şükrü, a conservative deputy. This was the publication and distribution of a brochure entitled "The Caliphate of Islam and The Grand National Assembly". Taking advantage of Atatürk's absence for a press conference at Izmit, Hoca Şükrü circulated his brochure in the Grand National Assembly, advocating the caliphate and suggesting a legal position for him. The brochure ended with the phrase "The Grand National Assembly belongs to the caliph, and the caliph belongs to the Grand National Assembly."³ This remark annoyed many deputies. Not wanting to turn their rights to represent the people, they reinforced their anti-caliph attitudes.

On the other hand, from the very beginning of his movement Atatürk repeatedly argued that national sovereignty was the corner-stone of new Turkey⁴. The concept excluded all outside interventions in state matters. Religious influences and approvals which previously were unavoidable obligations had no place in this new system based on nationalism either. While no law or act could be passed in the Ottoman Empire without a divine decree, the approval of people's representatives was to suffice in the new Turkish parliament. In realization of these facts, deputies wishing to confirm the influence of the caliph in the Grand National Assembly still pressed to obtain for him some sort of state position although no compromise was reached as to the exact nature of this position. They tried to overlook the government's policy of determining a sharp separation between the church and the state. Supporting them fiercely was the conservative wing of the press.⁵ Still, it seemed impossible for Abdulmecit to hold his position in the face of nationalism. Logically, he could not have real authority in the state affairs. The anxiety which Atatürk and his secular minded colleagues shared towards his participation in state affairs was not a bit exaggerated. They were sure that it would injure the newly introduced principle of national sovereignty which they wanted to preserve. Undoubtedly it would be disturbed if the caliph, as an international institution bearing political rights was permitted to be active in the Grand National Assembly. The caliph would have to pursue contacts with the Muslims of the world, most of them then subjects of foreign dominions. A political post was sure to make him a central figure susceptible to foreign interferences. He would become a tool of political intrigues among foreign powers with large Muslim colonies. Needless to say such powers were those that once bore imperialistic aims on Turkey, and the new republic would be confronted

³ Hoca Şükrü, *Hilâfet-i İslâmiye ve Büyük Millet Meclisi* (Ankara, 1339) T.I.T.E. Archive

⁴ Atatürk, *Nutuk* (The Speech Delivered by Atatürk) (Istanbul 1927) p. 3

⁵ The leading conservative wing were some prominent Istanbul journals, e.g. *İkdam*, *Tanin*, *Tevhid-i Efkâr*.

with the revival of their previous ambitions if foreign interference was permitted to penetrate into the Turkish parliament.

In no time the anxiety of the reformers proved right : An official telegram was sent to the Turkish premier by the Agha Khan and Emir Ali (His Majesty's Prime Council), the two prominent Indian Muslim leaders. Although these two Indians claimed to speak on behalf of Indian Muslims, they in reality were quite remote from them. They lived in England, as total aliens to the true problems of Indian Muslims. They were British protégés. So, their message reflected British opinion. The message contained statements suggesting that the caliph should be freed of his confinement and returned to political activity. Regardless of contradictory historical experiences through which Turkey recently lived, the message insisted that Muslim integrity be preserved by the caliph. Expressing great alarm over rumors concerning the caliphate's future, Agha Khan and Emir Ali were more or less threatening the Turkish Government that with the caliphate excluded, Turkey would be considered no more than a third class Tartar State. The same telegram warned the government that Turkey would have to face many hazards from a decision to abolish the caliphate. It also warned that unless the caliph were provided with real power, the spreading rumors about the abolition would greatly degrade Turkey among the world's Muslims.

This was nothing less than English interference in Turkish domestic affairs. Great Britain, as the ruler of major Muslim dominions, was concerned about the influences of the Turkish national movement upon her subjects, and about the effects that it would have on her imperial policy. At that time, the imperialistic nations ruling most of the Muslims avidly supported the faith for fear that intellectual enlightenment among their subjects would lead to requests for liberation. They long exploited the conservative caliphate and used it as a bar to development among the Muslim nations. The very concept of independence had long been unknown to most Muslims until the recent Turkish victory over the imperialists. The Muslim nations were able to observe Turkey's economic and political liberation. The imperialists feared that the natural consequence of the religious liberation of individuals which was to come next in Turkey, was sure to initiate similar desires and approaches among all Muslim colonies. In the long run, their liberation was sure to follow, unless Turkey could be deprived of religious dogma.

The above-mentioned message caused much disturbance in Turkey. The Agha Khan and Emir Ali did not refrain from sending a copy to one of the most conservative journals of Istanbul at the very same time⁶. The message appeared in the papers before the government could explain this interference through the press. This was a diplomatic blunder on the part of the Indian leaders. On the one hand, the advocates of the caliphate did not waste any time to take this incident as an opportunity to claim that without the caliphate Turkey would lose its position of leadership among the Muslim states. They argued that any decision nullifying the caliphate would cost Turkey all her prestige.

⁶ Tanin, December 5, 1923

The most disturbing part of this plot from the Turkish point of view was that it found supporters among enlightened Turks. Nevertheless, this incident of early December, 1923, was denounced as an affront to national sovereignty by the Grand National Assembly. It only served towards hastening the abolition. It also served to reacknowledge the complications which presence of an international position in a national assembly would bring. Furthermore, by this occasion, the existence of a religious institution within the Grand National Assembly was proven disastrous as well. Such an existence was contradictory to the nature of a secular state such as Turkey aimed to be. As a result, Atatürk became convinced that as far as the National Assembly was concerned, conditions were ripe to approach abolition, for practically none of the deputies overlooked this interference. As for the Turkish people in general, the majority was still either uninformed or ill-informed on secularism. The general tendency was to regard it equivalent to atheism. Many could not distinguish between secularism and a legal ban on religion. This was hardly surprising for the people of a theocratic state ruled by dogmas for many centuries.

Atatürk did not overlook this fact. He took time to personally explain secularism to the Turks before bringing up the abolition issue. During the past four years (1920–1924) he took advantage of every opportunity to indicate that a separation of church and state was approaching for the Turks. He did not refrain from preparing grounds for this big change. However, more explanations were required. Once more, he toured from cities to towns to villages. The Turkish war of independence had made him very popular among the Turks; so he was attended with outmost interest everywhere. He talked to reporters, sought the support of the press.⁷ He talked to common people, sought their confidence.⁸ He explained that the Caliph was obliged and committed to many millions of Muslims of many nations and that Turkey, as a poor nation was simply unequipped to assume such responsibility. He argued that a caliph without responsibility could not be expected to exercise power, and that without power, the caliphate would be no more than a burden to the Turks. It would be no more than a symbolic reminder of the old regime. Furthermore, he indicated that Turkey, after long struggle and hardship had finally gained her national identity and as a possessor and respecter of a national integrity, could not agree to control a post domineering other nations. He explained that secularization meant freedom of conscience without restrictions upon personal belief; it indicated liberation of the state's legal affairs from religious influences of any sort. Atatürk did not omit giving examples from the past, concerning the feeble status of the caliphate. He argued that in the modern world neither religion nor the caliphate would serve as a binding factor. He pointed to the recent example of Arab nationalism which resulted in the separation of Muslim Arab lands from the Ottoman Empire, despite the presence of the caliphate.

⁷ İsmail Arar, *Atatürk'un İzmit Basın Konferansı* (İstanbul 1969).

⁸ *Atatürk'ün Söylev ve Demeçleri*. Vol. II (Ankara 1962) pp : 154–169

Atatürk's personal efforts served well to inform and prepare the Turks for life without the caliph. Actually a general aversion towards the caliphate started with the unsuccessful appeal for dijjhad during World War I and developed through the Turkish War of Independence. It reached a higher degree particularly when the sultan took sides with the invaders against whom the Turks fought for years, to save their homeland. Aversion increased when the Turks saw the caliph's first try to squelch the national movement and then act as if he were an ardent supporter of it after the defeat of the allies. Soon came the last straw which opened the way to discussions of abolition in the Grand National Assembly: It was the new and last caliph's (Abdulmecit's) appeal for an increase in his annual allowance, claiming what he already received was insufficient to meet his expenses. This request was brought up in the Grand National Assembly when the budgetary discussion for the first year (1924) of the Turkish Republic started. The reformers strongly opposed the enormous amount representing the allowance of the caliphate and the Ottoman dynasty. The figure surpassed the presidential allowance. The tactless appeal for an increase⁹ which was presented to the Grand National Assembly by the Caliph during these discussions furthered the attacks on him. By that time, the progressive majority in the Grand National Assembly was convinced that the Turks had been exploited through the caliphate for hundreds of years. They came to realize how the Turks alone were burdened with the financial support of this institution which conducted the leadership of the world Muslims without a financial contribution from them. Yet now, the caliph was seeking even more funds than those already granted by this war-weary and poverty stricken nation.

Once the issue was brought up in the Grand National Assembly, heated discussion immediately followed. Different opinions were displayed, some deputies advocating an increase of funds while others favored suspension of the caliph's allotment.

On March 1, 1924,¹⁰ Atatürk delivered a speech upon the fifth inauguration of the Grand National Assembly. In his speech, he emphasized the importance and necessity of eliminating religion from state business in order to secure the new republic.¹¹ His remarks were headlined in the newspapers on the following day, with different views on the future of the caliphate. Most journals published articles which encouraged and favored, or appeared to favor the abolition of the caliphate, since it obviously was the President's wish.

On March 3, the abolition of the caliphate was proposed by a petition bearing the signatures of 53 deputies.¹² Patriots sharing Atatürk's convictions strongly supported the proposal.

Surprisingly enough, the discussions on this issue were not one-half as fierce as those on the suspension of the sultanate. Some of the deputies spoke on the religious aspects of the caliphate. The fact that the caliph possessed a temporal power and had no place in a republic with a president

⁹ Atatürk, *Nutuk*, pp. 846

¹⁰ The legislative and fiscal year in Turkey started on March 1 then.

¹¹ *Atatürk'ün Söylerv ve Demeçleri*, Vol. 1 (Istanbul 1946) pp. 186

¹² *Meclis Zabıtları, Türkiye Büyük Millet Meclisi, Dönem II, March 3, 1924* pp. 17.

was brought up. Some spokesmen indicated that in the true practice of Islam, no such religious institution existed : They pointed out that although the Koran contained very trifling details, such as when and how a Muslim should cut his fingernails or hair, or should shave his beard, even how he should beat his wives, it did not contain a word concerning the caliphate. They recalled that Muhammed, before his death, indicated that a period of caliphate would follow his demise. But he also added that it would come to an end after thirty years. Many deputies pointed out that the practice of Islam had no absolute need for a clergy, contrary to Christianity. They recalled that in Islam no clergymen were required to fulfill the tasks that the caliph performed for centuries, such as calling the Muslims to prayer on Fridays.¹³

General concern during the debates did not focus on the caliph or the caliphate. It centered on the second half of the proposal, suggesting the banishment of the caliph and the Ottoman dynasty, including even grand-children and sons-in-law from Turkey. Their means of support and manner of life in exile seemed to worry a good majority of the deputies. Throughout the discussions only two people spoke against the abolition of the caliphate¹⁴ and the law was passed on the same day that the proposal was made. It included the abolition of the caliphate and the banishment of the Ottoman dynasty from Turkey.¹⁵

The secularization of the state was assured with two additional acts which followed. These were the suspension of the Ministries of Religious Affairs and Pious Foundations, and an act secularizing education under a national system of education.

Another point worth mentioning bears on a proposal submitted to Atatürk on the same day as the abolition. It suggested that Atatürk himself should take up the caliphate. This proposal was made on behalf of Indian Muslims and it was delivered by a Turk, who presided over a Red Crescent delegation recently returned from India.¹⁶ In a way, the presentation of this proposal to Atatürk by a Turk was an indication that some Turks secretly suspected that Atatürk had personal ambitions to ultimate power, and that his acceptance of such a suggestion would spare the caliphate. Needless to say, he refused.

Immediately following the decision of the Grand National Assembly to abolish the caliphate, on March 4, the last caliph Abdulmecit was exiled to Switzerland with his family. He desperately sought foreign support for a while to regain his lost position ; then, in vain, he retired and lived in Paris until his death in 1944.

It is a fact that no Muslim country seriously extended a helping hand to Abdulmecit, or responded to his appeals. On the contrary, nine different Arab emirs pronounced themselves caliph within the week following Abdulmecit's banishment.¹⁷ None of them gained wide support, adding great evidence to the fact that the caliphate had indeed lost all its power

¹³ Ibid, pp. 37-74

¹⁴ Ibid, pp. 77

¹⁵ A translation of the document is presented in the annex to this article.

¹⁶ Keramet Nigâr, *Halife II. Abdülmecit* (Istanbul 1964) pp. 24

¹⁷ Bilâl Şimşir, *Halifesiz 50 Yıl*, Cumhuriyet, March 26, 1974 ; Evening Chronicle, Manchester ; March 7, 1924.

and influence. So, one can justly say that in one respect, what Atatürk did was not more than to discard properly the caliphate as an institution from Turkey and from Turkish administration. Had any Arab country extended support to its revival or had they supported any one of the nine caliphs they themselves created, Turkey most likely would have just closed her doors to it.

In Turkey, the decision for the abolition was accepted serenely. Not many people wept over the loss. Contrary to this quiet acceptance, the abolition of the caliphate was the beginning of a new revolution in Turkish social life. It was with the abolition of the caliphate that the reforms in Turkey became possible. Within the following twelve years, Turkish society was completely reorganized through a long chain of reforms¹⁸.

Religion, under the protection of the state, had been the worst stumbling block to the introduction of reforms. Atatürk was aware that reactionaries would stand in the way of everything and every attempt to modernize Turkish society as long as this block existed. He therefore based his entire movement upon secularization and took up reforms one by one, once the state was secularized. Completely new set of values was created upon the entire social structure from ethics to education, from politics to law. Subsequently, religion, which once served almost as a test for citizenship, was even removed from the Turkish constitution. It was confined only to the domain of conscience. Reforms in Turkey following the abolition of the caliphate did not change Turkey alone. They provided a crucial experiment and experience for all Muslim countries. Many Muslim countries soon ceased to criticize Turkey for her extraordinary step and started observing her developments carefully. These developments transformed Turkey from a medieval, superstition-ridden country to a twentieth century nation state.

A N N E X

LAW CONCERNING THE ABOLITION OF THE CALIPHATE *

- Article 1 — The caliph has been deposed and the caliphate is abolished
- Article 2 — The deposed caliph and all members, men, and women of the dynasty, the wives of the men who are living and the husbands of the women who are living are forever deprived of the right to reside in Turkey. Those born of the women of the dynasty are not considered as members of the House of Osman.
- Article 3 — The caliph and the members of the dynasty are obliged to quit the territory of the republic within ten days of the publication of this law.

¹⁸ Seçil Akgün, *Halifeliğin Kaldırılması ve Sonuçları* (Doctoral Dissertation) (Ankara University, 1974) pp. 253

* "VATAN" March 3, 1924

- Article 4 — The status and the rights of Turkish citizenship of these persons are rescinded.
- Article 5 — For the liquidation of their affairs they may apply through attorneys to the state courts during a period of one year.
- Article 6 — A definitive lump sum will be given them for travelling expenses for one trip according to their wealth.
- Article 7 — They are obliged to liquidate all their immovable properties within one year. If they do not, the government will liquidate them and remit the proceeds.
- Article 8 — Any immovable property registered with the deeds registrar in favor of persons who were sultans is transferred to the nation.
- Article 9 — The palaces, castles and residences of the abolished sultanate with their furniture, paintings, et cetera are transferred to the nation.
- Article 10 — The imperial realty (land) and the contents of the former imperial treasury together with the palaces and castles, the buildings and the lands are transferred to the nation.
- Article 11 — The preservation of these regulations will be made by the Government. The Government will be responsible for the execution of these regulations.
- Article 12 — This law is effective beginning the date of its publication.
- Article 13 — The Ministry of Interior is charged with the publication of the provisions of this law.

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE DE NIKIPHOROS THÉOTOKIS:
TENTATIVE D'APPROCHE FONDÉE PLUS
PARTICULIÈREMENT SUR LES «STICHIA PHYSIKIS»
(= ÉLÉMENTS DE PHYSIQUE)

GEORGES N. VLACHAKIS
(Athènes)

Dans cette étude nous tenterons une approche de l'œuvre de Théotokis en tant qu'écrivain et maître, et plus particulièrement, une analyse attentive de son livre de physique. Cet ouvrage était destiné à donner aux jeunes un esprit scientifique — pour ce qui est des sciences exactes et naturelles — mais également à fixer les éléments nouveaux qu'il introduisait dans la pensée et la terminologie scientifique grecque et balkanique en général.

Comme nous le verrons, les «stichia physikis» constituent — et c'est là leur valeur — l'un des ouvrages de physique les plus progressistes de l'époque : ils ouvrent des horizons nouveaux à la pensée scientifique d'avant la Révolution grecque¹. Avant d'entamer l'étude du livre, nous avons jugé utile de situer brièvement la vie et la personnalité de l'auteur, Nikiphoros Théotokis, l'un des cerveaux les plus brillants du 18^es. dans le monde balkanique. Nikiphoros Théotokis est né à Corfou en 1731². C'est dans cette ville qu'il reçut une instruction élémentaire. Selon l'habitude de l'époque Iérémiás Kavvadias, son maître, cherchait d'abord à donner à ses élèves une forte conscience religieuse, puis une vaste gamme de connaissances³.

À ce niveau l'influence de Kavvadias sur Théotokis fut déterminante et contribua grandement à lui faire endosser l'habit sacerdotal. Cela ne l'empêcha pas toutefois de se rendre en Italie pour y enrichir ses connaissances. Les biographes de Théotokis ne donnent pas d'informations précises sur le temps qu'il demeura en Italie, pas plus que sur l'université qu'il fréquenta on sur l'objet même de ses études⁴.

¹ Voir Yiannis Karas dans les *Actes du 1^{er} Congrès Panionien*.

² En ce qui concerne la date de naissance de Théotokis, plusieurs de ses biographes donnent une date erronée : par ex. K. Sathas, G. Zaviras, And. Papadopoulos — Vretos et An. Goudas. La véritable date nous est fournie par Lavrentios-Vrokinis dans son œuvre : «Βιογραφικά σχέδια των εν τοις γράμμασιν . . . διαλαμπάντων Κερκυραίων». tome II, Corfou 1884.

³ A propos de l'influence exercée par Kavvadias sur Théotokis, Zoi Ghenakou-Mourouti écrit : «Théotokis resta à s'instruire auprès de Kavvadias si bien qu'il entra en contact avec les textes sacrés et la vie de l'Eglise . . . Elevé dans de telles conditions, très tôt, à l'âge de 17 ans, Théotokis décida, malgré les objections de son père, de se mettre au service de l'Eglise». In : *Nikiphoros Théotokis (1731—1800) et sa contribution à l'instruction du peuple*, Athènes, 1979, p. 2.

⁴ K. Sathas, G. Zaviras et A. Goudas soutiennent que Théotokis fit ses études à Bologne et à Padoue. L. Vrokinis au contraire, ne parle que de Bologne. A ce sujet, on lira avec intérêt le paragraphe suivant, tiré des «Stichia physikis» : «Όθεν και αι μηχαναί των περί τα ηλεκτρικά πειράματα ασχολουμένων, ας αυτοί εν Παταβίω και Βονωνία και Λειψία της Σαξωνίας εωράκαμεν, . . . (τόμος β', σελ. 242, § 518).

On admet généralement que Théotokis étudia les mathématiques, la physique, l'astronomie, la géographie et — d'après des informations non vérifiées — la médecine⁵, à Padoue et à Bologne — et peut-être aussi à Leyde —, entre 1749 et 1754. Le caractère global des connaissances de Théotokis en ce qui concerne les sciences exactes, apparaît clairement. Il acquiert le bagage nécessaire pour poursuivre son rôle d'éducateur. Son œuvre didactique prend deux aspects complémentaires : a) La fondation d'écoles (par exemple l'Institut de Corfou, en 1758) ou l'enseignement dans des facultés déjà prospères (comme l'Académie de Iași) et b) l'écriture et la publication de manuels scolaires. Les déplacements de Théotokis de ville en ville ne sont pas toujours conditionnés par les besoins de l'enseignement ; souvent ils résultent de heurts avec le pouvoir religieux en place. On sait avec quelle animosité l'affrontait, à Constantinople, le patriarche Samouil Chantzeris, et cela surtout en raison de son esprit novateur⁶. Mais c'est cet esprit là qui l'amena aussi à entretenir des rapports amicaux avec un autre érudit de l'époque, Evghenios Voulgaris, qui lui apporta son soutien à plusieurs reprises, dans des situations délicates⁷.

Sans s'étendre sur des détails biographiques, on s'aperçoit que Nikiphoros Théotokis fut l'un des pionniers des Lumières dans le monde grec. Son œuvre, aussi bien théologique (« Kyriakodromio ») que scientifique (sciences exactes), a introduit un esprit tout neuf pour le monde grec oriental mais déjà bien connu en Europe — qui devait bientôt entrer en conflit avec la tradition et le conservatisme représentés surtout dans les milieux proches du Patriarcat⁸. Tradition et conservatisme étaient diffusés aussi bien dans les livres imprimés que dans les manuscrits — du moins ceux qui sont parvenus jusqu'à nous.

L'œuvre écrite qui concerne les sciences exactes. L'importante activité de Théotokis en tant qu'enseignant et théologien ne l'empêcha

⁵ La durée du séjour italien de Théotokis telle qu'elle est donnée par le Dr. Ghenakou — (op. cit. n°3), s'accorde parfaitement avec le fait que deux des livres dont s'est inspiré Théotokis, les « Elementa physicae » et les « Lezioni di Fisica » ont été édités en Italie, respectivement en 1751 et entre 1746 et 1749 (les 5 premiers tomes).

⁶ A ce sujet Manuel Gédéon note :

« Τίς των και άκροίς, ο φασί, χείλεσιν ο ψαμένων της των κάτω χρόνων εκκλησιαστικής και φιλολογικής ιστορίας αγνοεί ότι Σαμουήλ ο οικουμενικός πατριάρχης ο Χαντζέρης, ον ο ψευδώνυμος Μάθας επαινεί ως τιμήσαντα τους πεπαιδευμένους της κατ'αυτόν εποχής, ιδίως δε Βούλγαριν και Θεοτόκην, εδείχθη ψυχρός απέναντι της υπέρ αναπτύξεως του γένους λαμπρών αγώνων του κλειού της Κίρκυρας σεμνώματος ; »

(Μανουήλ Γεδεών « Η πνευματική κίνησης του Γένους κατά τον ΙΗ' και ΙΘ' αιώνα », Αθήνα 1976, Εκδόσεις Ερμής).

⁷ On soulignera le rôle d'Eug. Voulgaris, originaire de Corfou lui aussi, dans le choix de Théotokis comme archevêque de Slavonios et de Chersonos. De même que dans la décision qu'il prit de partir pour la Russie. Voulgaris écrit lui-même à Théotokis sur un ton qui prouve leurs bonnes relations : « Ευρήσεις καμέ όλον σον εις συνδρομήν, και βοήθειάν σου, καθόσον δύναμαι. Εγώ γαρ ειμί ο πρώτος εκείνος Ευγένιος, ο σος ειλικρινής φίλος, και δια βίου έσομαι » Ιωάννου Οικονόμου Λαρισσαίου (1783—1842) : Επιστολαί διαφόρων. Φιλολογική παρουσίαση Μ. Μ. Παπαϊωάννου, Αθήνα 1964, σελ. 521—522, αρ. 249.

⁸ Yiannis Karas commente : « Le monde spirituel du Grec . . . , est tributaire d'une longue immobilité spirituelle et surtout de la superstition sous le contrôle du Patriarcat — et est formé, en règle générale, par les livres religieux ». (Kairis-Koumas, deux instituteurs d'avant-garde, Athènes 1977, Gutenberg, p. 10).

pas d'écrire. De l'ensemble de son œuvre, 16 titres ont été publiés — dont plusieurs ont même connu de nombreuses éditions (Kyriakodromio) — et 7 autres sont restés inédits⁹. Voici ceux qui relèvent des sciences exactes :

- 1) Éléments de physique (= *Stichia physikis*). Compilation d'ouvrages modernes par Nikiphoros, moine de Théotokos. Edités par les soins et aux frais de Thomas Mandakasos de Kastoria, savant et très éminent docteur et philosophe, corrigés par Ambrosios, moine de Pampereus. Tome I, Leipzig de Saxe, imprimerie Breitkopf, 1756. Tome II, Leipzig de Saxe, 1756.
- 2) Éléments de mathématiques. Compilation d'ouvrages anciens et modernes. Tome I. Géométrie et arithmétique. Moscou, 1798.
- 2a) Éléments de mathématiques ... Tome II. Théorèmes d'Archimède trigonométrie plane et sections coniques. Moscou, 1799.
- 2b) Éléments de mathématiques ... Tome III, Algèbre, Moscou, 1799.
- 3) Éléments de géographie. Annotations et dessins de Anthimos Gazis, Vienne, 1804.

De ces œuvres, les Mathématiques et la Géographie, éditées par Anthimos Gazis quatre ans après la mort de l'auteur¹⁰, connurent une grande diffusion.

En ce qui concerne les Mathématiques, nous avons vu, par la simple énumération des titres, que le premier tome était consacré à la géométrie et à l'arithmétique, le second à la trigonométrie et le troisième à l'algèbre. Ces deux œuvres ont été plus largement diffusées que les « *Stichia physikis* » et on peut penser que cela tient au fait que les mathématiques et la géographie ne sont pas directement liées à des problèmes théologiques ou métaphysiques et n'entraînent donc pas de frictions avec les milieux ecclésiastiques auxquels Nikiphoros Théotokis appartient. C'est par la physique au contraire que les grands principes des Lumières et de la « nouvelle science » tendent de pénétrer dans le monde grec.

Et puis les « *Stichia physikis* » auxquels nous nous consacrerons par la suite, marquent une rupture. C'est l'œuvre par laquelle s'effectue

⁹ G. Zaviras dans la « Nouvelle Grèce », p. 494 cite comme œuvres inédites de Théotokis se trouvant à Iași :

- 1) De la force électrique
- 2) De la physique du Météore
- 3) Arithmétique
- 4) Précis de Géographie
- 5) Métaphysique selon le système des Modernes.

De même, Erbiceanu dans son : « Bref catalogue des manuscrits et autographes » se trouvant dans les bibliothèques de Roumanie et provenant de Iași, Bucarest et autres écoles du 17^e et du 18^e s., ΕΦΕΚ, 1861—1866, tome 18, Constantinople, 1888, p. 97, considère comme œuvres des Théotokis restées inédites :

- 1) Éléments d'arithmétique et de géographie
- 2) Interprétation des logarithmes et chronologie des gouverneurs de Moldavie.

Il n'est pas exclu que tous ces ouvrages, cités comme inédits, n'aient constitué que des chapitres des œuvres connues et éditées de Théotokis.

¹⁰ A propos de la diffusion de l'œuvre de Théotokis dans le monde grec, et plus précisément en Thessalie, cf. : Giorgos N. Vlachakis : *Nikiphoros Theotokis et l'instruction en Thessalie. Son œuvre vue par des instituteurs thessaliens*, Actes du Congrès sur « Les Sciences physiques en Grèce — et en Thessalie plus particulièrement — avant la Révolution grecque », Larissa, 1985, p. 111—116.

le passage entre la physique aristotélicienne et celle de Newton, et cæci à un niveau même assez élevé si l'on se réfère au niveau moyen de l'époque. C'est ce qui explique que Théotokis fut à la fois taxé d'«hétérotique» et peu utilisé dans les écoles.

Malgré tout, les « *Stichia physikis* » peuvent être considérés comme la force impulsive qui mit la science grecque sur des voies modernes. C'est aussi un manuel scolaire—modèle qui couvre succinctement mais complètement tous les domaines de la physique du 19^es. La conjonction de ces deux modes d'action aboutit à une synthèse qui — du moins jusqu'au début du 20^es. — ne connut pas d'égale dans l'enseignement grec, en dépit d'imitateurs et de continuateurs, souvent de valeur. Ceci nous oblige à un examen de détail qui, s'il n'épuise pas le sujet, donne du moins une image globale de l'importance des « *Stichia physikis* » et de la place qui leur revient dans la littérature scientifique grecque.

« *Stichia physikis* »: *Forme, contenu, sources. Présentation. Analyse. Critique. Conclusions.* Le titre complet du livre est : « *Eléments de physique. Compilation d'ouvrages modernes par Nikiphoros, moine de Théotokos* ».

Il comprend 2 tomes, paginés : le premier, imprimé en 1766 chez Breïtkopf à Leipzig, en Saxe, le second édité en 1767. Le premier tome est dédié à Ioannis Grigorios Alexandros Ghikas, voïvode de Moldovalachie. Suit un avertissement au lecteur dans lequel l'auteur explique les raisons qui l'ont amené à écrire le livre. Enfin, une introduction esquisse l'esprit même de l'ouvrage.

Le premier tome se compose de 32 chapitres formant une entité, la « *Mécanique* ». Le second de 28 chapitres traitant de l'Optique, de l'Acoustique, de l'Hydraulique et de l'Electromagnétisme. Dans cette édition, très soignée, le texte est enrichi de tableaux et de schémas explicatifs, tirés de manuels européens. Bien que ce soit le premier livre de physique moderne, imprimé avant la Révolution grecque, il se distingue par la perfection des exposés et sa structure globale. Théotokis, qui voulait que son livre soit utilisé comme manuel d'enseignement, part du plus simple pour aboutir au plus complexe. Cette démarche oblige à reconnaître que, tout en n'étant pas spécialiste de physique, l'auteur avait son idée sur la façon de l'enseigner. Cette idée, qui transparaît dans son texte, est la suivante :

a) Objectivité vis-à-vis des théories scientifiques proposées. Dans tous les cas où la communauté scientifique n'a pas réussi à se mettre d'accord sur l'une des théories qui s'opposent, il les présente toujours toutes, fournissant même les arguments des uns et des autres¹¹. Mais cette objectivité ne va jamais jusqu'à l'agnosticisme : Théotokis se fonde sur la logique et de solides connaissances pour critiquer et avan-

¹¹ Les différentes théories qui veulent interpréter le sens de la « *Nature du corps* » dans le second chapitre du 1^{er} tome « *Du corps. Ses attributions, ses propriétés, sa nature* », sont données à titre indicatif.

cer des hypothèses sur des sujets en suspens, contribuant ainsi, sur le plan de la méthode du moins, à les poser convenablement et à rechercher les solutions possibles.

b) Equilibre dans le texte entre théorie et pratique. Théotokis qui, au cours de ses études en Italie, est entré en contact avec des instruments de physique expérimentale¹², croit — c'est net — en l'utilisation de ces moyens. Il veut introduire l'expérience pour comprendre et vérifier les lois de la physique, surtout lorsque le niveau des connaissances mathématiques des étudiants n'est pas particulièrement élevé. Mais il considère aussi que la connaissance de ces lois ne peut être complète qu'avec l'acquisition de la théorie, exigeant une série d'opérations logiques et mathématiques. Enfin, pour Théotokis, il semble qu'expérience et preuve mathématique — généralement ignorées avant lui dans le monde balkanique — fonctionnent de manière complémentaire. Aussi prend-il soin de ne pas privilégier l'une au détriment de l'autre.

c) Pour la première fois, le texte de Théotokis s'éloigne de cette catégorie d'ouvrages de physique abondamment nourris de références philosophiques¹². Même si, sur des sujets théoriques — pour la science de cette époque — comme, par exemple, la structure de la matière, les réponses données penchent vers une philosophie qui tente de s'accorder avec la vérité dogmatique de l'orthodoxie¹³.

d) Théotokis ne semble pas s'être totalement arraché à l'influence des idées aristotéliennes qui gouvernaient la Grèce au 19^es. On en voudra pour preuve les nombreuses citations d'Aristote (19 au total) mais aussi l'esprit de certains chapitres (par ex. Sur l'espace, Sur le temps). Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la pensée aristotélienne est prédominante à cette époque et que c'est sur elle qu'est fondée la pensée scientifique. Mais l'auteur a compris que la physique moderne doit affronter plus directement les problèmes d'interprétation de la nature et surtout garder une capacité « d'invention ». Elle doit se ménager la possibilité de formuler des théories et des lois physiques qui expliquent les phénomènes déjà observés, bien sûr — mais permettent aussi — et c'est cela l'essentiel dans une science vivante — d'envisager des phénomènes nouveaux qui doivent se révéler utiles à l'humanité pour affronter les problèmes liés à son développement. Et il s'est aperçu que, dans le cadre de la physique aristotélienne, des questions essentielles touchant à la physique moderne, ne recevaient pas de réponse satisfaisante et qu'elles étaient reléguées au domaine métaphysique ou philosophique.

Dans cette petite étude nous ne pouvons pas nous étendre dans le détail sur ce que les « *Stichia physikis* » ont apporté à la pensée scientifique moderne. Nous nous sommes contentés de signaler l'essentiel pour montrer que l'examen du texte et la recherche des sources

¹² Cela apparaît dans les extraits (a), (b), (c) p. 21.

¹³ Aussi bien la Physique de Vikentios Damodos, par exemple, que celle de Evghenios Voulgaris, font intervenir des données philosophiques. A partir de Théotokis, cette tendance semble s'atténuer, et les textes de physique prennent une dimension plus scientifique. L'esprit scientifique européen commence à apparaître.

ne s'inscrivent pas dans le cadre habituel de l'étude historique du passé scientifique grec. Mais que les « *Stichia physikis* » pourraient donner des idées et servir de modèle pour enseigner la physique aujourd'hui encore.

Sources de Nikiphoros Théotokis pour les « Stichia physikis ». L'une des principales questions auxquelles doit faire face le chercheur qui se penche sur les textes scientifiques écrits à l'époque des Lumières dans le monde grec, est celle des sources, sources que les auteurs ont plus ou moins assimilé et essayé de transmettre à la jeunesse de l'époque.

L'importance de la connaissance de ces sources tient, en bref, aux raisons suivantes :

a) Rechercher comment les connaissances scientifiques d'Europe sont passées dans le monde grec et les Balkans en général.

b) Juger de la compréhension de ces connaissances par les lettrés de l'époque, en comparant le texte original étranger et le texte grec.

c) Souligner les courants de pensée européens qui ont influencé le monde spirituel hellénico-balkanique d'avant la Révolution grecque.

L'importance de la connaissance de ces sources est directement proportionnelle à la difficulté de la recherche. De fait, rares sont les écrivains qui nous renseignent dès l'abord sur les textes dans lesquels ils puisent ce qu'ils présentent dans leur propres livres ¹⁴.

Comme l'écrivain n'avait pas encore l'habitude de citer directement ses sources, personne ne considérait comme anti-déontologique de les cacher.

Aussi le chercheur est-il forcé de s'appuyer sur des éléments indirects, et après, une longue étude fondée sur la comparaison, il aboutit à ce qui était probablement la source du livre en question. C'est dans cette deuxième catégorie, celle des textes qui fournissent des renseignements indirects sur leurs modèles, que se rangent les « *Stichia physikis* ». Le titre complet de l'œuvre nous l'avons déjà dit — comportait la mention « *Compilation d'ouvrages modernes* ». Théotokis reconnaît d'emblée ne pas avoir écrit un texte de physique original mais avoir puisé le contenu de ce livre dans d'autres sources, ce qui n'enlève rien à sa valeur. Comme Théotokis ne cite pas ses sources, nous nous appuyons, pour les rechercher, sur les éléments suivants : a) Structure du livre, b) Construction interne du texte, c) schémas et tableaux, d) références à des scientifiques européens dont Newton, Taylor, Galilée, etc.

Le caractère didactique du livre et sa structure nous obligent à regarder du côté des livres étrangers qui poursuivaient le même but et dont la morphologie était identique. Il ne faut pas s'orienter vers des ouvrages scientifiques originaux qui auraient été difficilement compréhensibles pour Théotokis et qui ne lui étaient pas directement utiles puisque son idée était d'écrire une introduction à la physique. Théotokis connaissait

¹⁴ Contrairement à d'autres érudits d'avant la Révolution ou de l'époque de la Révolution qui, voulant introduire la physique moderne, entrèrent en conflit avec l'Eglise, (*Isiodakas, Anthrakitis, Kalris*), Théotokis prit soin, dans ses œuvres, de laisser paraître son sentiment religieux (cf. l'introduction des « *Stichia physikis* »).

l'italien, le français et le latin ¹⁵. C'est donc dans l'une de ces trois langues que devaient être écrits ou traduits les ouvrages qu'il utilisa. Les fréquents déplacements de Théotokis dans des villes du sud ou du centre de l'Europe, joints au fait qu'il existait là-bas des communautés grecques florissantes toujours préoccupées d'élever leur niveau culturel, tendraient à faire croire que les livres utilisés par Théotokis ont été édités dans l'une ou plusieurs de ces villes. L'étude du mouvement des imprimés arrivés d'Europe occidentale dans le monde grec, exclut objectivement que Théotokis ait pu avoir été en contact avec des œuvres éditées avant 1740 env. L'examen des livres de physique édités à partir de cette date et qui remplissent les conditions posées nous a amené à étudier de façon plus approfondie les auteurs suivants :

a) Peter van Musschenbroek ¹⁶.

b) Abbé Nollet ¹⁷

Parmi les nombreux ouvrages de Petrus van Musschenbroek, celui qui fut choisi pour être comparé aux « *Stichia physikis* » s'intitule « *Elementa physicae conscripta in usus academicas a Petro van Musschenbroek. Quibus NEAPOL. CICICCCCLI* ». Musschenbroek est l'un des rares écrivains dont Théotokis ne se contente pas de rapporter les paroles ; il le cite en donnant souvent le chapitre ou même une page ou un paragraphe précis.

Si nous avons considéré les « *Elementa physicae* » comme source de Théotokis c'est aussi parce que cette œuvre avait également été utilisée par d'autres savants grecs. Elle avait-semble-t-il- été étudiée par Vikentios Damodos ¹⁸.

¹⁵ Parmi ces livres on rangera surtout ceux qui sont des traductions, comme les « *Elementa geometriae* » d'Andreas Tachquet traduits par E. Voulgaris et l'« *Abrégé d'astronomie* » de Jérôme Lalande, traduit par D. D. Philippidis. Au contraire, les livres issus de compilations ne citent généralement pas leurs sources : c'est le cas des « *Stichia physikis* » de Théotokis, du « *Recueil de physique* » de Rigas, etc. . . .

¹⁶ Zoé Mourouti-Ghenakou, *op. cit.* p. 5

¹⁷ Musschenbroek, né à Leyde en Hollande le 14 Mars 1692, est mort dans cette ville le 19 septembre 1761. Il est entré en contact avec Newton et entretenait avec lui des rapports étroits. Professeur de physique et de mathématiques à l'Université de Duisbourg, il devint professeur à l'Université d'Utrecht en 1723 et à l'Université de Leyde en 1739. Membre de l'Académie royale de Londres, de l'Académie des sciences de Paris, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, c'est lui qui introduisit la physique de Newton en Hollande et qui contribua au développement des méthodes expérimentales en physique. Ses œuvres sont les suivantes : *Epitome elementarum physico-mathematicorum* (Leyde 1726). *Physicae elementa* (Leyde, 1729, in 4^o, 2^e éd. 1734 in 8^o). Traduit en Français par Massuet (Leyde, 1739) et en allemand par Gottsched (Leipzig, 1747). *Tentamina experimentorum naturalis* (Leyde 1731, in 4^o). *Institutiones physicae* (Leyde, 1748, in 4^o). *Introductio ad philosophiam naturalem* (Leyde, 1762, 2 vol., in 4).

¹⁸ Nollet (l'Abbé Jean-Antoine), né à Pimprez (Oise) le 17 novembre 1700, est mort à Paris le 24 avril 1770. Travailla avec Réaumur, dans le laboratoire de ce dernier. Il imagina et exécuta nombre d'expériences, étudiant la nature de l'électricité. En 1734 il fut reçu à l'Académie royale de Londres. Il devint professeur à Turin et à Bordeaux (1758) ainsi qu'au Collège de Navarre (1753). En 1754 il reçut le titre de « maître de physique et d'histoire naturelle des enfants de France ». Ses œuvres sont les suivantes : *Leçons de physique expérimentale* (Paris, 1743, 6 vol). *Essai sur l'électricité des corps* (Paris, 1747), *Recherches sur les causes particulières des phénomènes électriques* (Paris, 1749 et 1754). *Recueil de lettres sur l'électricité* (Paris, 1753, 3 vol). *L'Art de faire les chapeaux* (Paris, 1764).

L'Art des expériences (Paris, 1770, 3^e ed. 1784), traduit en allemand et publié à Leipzig en 1771.

Nikolaos Zertzoulis arrivé à Iași en 1766 ou 1767 la traduisit du latin en grec ¹⁹. Enfin, Evghenios Voulgaris utilisa les « *Elementa physicae* » dans son ouvrage « *Areskonta tis philosophis* ». Il apparaît donc clairement que l'œuvre de Musschenbroek était très populaire dans les milieux savants grecs. En même temps elle remplit les autres conditions posées ; on peut donc affirmer presque avec certitude qu'elle a été la source de Théotokis.

L'année d'édition (1751) s'insère entre 1740 et 1760. Elle est encore utilisée par l'Académie (in usus academicus), ce qui est en accord avec l'idée qu'on se fait des livres ayant inspiré Théotokis.

Le lieu d'édition, Naples, nous dirige dans le même sens : cette année-là, Théotokis, étudiait les sciences exactes à l'Université de Bologne, Enfin, l'œuvre de Musschenbroek était écrite (traduite) en latin, langue que Théotokis possédait. On ajoutera encore que dans les « *Stichia physikis* », Théotokis suit la structure des « *Elementa physicae* » où la deuxième partie du tome II est consacrée aux Météores et au Système des planètes. Il est probable que cela constituait aussi la matière des « *Météorologica* » que Théotokis promettait dans le dernier paragraphe de son 2^e tome et qui devait être publié plus tard, puisqu'il dit : « Les Météores et l'Astronomie ont été laissés de côté ». Quoiqu'il en soit, en règle générale, la succession des chapitres des deux livres est presque identique, ce qui constitue un argument supplémentaire en faveur de notre hypothèse.

Tous ces indices, convaincants bien sûr, mais qui n'en sont pas pour autant des preuves, nous ont poussé à une comparaison plus détaillée des « *Stichia physikis* » et des « *Elementa physicae* ».

A titre indicatif, nous donnons ici quelques éléments de cette comparaison qui montrent l'identité des deux textes.

« *Elementa Physicae* »

Στοιχεία Φυσικής

§ 338. Possunt igitur ex simplicibus machinus innumerae componi. Qui multas desirat, consulat Beyssonium, Ramellum, Bochlerum, sed imprimis Leupoldum tum quoque monumenta a Regi a Scientiarum Academia in Gallia memoriae prodita.

§ 342. Qua siverunt nonnulli Mechanici, veluti Amontosius, Leibniti, Sturmius Camus, Desagulieri, Bulfingerus & Regus universales ex quibus dan experimentis deductas.

301(α) Ει δε βούλη ορά και τα Μηχανικά Συγγράμματα του Βουσσωνίου, του Ραμέλλου, του Βοκλέρου, του Λεοπόλδου και τα Μηχανικά Υπομνήματα των εν Γαλλία Ακαδημαϊκών.

303 (α) Εκ τούτου ουν ο Αμοντόζιος, ο Λεϊβνίτιος, ο Στούρμιος, ο Κάμος, ο Δεσαγουλιέριος, ο Βουλφιγγέρος και άλλοι, κανόνες τριβής διορίσαι ηθέλησαν.

¹⁹ Vassiliki Bombou-Stamati : *Vikentios Damodos, biographie, œuvre écrite, 1700 — 1752*, Athènes 1982, p. 275 n. 2.

²⁰ Ariadna Camariano-Cioran : *Les Académies princières de Bucarest et de Iași et leurs professeurs*, Thessalonique, 1974, p. 208.

«Elementa Physicae»

«Στοιχεία Φυσική»

§ 351. Olea & Pinguedines, incicta corporum superficiebus, attritum minuunt.

§ 938... hujus pondus specificum ad Aquam, uti 10 ad 9 deprehendit Cornea est segmentum sphaerae, cujus diameter est plerumque 7, vel $7\frac{1}{4}$, vel $7\frac{1}{2}$ linearum ejus corda est vel $5,5\frac{1}{4}$, $5\frac{1}{2}$ linearum : crassities membrane est plerumque $\frac{2}{12}$ vel $\frac{3}{12}$ lineae

(a) notante Cl. Petito L'Histor. del' Acad. Roy, A. 1738.

§ 114. Diodorus Cronus sequenti argumento motum oppuguabat vel Corpus moventur in loco, in quo est, vel in quo non est.

§ 1151 Secundum Florentinos Sonus intra M'' pedes 1185 percurret, postea charissimi in Gallia Philosophi, Cassinus, Hygenius, Picardus, Romerus, eidem examini, intenti, Sono viam 1172 Paris pedum assignaverunt Flamstediry & Halleyun in Brittania, idem repetentes poscuerunt pedes Parisiipus 1070.

§ 179. Hanc novissimam sententiam deinde amplexi fuerunt Hugenius, Bernuollius, Hermanus, Wolfius, Polenus, Richterius, Gravesantius...

§ 311 (α). Των οργάνων Ελαίω ή Στέατι αλειφομένων, η Τριβή μειούται.

§ 43 (β)... λόγον δε έχει η ειδική αυτής βαρύτης προς την τούδατος, ον 10:9. Ο δε κερατοειδής, τμήμα σφαιρας, ως η ημιδιάμετρος ίση ως τα πολλά $7\frac{1}{4}$ ή $7 + \frac{1}{2}$ Γραμ. και το μεν Πάχος του Τμήματος ίσου $\frac{2}{12}$ ή $\frac{3}{12}$ Γραμ. η δε χορδή αυτού, ίση $5 + 5 + \frac{1}{4}$, ή $5 + \frac{1}{2}$

Γραμ(α)

(α) Πετιτ. Ιστορ. Βασιλ. Ακαδ. Ετει 1738

§ 150 Διόδωρος δε ο Κρόνος τη ενστάσει ταύτη ενίσταται. Το Σώμα κινούμενον, ήτοι κινείται εν τω τόπω εν φ εστί, ή εν φ ούκ εστί.

§ 408. Ενίοις (α) μεν η Πείρα έδειξεν, ότι ο Ήχος εν ενί Λεπτ. Δευτ. διανύει διάστημα Ποδ. 1185 ενίοις δε (β) 1172, τισί δε (γ) 1070 και άλλω(δ) 1473.

(α) Φλωρεντίνοις Φιλοσόφοις

(β) Κασίνω, Ουενιώ, Πικάρδω και Ρομέρω

(γ) Φλαμστεδίω και Αλλέϊω

(δ) Γασένδω παρά Μουσχεμβ. εν Στοιχ. Φυσικ. Τομ. 2 § 1151

§ 171 και ταύτων των Δυνάμεων τμη Διαίρεσιν ο αυτός Λειβνίτιος, ότι αληθής εστί απέδειξεν, τινές μεν, όπου ο Ουένιος, ο Βερνούλλιος, ο Ερμάνος, ο Ουόλφις, ο Πολένος, ο Ριχτέρος, ο Γραβεσάνδιος κ.α. αριστων νομίσαντες.

Il existe un autre livre de physique qui répond aux critères exigés pour avoir été l'une des sources de Théotokis : c'est les « Lezioni di fisica sperimentale del Sig. Abate Nollet dell'Academia reale delle scienze, e della Real Società di Londra, tradotte dal francese ».

Cette édition italienne a paru à plusieurs reprises, à Venise, entre 1746 et 1772, alors que l'original était sorti à Paris en 1743. Les cinq premiers tomes, auxquels se réfère Théotokis, ont été publiés avant 1766.

Pour voir dans les « *Lezioni di fisica* » une des sources potentielles de Théotokis, il y avait un argument supplémentaire : ses fréquents rapports avec Venise²¹ qui, à cette époque, constituait le centre spirituel et intellectuel de l'Hellénisme en Italie. Il est donc très possible qu'un intellectuel grec de Venise ait fait parvenir les « *Lezioni di fisica* » à Théotokis. Les références de Théotokis à cette œuvre sont assez nombreuses et précises.

En comparant les „*Lezioni di fisica*” et les « *Stichia physikis* », on reconnaît des éléments communs prouvant que Théotokis y a fait des emprunts. Mais il semble que l'ouvrage italien n'ait joué qu'un rôle secondaire, un rôle complémentaire. Nous donnerons ici quelques extraits de cette comparaison.

« *Lezioni di Fisica* »

Στοιχεία Φυσικής

Τόμος γ. σελ. 336—337

Ma il Signor Dodard considerando che if suono del Rlauto é eccitato dall' aria ch'entra nella canna, laddore la voce é comunemente fornita dall'aria.

Il Signor Ferrein ha messa ti fresco questa questione in un nuovo ...

τόμος δ σελ. 281

Era riseratie a M.de Reaumur la rivoluzione quasi totale, per qui si dovea far cessate anche fra il propolo l'uso del termometro di Firenze ...

τόμος δ σελ. 35

Questa presunzione, verificata ta Sigg. de Tury, e le Monnier c'insegua che il calore dell'aqua bollente, ...

σελ. 191 τόμος β'

τινές δε των Νεωτέρων (β) φασίν εκ της γλωττίδος τυπτομένης υπό του εκ της τραχείας αρτηρίας εξιόντος αέρος, (β) Δοδάρδ και Φερεινως φησί Νολ. εν Φυσ. Τομ. 3, Σελ. 336

σελ. 163 τόμος β

Το ειρημένον του Φοβρνεϊτίου θερμόμετρον πάντων των άλλων αιρετώτερον (κατά τινας

(α) και το υπό του Ρεαμουρίου κατασκευασθέν, εν ω το Σημείον Ο την ψυχρότητα δηλοί του ύδατος του αρχομένου κρυσταλλούσθαι) ...

(α) Νολ. εν Φυσικ. Τομ. 4 Σελ. 281

²¹ Sur les rapports de Théotokis avec Venise on trouvera des détails dans l'œuvre de Zoè Mourouti-Ghenakou *op. cit.* n. 3.

«Lezioni di Fisica»

«Στοιχεία Φυσικής»

τόμος γ. σελ. 321

e l'esperienza ha provato che questa conse quenza e giusta imperocché a'irricani dall'orecchie de quali era stata tolta via questa membrana, non diventa . . . von gia forti, subito dopo l'operazione;*

* Willis, de Anima Brutorum, cap. 14.

σελ. 205 τόμος β

Τοιγαρούν ο του Τυμπάνου Υμνήν ότι. εστί μόριον των της ακουστικής δυνάμεως συστατικών, άνευ τούτου όμως, τα συνιστώντα αυτήν όντι αν σώα τε και απήμονα

διασώζοιντο, ο και η πείρα εμφανές έδειξεν οι γαρ κύνες, αφ'ων ο Υμνήν αυτός αφηρέθη, ουκ ευθέως εκωφώθησαν αλλά μετά τινων εβδομάδων παρέλευσιν (α)

(α) Ουίλης περι Ψυχ. αλογ. παρ. Νολ. εις Φυσικ. Τομ. 3 Σελ. 321.

En dehors des textes puisés chez des écrivains européens, il semble que Théotokis ait toujours ajouté des éléments fondés sur sa propre expérience et sur ses connaissances. A titre indicatif, voici des extraits des « Stichia physikis » qui renforcent cette hypothèse :

- α) « Όθεν και αι μηχαναί των περί τα ηλεκτρικά πειράματα ασχολουμένων, ας αυτοί εν Παταβίω και Βονωνία και Λειψία της Σαξωνίας εωράκαμεν, μίαν μόνον είχαν την ύελον, καθάπερ και η ημετέρα η εν τω 18 πίνακι γραφείσα » (τόμος Β, σελ. 242, 518)
- β) « Της μεν δείξεως της ειρημένης § 177 ευρέτης ο Βερνοούλιος του δε πειράματος του εν τη § 178 ο Μουσχεμβροέκιος του δε προλαβόντος ο εν Παταβίω κοινός καθηγητής Πολένος (1638—1761). (τόμος Β', σελ. 177 § 181).
- γ) « Ους και ημείς αυτοί πολλάκις από της εν Βονωνία θαυμασίου αστρονομικής σκοπιάς δι' εντελεχών τηλεσκοπίων εωρακότες, τας εκλείψεις αυτών κατωπτεύσαμεν, οδηγούντος του εκείσε περι κλεούς Ευσταθίου Ζανότου » (τόμος Α, σελ. 264 (α)).
- δ) Κορνήλλιος ο Δερεβέλλιος από της Βορειότερας Ολλανδίας ορμώμενος αγρότης, αγχινούστατος, και περί τα Μηχανικά και Οπτικά απασχολούμενος πρώτιστος του θερμομέτρου ευρέτης εχρημάτισεν.

Ούτω τα κατ'αυτόν ιστορεί ο περικληής και φιλέλλην Ιωάννης Ενρίκος Ουϊγκλέρος, ο εν Λειψία της Σαξωνίας κοινός καθηγητής εν Φυσικ. Σελ. 1272 (τόμος Β, σελ. 161, § 340 (α)).

En conclusion, dans les « Stichia physikis » l'auteur a reussi la synthèse critique de textes issus de livres de physique européens et de réflexions personnelles. C'est la preuve que Théotokis savait de quoi il parlait et n'était pas un simple copiste.

RÓMANIA AND SOME PROBLEMS RELATED
TO THE CULTURAL-SCIENTIFIC COOPERATION
BETWEEN THE SOUTH-EAST EUROPEAN COUNTRIES
DURING THE PAST TWO DECADES

ANDREI SANDA

Within the general framework of Romania's relations with other states, an important part is played by the cultural-scientific relations as an efficient means of bringing together distinct peoples, of direct acquaintance with the specific cultural values of each nation and of promoting the common traditions and aspirations.

Among Romania's concerns — as a socialist state belonging to South-Eastern and Central Europe — in the development of relations with all the neighbouring countries, with the nations all over the world, irrespective of their social system, we can distinguish as an harmonious feature the constant effort of fostering the ties of friendship, good neighbourhood, cooperation and understanding among all the countries of the Balkan Peninsula.

By paying all due attention to the development and continuous growth of international collaboration and cooperation, over the years, Romania has resorted in its foreign policy to such a framework as being considered most adequate to bilateral and multilateral collaboration, in accordance with the objective realities and trends and by observing the political context of the moment.

As a consequence, cooperation in the scientific, technological and cultural fields comes to play an important part in the foreign policy of socialist Romania, often facilitating the preparation and conclusion of certain major political actions and providing during more critical historical periods, perhaps the only connecting link between peoples.

Stressing the aims of the Romanian policy concerning the setting up of a zone of cooperation and peace in the Balkans, the need to assert this particular aspect of the dynamics of inter-state relations, the President of Romania, Nicolae Ceaușescu, has stated : "the states in this area of Europe have begun to understand, to a greater or lesser extent, that their economic and social development cannot be achieved without carrying out a policy of cooperation with each other. Hence, we consider that we have to achieve a multilateral cooperation between the states of this region of Europe ; of course, we have in mind, in the first place, the economic, scientific, cultural and sports cooperation. As a matter of fact, a series of such inter-Balkan bodies of cooperation existed in some fields of activity before the Second World War, while some of them still carry on their activity today." Cultural-scientific cooperation, supported by a background of

normal political relations, can be *a stage on the way to collaborating in other fields as well*. Such a development is to be desired more than ever, in the circumstances of the world today, when growing cooperation in new fields of science and technology has become not only necessary and mandatory, generally speaking, but also a powerful lever in accelerating the progress of each country.

Thus, nowadays we are faced ever more frequently with problems of a global character which demand general attention and which can be solved only through the joint efforts of several states, as for example, the studies in the field of seismology and the fight against epidemics, the research for the joint use of the energy of rivers, of certain natural resources, etc. At a superior level, the ties in the cultural and scientific field, the direct relations between individuals, made easier by the growing tourist and art exchanges, as well as in other fields, can have an important impact on the political factors, determining them to abide by and to defend the norms of international justice, to maintain a climate favourable to cooperation. The Balkan states are vitally interested in peaceful collaboration and cooperation. They have not forgotten the lessons taught by history, as it is they who were the first victims of the game of conflicting interests of the big powers. Therefore, for this very reason, the aspirations and, though not always, the trends and achievements obtained in the development of relations between the South-East European countries are generally featured by a vocation for the strenuous activity aiming to develop bilateral and multilateral cultural relations, to settle good neighbourly relations, confidence, mutual respect, and generally, to enhance the cooperation spirit. It is obvious that *the specific situation in the Balkans* left its imprint on these ties, either stimulating their natural evolution, or braking it according to the given historical circumstances.

The specific character of the area is well-known, however we think it may be useful to stress, at this juncture, some basic features. Nicolae Iorga said that "a single glance at this South-Eastern European world may be sufficient to see the many relations between these nations, linked in their development and solidary in their situation". Peoples having multitudinous traditions and a great cultural and confessional diversity coexist in this area of Europe; this fact is illustrated, among others, by the existence of three alphabets: the Latin, the Slavonic and the Greek. Heirs to great universal civilisations, the peoples of the area coexist today in countries having different social-political systems. Some of them are members of the Warsaw Treaty Organization, others belong to the North Atlantic Treaty Organization, while others still are non-alligned to any military alliance. As concerns their economic relations, some are members of the Council of Mutual Economic Assistance, some others have various forms of association with the COMECON, one of them is a member of the Common Market. As to their size, the Balkan countries belong to the category of small and middle-size countries. Economically, the Balkans are a less advanced area of Europe, a developing area, as a result of their common inheritance of several centuries of foreign domination which delayed to a great extent the development of the countries in this area.

A conflictual state of tension persists between some Balkan countries, of an ideological, territorial nature, or due to other reasons. Each

of these conflictual states is a potential danger to peace and security in the Balkans and may have consequential effects on the international state of affairs. A special importance of the Balkan states lies in the fact that they are situated at the confluence of Europe, the Mediterranean and the Middle East; this importance is enhanced by the two straits linking the Black Sea to the Mediterranean and by the proximity of the passage to the Indian Ocean, that is the Suez Canal.

As one can see, there are deep reasons fully justifying Romania's constant efforts to foster good neighborly relations of cooperation and understanding *with all* the Balkan countries.

We cannot talk about the magnitude and diversity of the forms and means of cultural-scientific relations with the countries of the area, during the last two decades, without recalling even if briefly, *the traditions of regional cooperation* in this field in which Romania has often set an example.

Although the main institution of cooperation in the Balkans in the period during the two world wars had a predominantly political character, we are thinking of the Balkan Entente, its program provided for measures intended to improve upon the relations between the states of this area and Bulgaria, including the or proceeding from the cultural-scientific contacts between the members of the intelligentsia of the area.

The initiatives of Romania after the Second World War aiming to promote a climate of understanding, trust and cooperation between the states of the area, as for example that of September 1957, which was subsequently resumed several times or the proposal for the de-nuclearization of the area which eventually was finalized in the U.N.O. Declaration concerning "Actions at regional level for the improvement of relations of good neighborliness between the European states belonging to different social and political systems", also included explicit provisions concerning the fostering of cultural-scientific cooperation.

A special mention should be made of the provisions concerning the cultural-scientific cooperation of the Final Act of the Helsinki Conference for Security and Cooperation in Europe; these provisions include also the cultural-scientific cooperation in South-Eastern Europe.

While acting for the broadening and deepening of its relations with the Balkan states and for a better mutual knowledge, Romania *has set up its own institutions* for Balkan studies, in order to encourage a better knowledge of the history, the common cultural traditions and the aspirations to freedom and independence of the peoples from this part of Europe, the contacts between scientists and artists. The most significant example is offered by the South-East European Institute founded in 1913 at the initiative of Nicolae Iorga, to become in 1938 the Balkan Institute which was in its turn to be reshaped in 1963 under its present name of Institute For South-East European Studies.

As to the *forms and means* of cultural-scientific cooperation, two broad categories are to be distinguished: relations at government level and non-governmental relations.

There are several types of relations at government level, however the most frequent ones are those resulting from *bilateral* and *multilateral* agreements and understandings.

The bilateral contractual framework governing Romania's cultural-scientific exchanges with the South-East European countries has noticeably broadened in the last two decades, due, in the first place, to the frequent contacts and dialogues at the highest level and to the exchange of views and information between high officials from Romania and the other Balkan countries. As a matter of fact, Romania has such broad agreements of cultural-scientific and technical cooperation with all the Balkan countries; they were signed as follows: in 1953 with Albania, in 1956 with Yugoslavia, in 1962 with Bulgaria, in 1966 with Turkey and in 1972 with Greece and were periodically renewed. For the actual enforcement of these broad agreements, protocols are signed, as a rule, every year, including concrete actions in the field of culture, science, technology, teaching, art, Radio and T.V., the press, a.o. The government contractual framework is completed by numerous bilateral agreements and understandings in many fields such as juridical, consular, sanitary-veterinary, a.o. agreements.

The complexity of modern relations called for the broadening of *multilateral cooperation* as well. We should point out in this respect the Agreement in the field of Tourism signed in Bucharest, in 1971, between Romania, Bulgaria, Yugoslavia, Turkey and Greece; it was the first such agreement of multilateral cooperation signed by the government institutions of these countries, in the post-war years. Many other multilateral understandings for scientific and technological cooperation complete and broaden the the area of agreement between the South-East European countries, such as those concerning geological surveys, transports, waterways planning, as for instance the Bulgarian-Turkish-Greek joint concern for the complex use of the Maritza river.

According to preliminary estimates, during 1965—1985, Romania has signed an impressive number of bilateral instruments with the Balkan countries (such as treaties, joint declarations, agreements, conventions, protocols) which, in various forms, also include provisions stimulating cultural cooperation: 28 such agreements were concluded with Yugoslavia, 24 with Bulgaria, 22 with Turkey, 21 with Greece and 2 with Albania.

Among *the non-governmental forms of cooperation* special mention should be made of the fruitful activity pursued by the mass and public organizations and institutions; they made full use of the rich traditions of the centuries-old inter-Balkan relations, in order to raise the interest of the public opinion for a better knowledge and cooperation, based on mutual trust and respect. The links existing between these organizations maintained the continuity and the initiative of cooperation actions, even under unfavourable historical circumstances, gaining thus for themselves a well-deserved appreciation.

The organizational basis for the activity of these institutions was provided by the agreement of the parties to set up a multilateral Balkan forum or by their consensus to meet periodically and to have an exchange of views, even in the absence of a formal, multilateral body. In any case, these forms or bodies represent an expression of the will and desire of the peoples for cooperation and good understanding.

Irrespective of their degree of importance or of the part they played, one should appraise — in the first place — the concrete results of the acti-

vity of these organizations, recalling that some of them were already active in the period between the two world wars. They demonstrate, by their activity, the vitality and the useful social part played by the non-governmental forms of cooperation in the Balkan area.

The Balkan Medical Union, founded in Bucharest, in 1932, has pursued its activity uninterruptedly ever since. Among its activities we mention various publications, meetings of specialists in the medical profession, such as "The Medical Weeks" or "The Medical Days", many symposia and exchanges of visits between medical doctors, pharmacists, chemists, biologists, dental specialists from all the six countries of the area.

The Balkan Union of Mathematicians also established in Bucharest, in 1934 — after an interruption during the Second World War — has resumed its fruitful activity, either in cooperation with the UNESCO or on its own.

The International Association of South-East European Studies, founded in Bucharest in 1963, at the initiative of the Romanian National Commission for the UNESCO, meets the need for cooperation and mutual understanding of the researchers and scientists of South-East Europe. The research programs and debates promoted by the Association have included reputed events meant to encourage Balkan studies in social sciences with a spectrum ranging from the most ancient times to the present day. As an example, we should mention the congresses of Balkan and South-East European Studies (the 5th Congress was held in Belgrade, in 1984), or the International Congress of Byzantine Studies, held in Bucharest, in 1971. On that occasion the President of Romania, Nicolae Ceaușescu, enhanced the particular part to be played by the historians in the investigation of the past, so as to restore to the peoples their most valuable and progressive traditions likely to serve to the further progress of society.

In July 1972 the constituent General Assembly of the Standing Conference of South-East European Technical Engineers was convened in Athens, with the aim of developing the exchange of views between technical engineers on technical and scientific topics of common interest.

There are also other multilateral cooperation activities having scored good results even though *they are not formally institutionalized in Balkan Unions or Committees*. Thus, as a result of older or more recent initiatives, a fruitful cooperation is being carried out between the *Red Cross* and *Red Crescent* associations, through the special conferences convened periodically ever since 1930, when the first Balkan Red Cross conference was held in Belgrade.

One more example is offered by the cooperation of architects through their Balkan meetings. The initiative for convening such meetings of the representatives of the Architects' Unions from the Balkan countries was taken by the Romanian architects in 1964, in Bucharest.

The meetings of the *National Commissions for the UNESCO* consider the opportunities of fostering Balkan cooperation in the field of culture, science, art and education, with the assistance of and sponsored by the U.N.O. Events such as the *Balkan Games*, organized yearly in various sports branches as : athletics, football, boxing, volleyball, basketball, tennis a.o. or the *folklore festivals* and the *Balkan motion picture festivals*, organized periodically, following the decision taken in 1965 by the repre-

representatives of the concerned bodies and by the [National Commissions for the UNESCO from the Balkan countries, greatly contributed to a better mutual knowledge and understanding between the nations of the area. A series of national events attended also by an international audience served the same purpose; we bear in mind the meetings of the youth and students from the Balkan countries and the Adriatic area, those of the representatives of the Writers' Unions, of newsmen, of legal experts, of specialists in ethnography and folklore, a.o. The Romanian Committee for Cooperation and Mutual Understanding with the Peoples of the Balkans, established in 1966, also plays an important part. The purpose of this committee, as shown in the documents adopted by its participators in their first working meeting, in June, 1971, is to act for the strengthening of friendship and the development of multilateral cooperation with all the nations of the area, irrespective of their social and political system, for the transformation of the Balkans into an area of good neighbourhood, understanding, cooperation and peace. Similar committees were also established in Albania, Bulgaria, Greece and Yugoslavia.

Proceeding from the firm belief that the existence and activity of these non-governmental organizations and bodies, alongside their counterparts in the Balkan countries, are a token of the peoples' will, being also consonant with the natural pursuit of communication activities and the exchange of mutually profitable ideas, Romania distinguishes itself as a dynamic, constructive and imaginative factor being an active protagonist within this frame of inter-Balkan cooperation.

During the last two decades one of the widely used modalities of cultural-scientific cooperation has certainly been the pursuit of *bilateral relations* on the traditional basis of direct contacts and links between various institutions, organizations and personalities in the field of science, culture and art. There have been many and varied literary, musical and artistic events, answering the same desire for mutual knowledge and cultural exchanges between the Balkan peoples, although this activity is not rigorously planned and organized.

Thus, in the field of publishing we witness in Romania ever larger editions of *translations made from Balkan literatures* which have enabled the penetration in the Romanian culture of such masterpieces as will reflect on the one hand the ancient cultural traditions of the Balkan peoples and on the other hand of the new trends of social, political and cultural life particular to the last decades.

The *repertory of the Romanian theatres* has played an important part in this respect by including plays from the South-East European drama or by *touring* the countries of this area with plays of Romanian or foreign playwrights.

There are practically no boundaries to the range and breadth of bilateral actions in the field of culture and art. For instance, besides the *theatrical tours* already mentioned, one should recall the tours of some music and dance companies, *film festivals* or *days of the film*, *technological and scientific exhibitions* organized on a mutual basis and *painting, sculpture, graphic arts, posters, decorative arts, photographs, philatelics, books exhibitions*, a.o.

Among the modern forms of bilateral cooperation we may quote the meetings of joint committees which include specialists in various fields, as for instance the Joint Committees for History (Romania has at the present two such Joint Committees with Balkan countries, namely with Bulgaria and Yugoslavia), whose purpose is to discuss topics related to the history of the peoples of the area in order to clarify and to bring together the existing positions; *the mutual celebration* of particularly important historical events or personalities by means of special meetings or exhibitions, attended also by specialists from other countries, as was, for instance the session celebrating Romania's independence, held in Turkey or the annual celebration of the national holidays, a.o.

Irrespective of its form or setting, the rich and fruitful activity in the field of cultural-scientific relations is contributing and will contribute even further to the consolidation and the development of cooperation between the countries of South-East Europe.

Within this frame Romania has played an active part by advocating relentlessly for the transformation of the Balkans in a zone of peace, good neighbourliness and cooperation. As stated by President Nicolae Ceaușescu in his message to the 14th International Congress of Byzantine Studies: "In this part of the world there is a tradition in the pursuit of good neighbourly relations, of peaceful coexistence, of mutual support and assistance. By the agency of its policy Romania acts for the cultivation and development of these traditions, for the continuous strengthening of the friendship and collaboration between all the peoples living in the Balkan area, as well as between all the nations of the world".

A CONSCIOUS FORGERY OF HISTORY
UNDER THE AEGIS OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

(Article published by the "România Liberă" newspaper of March 12, 1987 and the weekly "România Literară" No 11 of March 12, 1987)

The Publishing House of the Academy of Sciences of the Hungarian People's Republic has recently put out a comprehensive three-volume 2,000-page *History of Transylvania (Erdély Története)*. The work of a researcher team, it has the Minister of Culture of the Hungarian People's Republic, Kőpeczi Béla, as its responsible editor. Since the subject of the Hungarian researchers' investigation is Transylvania — ancient Romanian land — it is only natural that it aroused the interest of Romanian historians. This is all the more so as they have a right to know how old nationalist, chauvinist theses and clichés circulated in the old system and the old historiography were discarded.

The *History of Transylvania* under Kőpeczi Béla's coordination does in no way meet this expectation. Regrettably, we must say from the beginning that the work is hardly different from the Old Hungarian chauvinist and revisionist historiography in its fundamental theses and conclusions. The reader of the book is left with the impression of an incredible anachronism because the volumes the Publishing House of the Hungarian Academy of Sciences put out in 1986 sound as if they were written more than four decades ago. And yet, the book came off the press in our time carrying the authority of the highest scientific forum, and having a member of the Hungarian government as its responsible editor.

Romanian experts will analyse the *History of Transylvania* and give their opinion on each of the major questions it raises. What we want to do now is to give our readers a general idea of the work and single out the elements for an appraisal that can lead to only one conclusion: we are faced with a gross distortion of the history of Transylvania and implicitly of the history of the Romanian people, with theses which are as much harmful as they are injurious for our people, with a deliberate attempt to contest Romania's territorial integrity, on such fundamental questions of Romanian history as: the ancestral Geto-Dacian continuity, the Daco-Roman descent, continuity in the forefathers' land, the unity of the Romanians in the Middle Ages, and their political and legal status, the fight for national and social emancipation of the Romanians in Transylvania, the great battles for independence, the creation of the unitary national State and the place of the Romanians in world history. On all questions essential for the past of the Romanians, the position of the authors of the *History of Transylvania* is — as we are going to see — in sharp disagreement with the facts of history, which they distort and falsify.

From the first chapters dealing with protohistory, one can clearly grasp the authors' intention to deny all continuity of settlement in Transylvania, indeed in all ethnically Romanian space. To be sure, no one denies that in the Paleolithic and the Neolithic, in the Bronze Age and the Iron Age, population movements did occur. However, in spite of that population movement, archaeological research has shown that the area was permanently inhabited by a native mass that successive waves of migratory populations could not dislocate. What the authors of the *History of Transylvania* are concerned with is to make this part of the Dacian area look like a place where populations came and went, often left it deserted, a kind of no-man's-land. This is a way of contesting all continuity of settlement and hence of denying the oldness of the autochthonous Geto-Dacians and their State organization in the time of King Burebista more than two millennia ago.

We then come across the thesis-turned-obsession of Hungarian history: the Dacians' extermination by the Roman conquerors, which is upheld to refute the continuity of settlement in the large Dacian area north of the Danube and especially in the intra-Carpathian territory. In that respect, what the *History of Transylvania* says is much the same thing that the old nationalistic Hungarian historiography did. "Nor is it indifferent in an analysis of depopulation that precisely the central part of Decebalus' country (i.e. Transylvania — our note) became a new province. It was a territory the population of which was decimated not only by warfare — waged, for the most part, in that territory as well — but also by the

Dacians' resistance to the ultimate, having stayed loyal to Decebalus until he took his cup of poison. It was primarily that regions' population that the Romans slaughtered; it fell into slavery. or took refuge from the conquerors into unoccupied territory". On this subject, the authors also deliberately ignore the findings of archaeological research that brought to light Dacian vessels or fragments of them, inside the Roman castra in Transylvania — at Micia, Augustia, Bologa, Buciumi, Orheiul Bistriței — to say nothing of the Dacian settlements unearthed at Lechința de Mureș, Casolt, Noslac, Obreja, a.o. or of the cremation necropolises of the same autochthonous Dacian population at Soporul de Cîmpic, Casolt, Obreja, etc. which, alongside other evidence, prove that the answer to the question which the scholar B. P. Hasdeu had asked in his time "Perit-au Dacii?" (Did the Dacians disappear?) is definitely No. However, if the authors of the *History of Transylvania* chose to shirk, out of bad faith, the findings of archaeological investigations, incontestable testimonies of the Dacians' material and spiritual culture, of Dacian continuity in that hearth, they should have had knowledge of the famous inscription at Grammeni near the ancient city of Philippi, in Macedonia, which was quite a revelation to the world's historians. Anyway, that inscription does not say — as the authors of the book do — that the hero king Decebalus died "drinking the cup of poison" together with "the Dacians' ruling class which committed mass suicide".

Re-launching Robert Roesler's unscientific theory of the latter half of the nineteenth century on the South Danubian origins of the Romanians, the authors of the *History of Transylvania* deny the possibility of Dacia's romanization, claiming that "the replacement of the language which was romanization to the highest degree, the taking over of Latin as a mother tongue, cannot be proved in Dacia, and historical and social development did not make them any more likely". That was an assertion the authors had to make in order to show that the Romanian people was formed south of the Danube, somewhere in the Balkans and nowhere else, where the Roman colonists of Dacia would have gone in the year 271 when emperor Aurelian decided to withdraw the Roman administration and army from Dacia. "It is just possible", the authors concede, "that not all the population left the province, although there is nothing to support this possibility. Anyway, on the strength of what has been shown so far, one may say that the number of those who stayed behind was insignificant". And, further on: "A two-centuries-old archaeological research in Transylvania could not supply a definite proof of the continuity of the "Roman" population in Dacia worth being considered". The authors, in the best roeslerian tradition, even outdoing their "master", resume the vacuum theory according to which the area north of the Danube was vacated of the Daco-roman population only to be able to depict Transylvania as a territory uninhabited by an autochthonous population or by colonists — "a country of all and no one" as the authors say somewhere. Then, in that no-man's-land, Goths, Huns, Gepidae, Avars, Slavs, Bulgars came in succession but not a trace of a Daco-Roman, and eventually Romanian, population.

Have the authors forgotten that a Hungarian historian — Huszti Andras — wrote that: "The descendants of the Getae still live where their parents did and speak the language that their parents used to speak, no nation has a language closer to the ancient Roman (Latin) language than the Romanians have; which is a sure and unmistakable sign that they are the descendants in Transylvania of the ancient Roman colonists, of which we briefly say this: the name of this people in its own language is 'Roman' that is from Rome, or Romanian". Reference to this author is not a decisive argument, what we want to remind is that there were Hungarian historians who could objectively state the truth, a fact of Romanian history: the Daco-Roman and Romanian continuity north of the Danube.

At a time when, in the authors' opinion, the space between the Carpathians and the Danube would have been under the way of the first Bulgarian empire, in 894, the Hungarians arrived in the Carpathians Basin: "Therefore, the first place where the Hungarians dismounted was Transylvania; eventually they took the way down the valleys of the Mureș and the Crișul Repede and possibly through the Mecs Pass toward the Pannonian Plain".

The authors of the *History of Transylvania* try to arbitrarily change historical facts, reverse the situations, by making the Romanians migratory, and the migratories — a stable population. The fact is that, after the Hungarian tribes arrived in the Pannonian Plain in 896 and their westward advance was checked, they began to raid the intra-Carpathian territory, i.e. Transylvania. There, the Romanians had lived for many centuries in political formations recorded by various historical sources among which the chronicle of the anonymous notary of king Bela, therefore a principal source of Hungarian historiography. The authors of the *History of Transylvania* depict instead the Hungarian tribes as "dismounting" first in Transylvania, in the midst of a Slavic population where proto-Bulgarian elements would also have been, and only afterwards moving into the Pannonian Plain. In that way Transylvania becomes

“overnight” an old “cradle” of the Hungarian tribes, older even than the Pannonian Plain where the Hungarian state now lies.

And the Romanians? Asks the reader. Where were they who formed the majority population of Transylvania? Say the authors faking caution: “We cannot engage here in a dispute on the so-called Daco-Roman continuity, that is on the endurance of a romanized population in Transylvania since ancient times; we must only say what we said before, namely that there is no evidence — historical, archaeological or toponymic — of a Romanian population in Transylvania prior to the early thirteenth century”. The fact is that there is ample evidence to that effect, the fruit of decades of Romanian historiographic research. Only that the authors of the *History of Transylvania* either ignore it, or belittle it, or simply “nullify” it.

A relevant example of their negation of the sources that do not fit into their pre-arranged patterns is the “treatment” given to the Anonymous Notary of king Bela (Anonymus). It takes the authors many pages to “prove” that he was wrong when saying that when they first raided the intra-Carpathian territory the Hungarians found the Romanians there. The authors’ painstaking effort to “nullify” Anonymus is queer and at the same time amusing: rarely has a historiography been so intent on discrediting and disproving the historical accounts supplied by one of the earliest sources of its own history. What is Anonymus’ guilt? Its gravity is exceptional in the eyes of the authors: he records the Romanians in Transylvania and Banat and refers to “a one Romanian” Gelu “duce of the Romanians”. Understandably, to people who deny the Romanian continuity in Transylvania, the Anonymous Notary is a painful “obstacle” and his guilt calls for the “liquidation” of his chronicle, or rather of his information on Transylvania, on the Romanians of Transylvania in the first place. The authors affirm that Anonymus wrongly understood a passage in the old Russian chronicle “A Story of Past Times” and that he projects into the ninth or tenth centuries a fact of his time, that is to say of the late twelfth century: the Romanian-Bulgarian Empire.

We will not resume here the — so old — discussion on the source value of Anonymus’ chronicle. We confine ourselves to stating a point that was already made, namely that as long as no political interest prompted a distorted presentation of the history of Transylvania, no one, even in the Hungarian kings’ entourage, would hesitate to admit that the Romanians had been in Transylvania for many centuries before the Hungarian tribes raided it. For all the limitations of his time, Anonymus was far closer to truth than the authors of the *History of Transylvania* who miss nothing to distort that truth: the Romanian autochthony and continuity, in the intra-Carpathian-Danubian-Pontic space, therefore also in Transylvania, conclusively supported by historical, archaeological, linguistic, toponymic, ethnographic and other evidence.

Can anybody question the existence, at the end of the ninth century and the beginning of the next, of comprehensive political formations on Transylvania’s territory like the voivodship (duchy) or “countries” as the Romanians called them at that time? Narrating the Hungarians’ advent to Transylvania, Anonymus shows how the Hungarian armies first conquered in heavy battles, the territory of such a voivodship extending to the Tisa in the west, beyond Satu Mare in the north, up to the Piatra Craiului massif and the Meses Gates in the east, and down to Mureş in the south.

Such a political formation, a “country” (*terra*) as the chronicler records it, fully corresponds, as far as its territory was concerned with a high concentration of settlements found in the north-west of Transylvania: the name of its leader (*dux*) was, according to the same chronicler, Menumorut, and his seat was in the stronghold of Biharea (near Oradea). Here is what the chronicle of the royal notary Anonymus reads: “Indeed, Arpad’s envoys Usubuu and Veluc, crossed the river Tisa at Lucy ford and made for the fortress of Bihor where they greeted duke Menumorut and presented him with the gifts their duke had sent him. In the end, however, having delivered to him duke Arpad’s message they claimed the above-named territory. Duke Menumorut received them with goodwill and, piling presents on them, on the third day asked them to go back. He also gave them an answer, saying: “Tell Arpad, duke of Hungary, your master: we owe him what a friend owes to a friend, everything he may find necessary, for he is a stranger and in need of many things. But the territory he asked of our goodwill, we will never relinquish. Not as long as we live, and we were sorry when duke Salanus ceded a very large territory out of love, as they say, or of fear, which they deny. As for us, we will not cede one inch of the land, even though he says he has a right over it. And his words do not hurt our hearts, for he has shown us he descends from king Atilla, who was named ‘the scourge of God’ ”.

Nevertheless, the authors of the new *History of Transylvania* proclaim that “the romantic characters and insignificant fighting depicted by Anonymus are otherwise unconfirmed.” Let us remind first that this is not the only example of a historic fact being narrated in just one

source as Anonymus. The main thing in such cases is that the source be put to close scrutiny in order to reveal what is authentic, genuine. The "hypercriticism" of Anonymus by the authors of the *History of Transylvania* reminds us of the child thrown out along with the bathtub. Legendary elements — to be found in medieval chronicles including Anonymus' — should not obscure the facts, particularly when corroborated by written and archaeological sources: political formations led by judges and voivodes existed throughout the Romanian-inhabited area in the eighth-tenth centuries. A map of the archaeological finds in the intra-Carpathian area gives an outline of the three political formations recorded by Anonymus who may have been wrong on some details, but not on the major fact of the Romanians' anteriority to the Hungarians in Transylvania: the trees should not hinder us from seeing the wood.

By denying, demolishing, falsifying historical sources, the authors of the *History of Transylvania* bring back the whole arsenal used by the opponents of the Romanian continuity north of the Danube. To them, the Romanians were a population of shepherds which, the less numerous it was south of the Danube, the more numerous it grew north of it. In order to appear concerned with scientific "rigour", the authors write feigning caution: "However, we must venture the hypothesis that the relatively late documented advent of the Vlacho-Romanians in the Southern Carpathians going back to 1210 at best, may not mean that they effectively came there only shortly before that date". And, in order not to "venture" too much, the authors admit that instead of the year 1210, the organization of Romanians in the Southern Carpathians as frontier guards, appointed by the Hungarian kings (of course!) "may be considered to have taken place between 1150 and 1200".

Once the thesis of the late advent of the Romanians in Walachia and Moldavia first, and in Transylvania afterwards is "launched", the authors make persistent attempts to persuade the reader that a number of disasters that befell Transylvania favoured the Romanians alone. If the great Mongol invasion of 1241 brought devastation to Transylvania, the benefits were reaped by whom? By the Romanians. "A direct consequence of the Tatar invasion was also the massive immigration of the Romanians", the authors write. It is then said that the Hungarian Royalty populated the devastated area around fortresses "with Romanian shepherds who retreated northwards from Bulgaria and Serbia". Another "ally" of the Romanians in the opinion of the authors of the history of Transylvania would have been the black death epidemic that hit the continent in mid fourteenth century: "The plague epidemic of 1348—49 that brought havoc to the whole of Europe and, according to domestic and foreign sources, also decimated the population of Hungary ... opened to the Romanians the way to the villages of the dead Hungarian and Saxons. A shortage of work force made the landowners colonize the villages of inner Transylvania, partly or wholly depopulated, with Romanians who were less afflicted by the plague and whose number had risen anyway, through permanent migration." We leave it to the readers to judge how scientific this argument is.

With a "nomadic" way of living and the Balkans as their place of origin, the Romanians are portrayed as a primitive population whose development was below the level of other ethnic groups of Transylvania; the authors insist on the backwardness of those shepherds who infiltrated silently and surreptitiously the intra-Carpathian area, where they would have been "absorbed" as a consequence of the policy of colonization and of the disasters that left vast areas depopulated. However, the authors seem to forget that amidst that population, depicted as "roving, primitive and barefooted", one of the most brilliant political and military personalities of the fifteenth century was born — Iancu of Hunedoara — who became governor of Hungary. In the authors' view, the only progress of the Romanians of Transylvania was that of a gradual if very slow sedentarization: "The people who had developed a sedentary way of life by the end of the sixteenth century only made up a very small part of the Romanian peasantry of Transylvania. Its majority had retained a semi-nomadic way of living as shepherds and cattle growers". And further on: "These collectivities that were not attached to the land, but migrated freely with their animals... are an embodiment of the Romanians in seventeenth century Transylvania".

It is the authors' opinion that the Romanians of Transylvania would have had a strong weapon that could have assured their prevalence in the structure of Transylvania's population; they, the roving shepherds and their herds would have ended up as the majority population in relation to the sedentary Magyars, Saxons and Szeklers thanks to three factors: sedentarization, which ends movement and enables the authorities to list the people down (meaning that the Romanian population did not actually rise, but was only listed by the state of feudal lords), immigration and the birth rate. According to the authors of the *History of Transylvania*, periods when massive influx of Romanian population from across the Carpathians — from Walachia-Moldavia — who fled the tax burden occurred more often than not. And Transylvania granted them permission to stay for, say the authors: "Until 1687 Tran-

sylvania was a country that could offer protection, a fairly well-consolidated country whose new possibilities called for more and more work force. So it welcomed any alien”.

We agree with the authors that, at that time, Transylvania was “a country that could offer protection and was fairly well consolidated”. Only that, the principality was at this moment autonomous, unincorporated in the Hungarian kingdom that had collapsed and disintegrated in 1541 after Central and Southern Hungary was incorporated into the Ottoman pashalic; Transylvania like the other two Romanian countries, Walachia and Moldavia, enjoyed broad autonomy, which strengthened their ties even more.

As for the natural population rise, let us just say that the authors do not hesitate to remind of the “polygamy” of the “nomadic” Romanians of Transylvania.

We chose to quote the above-mentioned injurious and defamatory assertions and characterizations of the Romanian people, in order that the reader may get an idea of the “scientific probity” of the authors, of their elementary disrespect for historical truth, for the multi-millennial history of the Romanian people. Let history — this “foremost book of every nation” — judge what the truth is.

Let us now dwell on another question. Why does the *History of Transylvania* not state the reason for which the Hungarian kings adopted the principality as a political-administrative formula for Transylvania, i.e. an institution with a specific content in the mediaeval Romanian society, similar to the Walachian and Moldavian ones, which integrates it into the political structures of the Romanian space? Why does it not explain anywhere a major fact of the Middle Ages, which the Romanian historiography proved, namely that the principality of Transylvania has fundamental characteristics identical with those of the principality of Walachia or Moldavia? It is known that, like in Moldavia and Walachia, the prince of Transylvania concentrated all the military, administrative and judiciary attributions of the State in his hands. It was an absolute authority — just like across the mountains — but for the fact that it could not call itself “supreme ruler”. There is no explanation in this *History of Transylvania* for the fact that “nowhere in the territory of the old Hungarian kingdom — once so vast — could we find the traces of any territorial and political organization similar to that of the principality of Transylvania. This organization is a specific Romanian product on both sides of the Carpathians that the Hungarian penetration to the centre of our political space could not destroy despite its repeated attempts over the centuries”. It would have been but natural that this *History of Transylvania* explained the specific character of the voivodeship structures in relation to the administrative organization of the Hungarian kingdom, but such questions — essential as they are — were of no concern to the authors, and one can easily understand why. They should have admitted that, owing to the presence of the Romanians with their specific institutions — voivodeships and cnezdoms — throughout Transylvania, the kings had been compelled to recognize and accept the political-administrative institutions of the autochthonous Romanians. The authors preferred the forgery and denigration to a thorough and objective analysis of the history of Transylvania. Their main goal was not the truth, that is an authentic reconstruction of facts, but the “demonstration” of a preconceived thesis with a clear political end: the absence of the Romanians in Transylvania during the Hungarians’ advent in the intra-Carpathian area to challenge the Romanian people’s legitimate rights over its ancestral hearth.

Why did the authors choose to ignore the opinions of historian Farczady Elek who wrote in 1912: “The kings of Hungary were compelled to accept the special organization of Transylvania with powerful voivodes at its helm, under the strong pressure of necessity since the sense of independence was so deeply rooted here that, once started, the statal formation could no longer be stopped”.

Another telling example of the authors’ “scientific” methods is the way in which they present the status of the Romanian nobility in Transylvania and the beginnings of the policy of excluding the Romanians from the political life of Transylvania. In the authors’ opinion, the social, national and religious discrimination to which the Transylvanian Romanians ultimately brought to the situation of “tolerated” population were subject, is a result of their late coming through the shepherds’ immigration or the peasants’ escape from Walachia and Moldavia in the seventeenth-eighteenth centuries, which would explain their marginal condition in the Transylvanian sociopolitical life. The authors “admit”, as we could see, the sedentariness of part of the Romanian population and the existence of a Romanian nobility, but the absence of a mediaeval Romanian “nation” (with a mediaeval, i.e. political meaning since in the Middle Ages, a “natio” only included the privileged stratum of an ethnical community) is explained by them as follows: “at the end of the Middle Ages the majority of the Romanian population had become serfs to the Hungarian or Saxon nobility, and partially to the Romanian nobility that had emerged from its ranks. This is precisely the reason

for the absence of a separate Romanian noble 'nation', because the serfs, whatever their nationality, had no political rights, whereas the nobility, irrespective of nationality too, was only one nation'. And furthermore: "The Romanian nobleman proclaimed himself a member of the nobiliary 'Hungarian nation' and, whereas the voivodes and boyards of Walachia and Moldavia, except for isolated cases, compromised with the Ottoman power, the Romanian noblemen in Hungary firmly committed themselves, alongside the Magyars, to the fight against it, which was a prerequisite for their privileged status".

We do not insist here on the disparaging statement about "isolated cases" of fight against the Porte because any reader can measure the authors' mystification if he knows that such "isolated cases" make in fact the epic of the mediaeval history of the Romanian people who so many times inflicted defeat on the Ottoman military power under the rule of valiant princes who deeply loved their country: Mircea the Great, Vlad Tepeș, Stephen the Great, Radu of Afumași, Ioan Vodă the Brave, Michael the Brave. With an army of native inhabitants holding the plough in one hand and the sword in the other, they ensured the Romanian lands a status of autonomy from the Porte, while most of the Central and Southeastern European states were abolished and turned into Pashaliks. What reason did the European public opinion of the time have to acknowledge those country and army leaders as defenders of European civilization? What we want to show in relation to the Romanian people's history are the authors' forgeries when historical facts defy the attempts to distort them. It is known that in 1366 Louis I of Anjou, king of Hungary, made a number of decisions which marked the beginning of Romanians' elimination from the political life of Transylvania. The most serious of his decisions was to make the recognition of the status of nobility conditional upon adherence to catholicism. We are surprised to see that this exceptionally significant moment in the history of Transylvania is not dealt with in earnest in the paragraphs concerning the Romanians, but that it is discussed in the chapter on "The mediaeval culture in Transylvania", the section "The mediaeval religious culture of the Romanians of Transylvania". A problem of political history of major interest is purely and simply dispatched as a religious question of lesser importance; to sow confusion, the authors deliberately correlate the measures taken by king Louis I of Anjou to the proposals that vicar Bartholomew of Alverne advanced to the sovereign, and the authors conclude that "such a repelling zeal not only had no effect upon Louis the Great, who did not start another conversion campaign, but also aroused repulsion, especially in the Magyar noblemen of Transylvania interested in making the Romanians settle down". In fact, the measures issued by the Hungarian sovereign in 1366 mark the beginning of a process which was to culminate in the alliance between the Magyar nobility, the Saxon patriciate and the Szecklers' leaders (Unio Trium Nationum of 1437), a political formula which was to underlie the structure of Transylvania for centuries on end and make of the autochthonous and majority — Romanian — population "tolerated" in their own land.

In the same paragraph on the mediaeval culture in Transylvania, the authors also approach the question of Christianity. They show that in the beginning, the Roman Church and the Eastern Church coexisted in Hungary and "Transylvania was both at the confluence and at the periphery of the two Christian cultures. The Roman Church was represented by the ethnic Hungarians and Germans, while the Byzantine one by the ethnic Romanians and Ruthenians". As for the Romanians, the authors assert that their Christian traditions were of Balkan and Slavic origin. They ignore the well-known fact that in the Romanian language, the basic Christian terms are of Latin origin, that Christianity is documented in Transylvania after the withdrawal of the Roman army and administration from Dacia, and that, therefore, when the Hungarian tribes got into the intra-Carpathian area there existed there a Romanian Christian population that gravitated toward the Patriarchate of Constantinople and the Byzantine Empire. The Hungarians were Christianized in the year 1000 into the Roman Church (the schism between Rome and Byzantium occurred in 1054, but it was preceded by tension and alienation), and, as the authors correctly show, at the beginning the two Churches coexisted. It is easy to understand that, under those circumstances, the presence of Christian Romanians in Transylvania favoured the dissemination of the new religion among the Hungarian population. However, concerned as they are, to "bring" the Romanians from South of the Danube before the 14th century, the authors fail to say something also about this aspect of the history of Transylvania.

After "settling" the question of the Romanians' origin, of their native territory, letting them "wander through the Transylvanian mountains behind their flocks of sheep", the authors pass on to another question: the presentation of Transylvania as a component of Hungary. The fall of the Hungarian kingdom following the battle of Mohács (1526) and the new political status of Transylvania, which became an autonomous principality, dependent on the Porte, very much like the two other Romanian countries, does not prevent the authors — faithful

continuers of Hungarian nationalist historiography in this respect too — from showing this ancient Romanian land, which has always been inhabited by Romanians, who have permanently represented the majority population, to be a new Hungarian “country”: “Hungarian rulers and political leaders therefore determine the fate of Transylvania, which has become a State. In the decades subsequent to 1526, the new State, which controlled its destiny with ever greater awareness, essentially remained what it had become during its bloodful decades: a remnant of the Hungarian mediaeval State, left in the East. Outside pressure tore this territory from the mother country, changed its statal form and imposed a new and daring foreign policy on its leaders, but it failed to defeat the thinking and the consciousness of the Magyar character of the ruling forces of society”. Therefore, the principality of Transylvania is presented as a continuation of the Hungarian kingdom, a political entity different from the other two Romanian States, the Walachian and the Moldavian one. The authors differ on this point from a series of chroniclers, historians and geographers who stressed Transylvania’s completely distinct orientation from Hungary’s; thus, chronicler Cserei Mihaly noted that “to Transylvania, the threat always came from Hungary and the Hungarians”, while historian Szilagy Sandor affirmed in 1866 that “Transylvania’s history cannot be integrated in Hungary’s history as it has a specific character”, very much as geographer Cholnoky Jenő emphasized that “Transylvania has its own history, distinct from the Hungarian one”. Distinct from the Hungarian one and, we add, integrated in the Romanian land and society, that is what the Transylvanian aulic chancellery in Vienna acknowledged when mentioning in 1779 “the close connection that existed between the great principality of Transylvania and the neighbouring countries, Moldavia and Walachia”, with which it formed a true economic unity.

From the very preface of the work, the authors maintain that “Transylvania’s history has for centuries been intertwined with the Hungarian people’s history”. We know what exaggerated importance was attached by old Hungarian historiography and is still attached today — particularly in the Hungarian emigration circles — to Hungary’s millenary rule over Transylvania. But a simple arithmetic shows that the period during which Transylvania was a part of Hungary is confined to the 51 years separating the establishment of the Austro-Hungarian dual monarchy in 1867 from the decision of the Great National Assembly of the Transylvanian Romanians on December 1, 1918, to unite Transylvania to Romania. As for the rest, until Hungary fell under Suleiman the Magnificent’s blow, Transylvania was, as has already been said, a voivodeship with a vigorously outlined political individuality, on becoming an autonomous principality in 1541, it could no longer maintain relations with Hungary — as the authors affirm — because Hungary had ceased to exist as a State, Buda itself having become the centre of an Ottoman pashalic. When the Habsburg offensive caused the Ottoman withdrawal, after 1683, Transylvania became a principality within the Habsburg Empire, then great principality, separately administered by Hungary. Where are the centuries and the millennium of Hungarian rule, then? Only in the feverish minds of the revisionists who have become incapable even of performing an elementary computation.

One cannot find in this *History of Transylvania* any objective presentation of the close political, economic, military and cultural ties between the Romanians on either side of the Carpathians; the Romanian people’s unity is denied, and the political, economic, and military collaboration of the three Romanian countries is eluded. The first union of the Romanian lands, achieved by Michael the Brave, is described in a revolting manner; not only is the great voivode shown as a “mercenary”, as an instrument of emperor Rudolf, ungrateful to his “benefactors”, the Báthorys, but there is a denial of the very consciousness of kin of the Romanian people and of the one who, for the first time, united the Romanians under one rule:

“We have no data indicating that Michael intended to give the Romanians in Transylvania a political role, quite the contrary is true. In Transylvania he had brought several faithful Walachians, just like in Walachia he turned on Szecklers and Magyars to assist him govern”. Therefore, the political work of the first man to unite the Romanians, one of the dear symbols of national unity, is presented with the same bad faith which alters historical reality up to disfigurement. The measures that Michael the Brave took for the benefit of the Romanian peasantry and clergy, as well as his religious policy, in which the efforts to dislodge, through religion, the “Unio Trium Nationum” formula are obviously ignored by the authors, concerned as they are to depict the great voivode as a harsh and bloody conqueror: “The prince and army leader started his soldiers against Moldavia, and in May he drove away prince Ieremia, a friend of Poland. The insignificant booty he found in that poor country could solve the problems for just a few weeks. At the end of summer a large part of the triumphant army could support itself only by plunder. The local population — Magyars and Romanians alike — tried to put up armed resistance, which only worsened the repression”. The bright image of one of the most important personalities of the Romanian people’s history,

who sealed with his own blood the act of the union of all the Romanians, is thus smeared by slander.

Small wonder that, being obsessed by the wish to contest Transylvania's Romanian character, the authors present in the same distorted way the main stages of the struggle of national emancipation of the Romanians of Transylvania, who become the majority population only in mid eighteenth century, so the authors say. The national character of the 1784 revolution led by Horea, Cloșca and Crișan is called into question, and instead of an analysis of the demands included in *Supplex Libellus Valachorum* (1791) they simply affirm that "its authors could not really expect their nation to be given a place as a separate political entity in the three nations system". The history of the 1848 Revolution is seriously distorted. The struggle of the Transylvanian Romanians is presented as a counter-revolutionary movement, the Apuseni Mountains, where Avram Iancu led the Romanians resistance, being depicted as an alleged Transylvanian "Vendéc" (in reference to the French province where counter-revolutionary movements were organized during the great Revolution). The grave mistakes in the national policy of the government led by Kossuth Lajos are totally ignored, and the fateful decision of the Magyar nobility to unite Transylvania to Hungary is justified by the authors as being "out of self-defence" whereas the May 30, 1848 vote of the Cluj diet in favour of that union is portrayed as achieving the "unity of the two sister homelands", i.e. Hungary and Transylvania. In exchange, the Romanian Revolution and its leaders are harshly criticized: Simion Bărnuțiu whose "confused" conception aroused "external mistrust" and threatened the "harmony of nations" causing a "break from reality". At the Blaj assembly of May 1848 counter-revolutionary tendencies would have shown, with the Romanian intellectuals stirring "religious and national hatred".

In the context of the 1846—1848 events, violence is shown to have been connected with the Romanians: "The retreating Romanian rebels set Aiud with the college and its library on fire 'out of revenge', and organized an awful bloodbath in the Magyar town".

In the early 1868, the Sibiu Diet, where the majority of the deputies were Romanians is assessed as a "skilful plot of the Vienna government" and the Sibiu delegates to Vienna as "heggers", "the government's puppets". Minimizing the Romanians' struggle and that of the Sibiu Diet national and social rights, the authors affirm that "a durable system cannot be directed against the leading section of Magyar society, against the Magyar liberal and conservative camps, the oldest force of the country, commanding the most powerful economic position and having the greatest political potential, as well as powerful allies beyond Piatra Craiului."

However, the Austrian-Hungarian dual monarchy established in 1867, Transylvania's incorporation into Hungary and the magyarization policy are spared the blame that otherwise should have been put on them; more than that, we learn that the Romanians would have failed to appreciate "constitutionalism" as well as the fact that "the Romanians of Transylvania were united to their kin in Hungary, that they were brought into one and the same camp". One might have expected the Hungarian historians to make an in-depth analysis of the consequences that the dualist formula had had for the Austrian-Hungarian monarchy which Marx, Engels and Lenin denounced as a state of social and national oppression, a true prison for peoples. Have the authors been really oblivious of the description Friedrich Engels had made of the Austrian monarchy as early as 1848 as a "medley which resulted from inheritance and thefts, this organized patchwork where the languages and ten nations mix up, a fortuitous mélange of most contradictory habits and laws"? (Fr. Engels, *Incepuul sfârșitului Austriei* /The beginning of Austria's fall/ in Marx-Engels, Romanian edition, vol. 4, Editura politică, Bucharest, 1963, p. 511). Have the authors forgotten what Marx wrote in 1875 about the majority of the subjected population in Hungary who did not like the Hungarians and unwillingly bore their yoke, whence their continuing struggle? (K. Marx, *Conspectul*, in Marx-Engels, *Opere*, vol. 18, Editura politică, Bucharest, 1964, p. 609). Have the authors been ignorant of what Lenin said in 1916? "The liquidation of Austria-Hungary was historically speaking only a continuation of Turkey's dismemberment, and similarly to it a necessity of the historical process of development" (V. I. Lenin, *Broșura lui Junius*, in *Opere*, Romanian edition, vol. 30, Editura politică, Bucharest, 1964, p. 8). While skipping over that grim chapter of world history, the authors superficially criticize the problem. For instance, their mention of harsher policy pursued during Banffy Dezso's rule is immediately followed by a "scientific" conclusion: "But even then (in Banffy Dezso's time—our note) it was more smoke than fire".

It is common knowledge that in the short 51-year period from 1867 to 1913, the policy promoted by the Budapest government wronged and oppressed the non-Hungarian nationalities, sought their forced magyarization by draconic measures which drew the blame of world public opinion. Here is what the great Russian writer, Lev Tolstol, for one, wrote about that denatio-

nalization, magyarization, policy: "It is sad to see how abroad count Appony (one of the staunchest supporters of Budapest' denationalization measures — our note) has the reputation of a pacifist, whereas in Hungary he does not concede non-Hungarians even human being status, any sound-minded person ought to tear the mask off this liar's face so that the whole world may see he is a bird of prey, not a benefactor". And Norwegian writer B. Bjoernson, "the giant of North", as he was called, said: "In my youth I had been a great lover and admirer of the Hungarian people. Later, as I knew them better, I found their chauvinism despicable. Sooner or later, such wrongdoings will be the end of Hungary". Economic and cultural policies, education, the judiciary, the church and the colonizations, the gendarmerie and the prisons, all were used in an attempt to change Transylvania's demographic, economic and social picture, its ancient Romanian physiognomy.

There is disregard for the Memorandum movement which the authors tried to present as an isolated action seen by its contemporaries as "antechamber beggary". Is it really possible that historians claiming to be exploring the past from a historical materialist angle should so assess the national claims of the Romanians of Transylvania who were subject to discrimination and oppression? Today the words "antechamber beggary" is an insult to the Romanian fighters' memory and the ones who use them are in the same league with those having sent the memorandum campaigners to jail.

It is worth reminding the great truth that the leader of the Romanian National Party of Transylvania, Ion Rațiu, said at the Memorandum fighters' trials: "We are prosecutors, not defendants... can anyone here speak of trial, of defence in the legal sense? No. You can do anything you like. We are not guilty, and you, though masters of our individual bodies, are not masters of our conscience, which in this case is the national conscience of the Romanian people. You do not have the competence to try us this competence belongs to another greater, enlightened and surely unbiased court that will try us all; it is the court of the civilized world that will condemn you once again and more harshly than it did so far. While condemning us, your intolerance, your racial fanaticism that has no rival in Europe will only succeed in showing the world that Magyars strike a dissonant note in the concert of civilizations".

We are surprised by the fact that of the 2,000 pages of the book, not even one is devoted to the historical legitimacy of the modern Romanian state of 1859, the objective necessity of which was the natural consequence of the law-like process of the Romanian nation's assertion in the entire Dacian area. Useless to look in the *History of Transylvania* for an analysis of the birth of the nation, of the national question, of the law-like process of reintegration of the national State. Instead, we find a distorted image of the great events of 1918, in which the effort and will of the entire nation to be reunited within the boundaries of one single State — the unitary national State — are replaced by the action of a "group of the Romanian bourgeoisie in Arad".

Reality attests that the peace treaties concluded in 1919—1920 sanctioned the international recognition of the foundation or accomplishment of the national unity of States in Central and South-East Europe. The Romanians' struggle for the accomplishment of their nation-State unity falls in that broad framework by virtue of the right to self-determination expressed in representative, democratically elected and plebiscitary assemblies, of the will of the Romanians that were under foreign oppression to unite with the country. That reality is also ignored and distorted. The Treaty of Trianon (June 4, 1920) is described as an imperialist treaty which brought about "the dismemberment of the historic Hungarian State". Imposed by the imperialist States, the peace treaties "did not take into account the peoples' right to self-determination, and in many cases even ethnical realities", write the authors, underlining that the only socialist State, Soviet Russia, did not recognize them and "never gave up Bessarabia, as Bulgaria did not accept that South Dobrudja belonged to Romania". Referring to the struggle for unity waged by the Romanians and their leaders, the authors show that, instead of accepting the equitable resolution of the national question on the basis of the centuries-old coexistence within the Hungarian State, they left the "definitive decision to the Romanian royal army and to peace treaties". The Treaty of Trianon is shown as partly responsible for the fascist, reactionary orientation of Horthyist Hungary: "The fact that the dismemberment of the historic Hungarian State took place concomitantly with the defeat of a revolution and peace deals were made that brought great national prejudices, prevented a democracy from being established that would have gradually made the Hungarian society accept the law-like process of changes and overcome misfortunes, and by creatively adjusting to the new conditions, would have searched for way of cooperation with the neighbour peoples". A deplorable attempt to rehabilitate Horthy and his regime through the "imperialist peace system" which the authors offer him as a convenient alibi. The authors view Horthy's fascist regime with surprising "discretion" and are also quite parcimonious in putting a well-deserved blame on it, which history has long confirmed.

The period after the First World War is briefly dealt with "for want of appropriate data and analyses", as the authors erroneously assert, because there are plenty of such data. "After

1918", they say, "the history of Transylvania is part of Romania's history, continuing economic, social, political and cultural processes or new ones that are in progress, should now be analysed from the angle of the entire Romania. The situation in the territory under discussion is changed". Transylvania's union to Romania had a negative impact on the Transylvanians — the authors assert tendentiously — because of its "annexation" to a poorly developed country and the alleged seizure of the riches and enterprises by the massively colonized "Romanians from the old kingdom". Defying the reality of the interwar period, the authors contend that the Magyar nationality did not have full opportunities to develop "partly because of unfavourable socio-economic processes and partly because of a discriminating national policy, or of the process of romanization . . . in the first moments of the change of history, the Magyars of Transylvania were confused and dejected. They could accept neither the idea that the millenary State organization to which they had been an organic part disappeared in a few weeks, nor the idea that annexation to a foreign country, with a less developed socio-economic base, fated them to minority status".

As a result, after 1918 there is no mention in the book of Transylvania's organic integration in the unitary Romanian national State, of the fact that it was united with the other Romanian provinces, or of Romania's reintegration, but only of the "change of rule".

In their presentation of the history of Transylvania, the authors completely ignore the assessments in Romanian documents of the crucial moments in that history, and cannot manage to insert a few lines in the 2,000 pages about the organic links — economic, demographic, cultural — between Transylvania and the other Romanian provinces; but when they come to the period after 1918, when the Romanians' permanent aspiration to build and live in a unitary national State was accomplished and became an irreversible historical reality, they at last remember to quote from a document — the resolution of the third congress of the RCP (1924), imposed by Comintern, as is known, by which "the peoples' right to self-determination up to separation was proclaimed and it was established that Romania, by uniting various regions, turned into a multinational State from a national State".

The fascist Vienna Diktat is presented as "arbitration" requested by the Romanian government with the Horthyist regime's repressions and crimes being concealed by reference to an alleged similar policy of the Romanian authorities. "Thus, the so-called national policy of reciprocity began, expulsion being answered by expulsion on the other side, internment by internment, closing down of schools by closing down of schools which made the fate of the Romanians in the North, respectively, of the Magyars in the South, completely insecure." Therefore, the sign of equality is put between the situation of the two populations, but nothing is said about the fact that apart from expulsion and internment, which the authors referred to, a terror of unparalleled ferocity was unleashed in Northwestern Romania, men and children were slaughtered, pregnant women were slashed, whole families were exterminated, prominent intellectuals and clergymen were assassinated, mass massacres were staged, like those of Ip and Trăzneu, horrible crimes were perpetrated like those of Moisci and Sărmas; there were the landmarks of the horrible years of the Horthyist occupation in Northwestern Romania. These facts cannot be glossed over for they are still vivid, painfully vivid, in the memory of the inhabitants of that Romanian land.

Lacking the most elementary scruples vis-à-vis historical realities, persevering in distortion and falsification, the authors suggest a similar parallelism also as regards the situation of the Jews in Transylvania in the years of the second world war. They state that "an important part of the Jewish population, some 90,000—100,000, was driven out" from the territory overrun by Horthyists while in Romania "387,000 Jews were assassinated". Does none of the authors know that from the Horthy-occupied territory not an important part, but absolutely all, therefore not 90,000—100,000, but over 160,000 Jews were deported? And does none of them know that Horthy himself admitted that deportation, as conducted by the Hungarian gendarmerie, surpassed in cruelty even what happened in Nazi Germany? Is it possible that the authors should be totally ignorant of the works of the American historian Randolph Braham about the holocaust in Hungary and in the territory severed from Romania under the Vienna Diktat, an historian who emphasized that the Jews there were exterminated at an unprecedented rate by the most terrible deportation and cruel murder programme to have existed throughout the war? With reference to Romania, the same historian states that, under those dreadful circumstances, Romania was a haven, an oasis for the Jews.

We have quoted sufficient examples of distortion of Transylvania's history and of disparagement of the Romanian people's history. However, we add the conclusion of the work, which is as serious as it is biased: "Transylvania is a distinct ethnic and cultural entity in Central and Eastern Europe and the course of its situation bears on the development of this region . . ." Therefore, according to the authors, Transylvania is not a component part of the Romanian State but "a distinct ethnic and cultural entity", the Romanian State's sovereignty is implicitly res-

stricted since "its situation (Transylvania's, o.n.) bears on the development of this region (Central and Eastern Europe — o.n.)"; given these falsehoods, any honest reader, any well-meaning person can only feel indignation and revolt when reading the provocative affirmations of the team of authors led by Kőpeczi Béla. How dare the authors of this book, on the frontcover of which one can read "A History of Transylvania", try to annul the outcome of a lengthy struggle, which demanded sacrifices of the Romanian people, for the attainment of a permanent, century-old aspiration? How can such a work serve "the friendship between the two peoples" as the responsible editor of the work emphatically states?

It is unanimously acknowledged that, through the Romanian Communist Party's policy, the national question has been settled fully and definitively: the Romanians and the nationalities have the same rights and duties, and are engaged in the same effort for the building of the multilaterally developed socialist society. But, about the great accomplishments of socialist Romania made in all spheres, inclusive of the national ones, the authors say next to nothing for . . . lack of information, as they candidly state.

In fact, on reading the work one comes to the conclusion that the authors are interested less in the fate of the Magyar nationality in Romania and more in causing diversion and misleading public opinion. Thus, their action is nothing else but one of those attempts to create a false problem of "the minorities in Romania", which is grounded on no objective fact. United by their struggle and work along the centuries, the Romanian people and the nationalities living beside it have given a new look to their common homeland, the Socialist Republic of Romania.

By its political orientation, this *History of Transylvania* appears as a work written in a revisionist and chauvinistic spirit, perfectly fitting into the nationalist Hungarian historiographic literature which, ever since the past century, has sought to justify the revival of certain outdated, political and territorial structures.

From the multitude of Horthyist propaganda works we should mention only the book *Transylvania* printed by the Hungarian Society of History, the preface of which is dated August 1, 1940. It was written also by a team of authors including the then Hungarian Prime Minister Telcki Pál and several historians, among them Makkai László who is now, too, one of the editors of the *History of Transylvania*. The work *Transylvania* was intended to convince Hitler and Mussolini that Transylvania should belong to Hungary. Therefore, shortly before the fateful Vienna Diktat, the Horthyist regime had asked Hungarian historiography to offer a historical justification of the revisionist, annexationist claims on Transylvania. We should also mention that the Propaganda Ministry of Hitler's Reich asked an expert commission led by W. Czell to give its opinion on that work. After a rigorous examination, the experts concluded that what was meant to influence the stance of the great fascist powers was just "political fraud". However the interests of Hitler's Germany and of fascist Italy determined the Vienna Diktat, under which the Northwestern part of Romania went to Horthy's Hungary.

In 1946, during the Paris peace conference, the same Makkai László published in French a history of Transylvania the purpose of which was to convince, this time the anti-Hitler coalition, that Transylvania, through its entire history, belonged to Hungary and that the so-called injustice of Trianon should not be reiterated. The author's "arguments" failed to convince and the menial bargaining attempts in Paris to get at least part of Transylvania's territory ended in failure.

Today, the same Makkai László, who wrote for Hitler and Mussolini, then for their vanquishers, is trying again — alongside other colleagues — his hand at falsifying and detracting the Romanian people's history. Regarded in his country as an "expert" in Transylvania's history, he actually appears as a belated "apostle" of a revisionist creed invalidated by history.

Whom do the authors want now to persuade that Transylvania is a "distinct ethnic and cultural entity"? Whoever compares the three quoted works, the publication of which has spanned the interval from Horthy's Hungary to our days, notes that the fundamental theses and, sometimes, even their formulation are the same. The authors' promises to "apply the fundamental categories of historical materialism" have proved empty words; what we have here is a work written in a reactionary, nationalist spirit with chauvinistic, revisionist tinges.

As one could see, the method of the Hungarian team is very "simple": everything refusing to fit into the patterns of their pre-determined interpretation, which has a political purpose of the most obvious revisionist essence, is left out. Characteristical in this respect is the treatment given to Romanian works of history the conclusions of which are ignored or labelled "outdated". Dialogue, a true exchange of opinions, carried out with competence and objectivity, are made impossible. Do the authors of this *History of Transylvania* imagine that, by turning a blind eye to the testimonies refuting their theses, the latter cease to exist? Supplied by the past centuries and millennia, these testimonies — from that of Herodotus about the Getae

to contemporary sources — will always stand proof of the Romanian continuity and unity in the Dacian hearth. And any interpretative construction disregarding them will finally collapse.

One point should be made: in this work one does not come across enormities that the old Hungarian historiography maintained, such as the statement that the Romanians had come to be a majority population in Transylvania thanks to the specific food they were consuming, that of shepherds, based on dairy produce. Present-day forgers are more refined. They no longer resort to such enormities and seek to sell their propaganda in a more credible package — that of a “scientific”, “objective” research. This is what the so-called “Committee for Transylvania” set up by emigrants of Hungarian descent in the United States tried to do by printing in 1980 a supplement to its publication “Carpathian observer” under the headline “Transylvania and the theory of Daco-Roman-Romanian continuity”. No remarkable difference between the ideas of the authors of the texts printed in this supplement and those supported by the authors of the *History of Transylvania*. Perhaps this was the reason for which a talk between four historians in the Hungarian People’s Republic — Györffy György, Ilanák Péter, Makkai László and Mocsy Andras (the last two are also editors of the *History of Transylvania*) was reproduced. There is no difference between the historiography of Hungarian emigration and the historiography of the Hungarian People’s Republic when it comes to Transylvania or, more exactly, to the revisionist stand on it.

One is amazed and indignant that such a work which defies historical truth, grossly distorts and blackens the glorious multimillenary past of the Romanian People could appear under the aegis of the Hungarian Academy of Sciences. How is it possible that an institution meant to be the highest forum of scientific uprightness and professional ethics should approve of a work which has nothing in common with science and ethics, which unscrupulously disregards and twists the most elementary truths, which revives slanders and theses long-considered to have been thrown into the wastebin of history, circulating noxious, dangerous ideas which can only produce disgust and anger, can only divide, can only cause dissension and embitter the climate?

This *History of Transylvania* is an example of how history should not be written. Deliberate disregard of uncomfortable sources and of the specialized literature that comes to different conclusions, arbitrary interpretation (a suggestive example being the biased use of the population data provided by conscriptions and censuses), falsehoods and disparaging statements — this is what characterizes this work which appears to us as a belated, anachronic and regrettable edition of the old positions of Hungarian historiography, and more than that, of the Horthyist period.

History is called upon, first and foremost, to find and disseminate the truth, and everything built on truth is enduring and beneficial. Much like the languages in Acsop’s famous fable, history — depending on how it is written — can bring peoples closer or throw them apart. We are living in a world that aspires to peace, security and cooperation: why should we not place history in the service of these ideals of the whole of mankind? Why should it not serve, as it is due, the noble cause of mutual knowledge and rapprochement among peoples? Why should we degrade it to the distasteful function of hatemonger? By so doing, we debase history as a science and we disqualify ourselves as historians; this is what the authors of the *History of Transylvania* unfortunately forgot when they chose to appear as forgers of history.

ȘTEFAN PASCU,
MIRCEA MUȘAT,
FLORIN CONSTANTINIU

Lajos DEMÉNY, Lidia A. DEMÉNY, *Carte, tipar și societate la români în secolul al XVI-lea* (Livre, imprimerie et société chez les Roumains du XVI^e siècle), Editions Kriterion, Bucarest, 1986, 350 p., 81 ill.

En réunissant dans un beau volume, destiné à devenir — disons-le d'emblée — un instrument de travail indispensable, leurs contributions à l'histoire de l'imprimerie dans les pays roumains les auteurs ont rendu le plus grand service à ceux qui voudront tôt ou tard reprendre leurs recherches. En même temps, un plus vaste public devrait être intéressé par leurs conclusions, exposées ici avec clarté et prudence. Il faudrait également qu'une traduction dans une langue mieux connue à l'étranger que le roumain puisse assurer la diffusion des informations dont ce recueil apporte une riche moisson. Dorénavant, une vingtaine de notes et d'articles dispersés dans plusieurs revues, souvent difficiles à retrouver, seront à la portée de tous, ce qui offrira à la fois l'exemple et les matériaux nécessaires pour développer ces études.

Les débuts de la modernisation de la vie intellectuelle, le balancement entre inertie et renouveau qui caractérise la culture roumaine du XVI^e siècle, tel est le grand sujet que les auteurs ont eu raison d'aborder par ses aspects techniques. Les résultats de cette approche, moins voyants, sans doute, que les brillants essais qu'on s'est accoutumé à lire, sont aussi plus durables.

La preuve, c'est que ces textes, dont certains ont été écrits il y a vingt ans, n'ont pas vieilli. On les retrouvera ici regroupés dans un ordre qui a l'avantage de familiariser le lecteur d'abord avec les étapes de l'imprimerie cyrillique en Europe, ensuite avec les problèmes posés par diverses éditions sorties des presses de Transylvanie et de Valachie, avec les succès de la chasse aux exemplaires rarissimes qui sont conservés dans les bibliothèques d'Union Soviétique et de Bulgarie, enfin avec quelques questions de méthode et avec l'état présent de la recherche dans ce domaine.

Pour refaire la démarche des auteurs dans le même sens, rappelons que, jusqu'à ce jour, on connaît 45 titres d'ouvrages imprimés pour les Roumains, en slavon ou en vulgaire de 1508 à 1587. Après les trois premiers livres produits par Macaire — un *Missel*, un *Octoègue* et un *Évangile* —, l'officine de Tîrgoviște tarit de 1512 à 1545. Elle reprend son activité pour deux ans, suivis d'une nouvelle interruption. En 1558, le diacre Coresi y imprime un *Triodion-Pentecostaire*, avant de s'installer à Braşov où, désormais, lui et son fils feront paraître presque chaque année des livres religieux. Dans l'intervalle 1570—1574, quand cette presse est restée inactive, il y a eu des tentatives de l'acquiescer de la part du prince de Valachie, Alexandre II, qui finalement, grâce aux imprimeurs Lavrentij et Jovan, dont l'atelier se trouvait au monastère de Plumbuita, parvint à Bucarest au moins deux tirages de l'*Évangile* en slavon (voir l'article particulièrement incitant à ce sujet).

Une autre imprimerie roumaine que les auteurs ont étudié attentivement est celle de Sibiu, qui semble avoir fonctionné de 1544 à 1551/1553 (?). De la carrière de celui qui l'a créée Philippe de Moldavie, peintre et graveur, on sait seulement que, durant plus de trente ans (1521—1554), il fut scribe et interprète de roumain au service des autorités saxonnes de cette ville de Transylvanie. Si, après les observations du prof. Jakò Zsigmond, il n'est plus possible de supposer que l'*Évangile* imprimé par Philippe en 1546 ait paru ailleurs qu'à Sibiu, on peut toutefois interpréter la présence des armoiries des princes de Moldavie sur la dernière feuille avant l'épilogue de ce livre comme indiquant une commande faite par Pierre Rareş lui-même. Les auteurs, quant à eux, hésitent à l'affirmer (cf. pp. 75—76, 280—283), probablement à cause de l'omission d'un passage contre les hérétiques qu'ils ont décelée dans ce qui est autrement une reproduction fidèle de l'*Évangile* valaque de 1512. Il n'y a là, en vérité, rien qui doive nous étonner dans une publication destinée à des fins de propagande luthérienne et le fait d'estampiller ce livre des armoiries du prince (peut-être à son insu) ne devait-il pas présenter un gage d'orthodoxie aux yeux des lecteurs? Ce qui est certain, c'est que la forme de ces armoiries, dont les auteurs veulent croire qu'elle « atteste l'évidente influence de l'art occidental de la Renaissance », a été, au contraire, imitée d'un sceau en cire qui devait être attaché à l'une des lettres que Philippe traduisait pour le bourgmestre et les échevins de Sibiu (voir les exemples illustrant l'article de M. Berza, *Stema Moldovei în veacul al XVI-lea*, SC. A, 3, 1956, 1—2, pp. 99—128).

Suivant le programme qu'il avait tracé lui-même pour l'Association Internationale des Etudes Sud-Est européennes au Congrès de Sofia en 1966 et qui — faut-il le dire? — n'est pas près d'être réalisé, M. Demény aura enrichi la bibliographie roumaine ancienne de textes inconnus, d'exemplaires retrouvés, de descriptions minutieuses. Qu'il fasse connaître des colophons ou des notes de lecteur en marge d'un vieux bouquin, qu'il redresse une erreur de datation, qu'il établisse le devis d'impression d'un livre, qu'il suive les aventures d'un manuscrit valaque ou moldave qui termine à Leningrad ou à Moscou ses voyages, à chaque occasion l'étude rigoureuse qu'il a entreprise avec un soin patient donne précision et cohérence à notre image de l'ancienne culture roumaine.

Ceci dit, ne manque-t-il rien à cet ouvrage? Si : un index, d'abord, qui eût permis de redécouvrir plus facilement les passages sur lesquels on doit revenir le crayon en main — la seule lecture qui fait vraiment justice au labeur de l'érudit. Ensuite, peut-être, un tableau chronologique et une sorte d'arbre généalogique des éditions, pour éclairer les filiations ou les emprunts. De ce recueil sont absents des articles qui auraient pu y figurer dignement : par exemple, *Le premier texte roumain imprimé*, Revue roumaine d'histoire, 3, 1965, pp. 385—412, ou *Noi Contribuții la activitatea tipografică a lui Lavrenție*, Revista bibliotecilor, XXII, 1969, 4, pp. 219—227. Sans doute a-t-on voulu faire un choix et éviter autant que possible les redites.

D'autre part, on sera forcé de convenir que telle attribution ou telle datation posent des problèmes qui nous emportent au cœur de l'histoire politique ou religieuse et que, souvent, la réponse fait défaut. Il faut penser que, dès son apparition dans les pays roumains, l'imprimerie n'a pas eu un caractère mercantile. Déjà, Nerva Iloșoș avait remarqué que l'atelier de Macaire était « destiné à imprimer un petit nombre de volumes qu'un prince pieux devait distribuer en don aux églises de son pays » (*Inceputurile tipografiei în Țara Românească*, Convorbiri literare, XXXVI, 1902, p. 1054). Par conséquent, l'imprimerie roumaine fut une entreprise d'Etat et d'Eglise, comme en Russie. En Transylvanie elle répondait à une intention de propagande de la Réforme, tandis qu'en Valachie elle avait le double objet de multiplier les livres liturgiques et d'instituer la censure ecclésiastique orthodoxe.

Pour expliquer que Radu IV le Grand ait fait venir en Valachie Macaire de Cetinje, il n'est pas inutile de rappeler que ce prince était le gendre d'Ivan Crnojević et qu'un neveu de ce dernier, Djurdj Branković, entré en religion sous le nom de Maxime, était devenu métropolitain de Valachie (cf. Ștefan Andreescu, *Alianțele dynastice des princes de Valachie, XIV^e—XVI^e siècles*. RESEE, XXIII, 4, 1985, pp. 362—363). Maxime était également l'oncle de la femme de Neagoe Basarab, sous le règne duquel Macaire imprima l'*Évangile*. L'activité de la presse de Țirgoviște a cessé après 1512, lorsque Macaire est parti pour l'Athos, étant élu supérieur du couvent serbe de Chilandari. C'est l'imprimerie de Goražde, en Hertzégovine, qui en prendra la relève, de 1519 à 1523, avec, semble-t-il, les mêmes caractères typographiques.

Pour l'activité de Božidar Vuković et de ses collaborateurs, Moïse Dečanski et Dimitrije Ljubavić, on a négligé les récentes révélations sur le rôle antiottoman du premier, comme agent de Charles Quint et, en même temps, parent de la femme de Pierre Rareș, Hélène Branković. Quand, en 1536, il se trouvait à Constantinople, engageant un prince de Valachie « à se joindre à la coalition projetée contre les Turcs, il faut croire que c'était un prétendant, probablement le gendre de Pierre Rareș, Mircea, qui attendait son heure : en 1545—1547, à Țirgoviște, les imprimeurs Moïse et Dimitrije travailleront pour lui et pour le fils de Rareș, Iliș, prince de Moldavie (1546—1551). On peut aussi supposer que l'*Évangile* (signalé à Raguse par P. Syrku) imprimé pour le même Iliș n'est autre que celui qu'on date à présent des années 1551—1553 et dont on ne connaît pas plus d'un exemplaire incomplet. La première de ces dates est la seule qui conviendrait. L'édition de 1552 de l'*Évangile*, à Belgrade, porte les armoiries valaques et N. Iorga l'avait même attribuée à Dimitrije Ljubavić : on devrait encore examiner l'hypothèse d'une commande de Valachie. Les lettres apportées par Ljubavić de Goražde à Țirgoviște se retrouvent employées en 1557 à Brașov : c'est une présomption en faveur de l'identification de Dimitrije avec le diacre Démétrius qui vint en 1552 à Brașov pour apprendre le latin auprès de l'humaniste saxon Valentin Wagner, le traducteur en grec du *Catéchisme* de Luther. En 1561, on savait à Tubingue que ce Démétrius avait été « plusieurs années » secrétaire du prince de Valachie (probablement, au service de Mircea, dont le premier règne dura de 1545 à 1552). Si l'on accepte cette identification, fort séduisante, elle rend à la biographie du personnage ses étapes suivantes, pendant lesquelles il gravita autour de Mélancthon et il s'associa à un autre aventurier, Jacques Héraclide, qui alla occuper, de 1561 à 1563, le trône de Moldavie.

Ajoutons que Philippe de Moldavie pourrait bien être le Moldave présent à Wittenberg en 1532 et chargé de traduire l'*Évangile* en roumain, œuvre qu'il devait publier seulement en 1551 à Sibiu. Les xylogravures illustrant l'édition de 1546, en slavon, de l'*Évangile*, imprimée par Philippe à Sibiu, n'ont, ainsi que l'a démontré Mme Demény, aucun rapport avec

l'art d'Europe Centrale ou même avec les estampes qui accompagnent le texte des autres livres cyrilliques publiés avant cette date. L'image du Christ trônant en majesté est d'origine byzantine, d'un type qui apparaît dans les peintures de l'Atlios, exécutées à Dionysiou (1546—1547) et à Dochiariou (1568) par ordre des princes de Moldavie. Philippe était peintre (*pictor*), ce qui explique l'utilisation d'un cahier de modèles, selon toute probabilité destiné aux peintres d'icônes. Dans un manuscrit moldave de l'Évangile, il n'eût pas trouvé à copier l'image du Sauveur. Mais il y a mieux : une lettre rhétorique du théologien grec Pachomios Roussanos (1508—1553) est adressée à „Philippus Kalligraphos” pour lui prodiguer les conseils amicaux. On aurait tort d'en faire état comme d'une preuve décisive, mais d'autres écrits de Pachomios, bien renseignés sur l'art typographique et sur la situation en Moldavie, où « les Daces, chrétiens, quoique barbares, emploient l'alphabet d'une langue étrangère », incitent à penser que le « calligraphe » et le peintre de Sibiu ne font qu'un. L'édition d'une traduction grecque du catéchisme luthérien en Transylvanie achève d'enchaîner ces indices, ces rencontres de la Réforme avec la tradition orthodoxe, dont l'accumulation n'est pas négligeable.

Les hommes de ce temps-là lisaient et relisaient l'Écriture pour y retrouver leurs espoirs et leurs amertumes. Voyez, par exemple, les notes de Démétrius Cantemir sur son exemplaire de la Bible de 1688, aujourd'hui à Moscou. Les auteurs affirment que le volume a été en possession de Safta, la sœur de Démétrius, qui avait épousé Michel Racoviță. Si elle avait hérité cette Bible à la mort de son frère, en 1723, les réflexions du prince en marge des prophéties d'Isaïe seraient écrites après 1711. C'est impossible, parce que Safta était morte en 1697 (M. Racoviță-Ceban, *Intregiri la lucrarea publicată de Academia Română relativ la familia Racoviță-Ceban*, Bucarest, 1942, p. 76). La seule explication serait que les notes aient été écrites en 1693, dès la fin du premier règne de Démétrius. Le livre emporté par lui à Constantinople y serait resté jusqu'en 1778, lorsque la fille de Safta, Ruxandra Racoviță, l'aurait ramené en Moldavie (*ibid.*, p. 102).

On saura gré aux auteurs d'avoir recueilli ces témoignages précieux, ainsi que les notes sur plusieurs manuscrits roumains égarés en Russie. Mais l'Évangile de 1490, copié pour le monastère de Voroneț était déjà connu (voir M. Berza, *Miniaturi și manuscrise, dans Repertoriul monumentelor și obiectelor de artă din timpul lui Ștefan cel Mare*, București, 1958, pp. 400—401 ; à ajouter l'indication sur la reliure renouvelée en 1611 par Théophane, higoumène de Putna, d'après Alexis Ouvaroff, *Recherches sur les antiquités de la Russie méridionale*, II, Paris, 1860, p. 145). Le *Triodion* de 1543 fut serti en argent par l'évêque Théodose II de Rădăuți (*ibid.*, p. 146), selon une note du 24 septembre 1603, ce qui fournit un terme *post quem* pour l'accession de Théodose Barbovski à la dignité de métropolitaine de Moldavie. La note concernant le pèlerinage d'Hélène Cantacuzène à Jérusalem a été éditée complètement par S. Djurova et Nadia Danova, *Kniga na bălgarskite l'adzii*, Sofia, 1985, pp. 298—299 : la date en devrait être 7190 (1682).

On doit s'arrêter ici, pour ne pas dépasser trop largement les limites d'un compte-rendu, mais nous estimons avoir assez dit la valeur de ce livre. Il faut surtout retenir la leçon de méthode qu'il donne : partout et toujours, aller directement aux sources.

Andrei Pippidi

Literatur und Volk im 17. Jahrhundert. Probleme populärer Kultur in Deutschland. Herausgegeben von Wolfgang Brückner, Peter Blickle und Dieter Breuer. Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1985, 2 vol. (Wolfenbütteler Arbeiten zur Barockforschung, Band 13)

Ce magnifique recueil de communications est le fruit d'un colloque organisé par la Herzog August Bibliothek de Wolfenbüttel en 1982. Ce colloque donnait suite à une première rencontre qui avait découvert que ce qui caractérisait ce fameux centre c'était l'amour du livre, « Barocke Bücherlust », à un colloque « Deutsche Barockliteratur und europäische Kultur », de 1976 et à un autre « Europäische Hofkultur im 16. und 17. Jahrhundert », en 1979. Trois volumes ont réuni les actes de ce dernier colloque où Hugh Trevor-Roper a donné un rapport introductif, pendant que bon nombre de spécialistes se précipitaient, comme il fallait, à tendre, de l'apparition et de l'évolution du « discret », du courtisan ou du galant homme ; Susan Skiller a brossé l'image de la cour ottomane dans les relations des voyageurs élisabéthains pour avancer la conclusion que « it was because Ottoman culture remained essentially a Palace culture that it was doomed to sterility. Having reached its height in the 16th century, confined to the rarefied atmosphere of the Palace service and closed to invigorating outside influences, therefore it lost its vitality and slowly withered and died ». Les actes du colloque sur

le peuple et la littérature nous semblent plus attrayants et de toute façon plus intéressants, sûrement à cause de nombreux aspects inédits d'un tel thème.

Trois rapports introductifs attaquent les traits les plus saillants de la culture populaire et de l'image de cette culture dans les œuvres écrites de l'époque. Une riche littérature a commencé depuis quelques décennies à élucider les deux grandes questions qui se posent à tout chercheur de la culture populaire : quel sens avait le mot « peuple » au 17^e siècle et qui lisait et que lisait-on à cette époque. Or, les réponses offertes par ces deux volumes sont très éclairantes. Les trois rapports — de Wolfgang Brückner sur le concept de culture populaire, de Dieter Breuer sur les rapports entre pouvoir politique et culture populaire, de Peter Blickle sur la démarcation nécessaire entre peuple et sujets — introduisent le lecteur directement au cœur de la question. Dès que nous observons que « Folk » est le peuple des folkloristes et des écrivains du 19^e siècle, une fiction romantique et politique pleine d'implications idéologiques (p. 16), nous devenons plus sensibles aux nuances de la tension entre culture princière et culture des villes et villages, illustré par le groupe Apollon et Marsyas du parc du château de Belvedere analysé par Dieter Breuer : si la littérature populaire est une littérature qui s'adresse à tous les états sociaux, il faut quand même constater que dans les milieux populaires dominent surtout les calendriers, la Bible, les conseils spirituels et pratiques, mais non pas les œuvres poétiques et pas du tout Grimmelshausen. La littérature écrite pour la cour princière ne pénètre pas dans la ville et le village, et les écrivains qui adoptent une manière 'populaire' finissent par divertir la cour, tout comme Marsyas délectait les regards des courtisans qui se promenaient dans le parc de Belvedere. Ces conclusions rejoignent les idées de Peter Burke et de Robert Muchembled qui mettaient peut-être un accent trop fort sur le rôle dominant du pouvoir absolutiste. En tout cas, il est significatif de voir, à travers l'exposé de Peter Blickle, comment « Kriegsvolk » et « Volk Gottes » ont perdu leur résonance, pendant que « armes Volk » a occupé l'avant-scène grâce aux nouveaux buts que l'Etat absolutiste a assumé du moment qu'il a ajouté à sa fonction traditionnelle — d'assurer la paix et la justice — l'obligation d'assurer le bien-être de ses sujets ; le « peuple » a désigné désormais les sujets. Le cercle du pouvoir a pris en charge le soin systématique de ses sujets en pratiquant *die gute Polizei* (« ce que les humanistes roumains du 17^e siècle nommait « politia » !). Un nouveau type d'Etat fait son apparition et il ne s'appuie plus sur les métiers et le commerce ou sur les autonomies et le système égalitaire au sein des communautés, mais sur la cour. Comment s'est développée dans cette société moderne une culture « commune », c'est un problème que seule une recherche comparatve pourrait élucider. En analysant la production et la diffusion du livre dans la société roumaine du 17^e siècle, nous avons identifié une littérature qui s'adressait aussi bien aux privilégiés qu'aux habitants des villages, en assurant le ciment social que toute société doit avoir afin que les membres d'une telle société vivent ensemble (problème traité dans nos livres *Căldătorii, imagini, constante*, Editura Eminescu, 1985 et *Dimensiunea umană a istoriei*, Editura Meridiane, 1986).

La prédication catholique de l'époque baroque, nous dit Robert Pichl, a contribué à l'évolution du mot « peuple » vers son sens moderne d'ensemble des sujets ; auparavant, le mot avait désigné ceux qui n'appartenaient ni au groupe des privilégiés, ni aux couches inférieures, et qu'on appelait « der gemeine Mann ». Les lecteurs se recrutaient parmi les artisans et les commerçants qui s'intéressaient surtout aux livres de théologie, de médecine, d'histoire ; la littérature faisait toujours pauvre figure dans cette compagnie. Très stimulante est la discussion ouverte par Wolfgang Brückner sur la structure littéraire de l'époque, puisqu'il refuse, comme de juste, de considérer la littérature de délectation un ensemble appartenant à la vie laïque, donc séparé des livres qui enseignaient et de ceux qui édifiaient ; à la place de cette ramification tripartite, il propose un schéma qui tient compte de l'intention du texte : *Verkündigung* (Mission, propaganda fide), *Belehrung* (Katechese), *Erbauung* (aedificatio). En ce qui concerne la littérature roumaine de l'époque nous avons cru y découvrir une littérature de sagesse, une littérature historique et une littérature de délectation, une classification qui est suggérée par les lettrés de l'époque. Il faudrait se rappeler que l'entraînement spirituel (askesis) faisait partie de la vie quotidienne des gens qui devaient surmonter chaque jour les pièges et les obstacles montés par la souffrance, la dureté et la bêtise.

Mais la communication ne se réduisait pas au livre : la contribution de Rudolf Schenda, importante non pas seulement dans le cadre de la littérature allemande, mais pour l'analyse de toute culture du 17^e siècle européen, offre des repères essentiels. Dans une époque où « les façons de faire » détenaient la priorité par rapport aux « façons de dire », il faut se demander comment communiquait le sujet avec son seigneur ; or, lorsqu'un paysan parlait à son roi, le fait était tellement mémorable qu'il était consignés dans les livres. Ensuite, il est évident que les sujets n'avaient pas accès aux connaissances théoriques et qu'il faut se demander qui a produit et diffusé les contes qui, d'après les romantiques, se trouvaient dans la bouche de tous les paysans. Très importante est la conclusion de cette contribution qui après avoir con-

staté combien nombreux étaient les barrières de l'époque, avance un nouveau paquet de problèmes liés à la communication semi-orale et semi-littéraire qui a fini par éloigner ces barrières, en partant de l'époque des Lumières. Il va sans dire que cette observation est entièrement valable pour toutes les cultures sud-est européennes, mais en gardant toujours les nuances présentes dans les différentes régions de cette zone européenne, car le clivage intellectuel n'a été jamais profond dans les cultures sud-est européennes, en exceptant peut-être la culture ottomane dans laquelle la sagesse populaire a manifesté quand même sa présence.

La richesse de ces deux volumes satisfera la curiosité de tout chercheur de la culture européenne pendant une époque de transition. Les rapports introductifs sont suivis d'un groupe compact de communications sur la situation du « peuple » dans les différentes régions et à travers les grandes commotions du siècle, de l'analyse de l'image du peuple dans la littérature, des relations entre musique, art et peuple ; le second volume présente la diffusion des textes qui ont joui d'un statut privilégié (calendriers, feuilles volantes, etc.), la littérature religieuse, les formes de lecture, les livres de délectation, les recueils de sentences, etc. L'information est partout accompagnée de la réflexion pertinente.

Alexandru Dufu

Studime filologjike dhe pedagogjike për nder të Prof. dr. Aleksandër Xhuvanit (Etudes de philologie et de pédagogie en l'honneur de Al. Xhuvani), Tiranë, 1986, 754 p. (Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë. Instituti i Gjuhësisë dhe i letërsisë).

Le volume est publié sous la direction du Professeur Androkli Kostallari et par les soins d'un comité de rédaction formé par les Professeurs Mahir Domi, Emil Lafe, Shaban Demiraj, Koço Bihiku et Sotir Temo (avec la collaboration de Nikoleta Çikuli). Elaborées surtout à l'occasion de la commémoration qui a eu lieu en 1980, mais aussi à l'occasion d'autres moments rendant hommage à l'activité de Al. Xhuvani, les nombreuses études de ce volume, dues aux spécialistes albanais et étrangers, sont incluses en trois parties : I. Travaux des conférences scientifiques tenues à Tirana — le 14 mars 1980 — et à Elbasan, à l'occasion du 100^e anniversaire de la naissance de Al. Xhuvani ; II. Ecrits concernant l'œuvre de Al. Xhuvani ; III. D'autres écrits. Les études illustrent les domaines dont la fondation réellement scientifique, dans la culture albanaise, est due, dans une mesure considérable, à Al. Xhuvani : linguistique, littérature, pédagogie, psychologie.

Les aspects multiples de l'activité de Al. Xhuvani, activité étayée sur une solide formation, sont mis en évidence par le Professeur Aleks Buda, président de l'Académie, dans ses allocutions d'ouverture et de clôture de la Conférence organisée à Tirana, par Tefta Cami (p. 29) et par le Professeur A. Kostallari (p. 70) ; en tenant compte, dans son étude (p. 157), du caractère encyclopédique des préoccupations de Al. Xhuvani, Dh. S. Shuterigi le range à côté de J. De Rada, Sami Frashëri, L. Gurakuqi et F. S. Noli. Les livres, les manuels et les études concernant la norme littéraire, la lexicologie et la lexicographie, l'étymologie, la terminologie, la formation des mots, la grammaire, l'histoire de la langue, la philologie, la dialectologie, la linguistique générale, l'histoire littéraire, la stylistique, la psychologie et la pédagogie forment l'objet des études de M. Domi (p. 44), de E. Çabej, p. 81¹ ; de L. Mulaku, p. 115, de M. Blaku, p. 259.

Le plus grand nombre des études insérées dans les premières deux parties du volume insiste sur la conception de Al. Xhuvani au sujet de la formation de la norme littéraire et de sa diffusion. Ce fait s'explique partiellement par l'effort particulier de la linguistique albanaise actuelle dans le but d'assurer une norme littéraire parachevée et d'une large diffusion².

A cette occasion sont mis en évidence des différents aspects théoriques de l'activité de Al. Xhuvani qui restent valables de nos jours aussi. Il entend la langue comme un produit social en permanente évolution. Le processus de constitution de la norme littéraire albanaise est, à

¹ D'ailleurs, M. Domi et E. Çabej ont édité le premier volume, paru jusqu'à présent, des œuvres complètes de Al. Xhuvani : Al. Xhuvani, *Vepra*, I. Tirana 1980.

² Les linguistes albanais apprécient, en principe, qu'après le Congrès de l'orthographe de 1972, qui a donné la norme à l'aspect écrit de la langue, l'albanais possède aujourd'hui une norme littéraire unique. L'intérêt tout à fait spécial pour cultiver la langue est démontré par l'édition, dès 1981, de la revue „Gjuha jonë” sous l'égide de la Commission permanente pour l'organisation de l'activité d'enrichissement de la langue albanaise littéraire, fondée en 1979.

son avis, le résultat d'une activité consciente, qui, dans certaines conditions historiques prend comme base un seul dialecte, le tosqe, tout en englobant des éléments provenant de l'autre dialecte, le guëguc³ (M. Domi, p. 43, 46, A. Kostallari, p. 71, E. Lafe, p. 93, M. Çeliku, p. 136). Dans l'établissement de la norme, Al. Xhuvani respecte les critères suivants : la diffusion dialectale, l'histoire des formes, la base sociale (A. Kostallari, p. 73) ; en bon connaisseur des traditions de la langue, il fait ressortir les tendances d'approchement entre les dialectes (A. Dodi, p. 143).

Le processus actuel, particulièrement complexe — dont les voies sont encore en débat — d'enrichissement de la langue littéraire par le remplacement des mots étrangers, anciens ou de date plus récente, par des mots provenant du fonds propre de la langue, trouve dans la personne de Al. Xhuvani un pionnier d'un purisme modéré, à l'avis des linguistes albanais (M. Domi, p. 47, A. Kostallari, Sh. Demiraj, p. 129). Al. Xhuvani recommandait des mots, des expressions rares et des formes grammaticales provenant des parlers ou puisés dans les écrits des auteurs anciens et qu'il admettait premièrement à cause de leur aspect correct et non pas à cause de leur fréquence (E. Lafe, p. 88). Al. Xhuvani met en lumière l'effort des auteurs albanais anciens afin de conserver l'identité de leur langue (K. Ashta, p. 245). Cette tradition est continuée de nos jours par l'activité des spécialistes albanais pour remplacer les mots étrangers à l'aide d'autres procédés aussi, notamment le cas que et la restriction dans l'emploi d'une série des emprunts seulement dans certains styles de la langue (E. Lafe, p. 89—90, Karapinjali-Qosja, p. 139).

Plusieurs contributions étudient la façon dont Al. Xhuvani — qui a commencé son activité à la fin de la période du mouvement national — continue l'effort de ses prédécesseurs, K. Kristoforidhi et Sami Frashëri, afin de cultiver l'albanais littéraire (M. Domi, p. 44, A. Kostallari, p. 70, E. Lafe, p. 88, R. Nesimi, p. 121, Sh. Demiraj, p. 127, E. Angoni, p. 265).

Dans ce cadre sont prises en considération aussi les importantes préoccupations de Al. Xhuvani en matière de lexicographie et de lexicologie (A. Kostallari, p. 77) : l'élaboration d'un vrai dictionnaire des mots, sens, acceptions rares, dialectales, puisés dans des auteurs anciens etc.⁴ (tel que E. Çabej le désigne p. 84 ; v. aussi Sh. Demiraj, p. 128, M. Çeliku, p. 134) ; l'élaboration d'une première théorie dans la linguistique albanaise portant sur les expressions et sur leur classification lexico-sémantique (J. Thomaj, p. 100) ; la création d'une terminologie grammaticale (L. Dodbiba, p. 111) ou d'une terminologie juridique (V. Meksi, p. 278).

Les importantes contributions de Al. Xhuvani à l'étude de la dérivation en albanais (M. Domi, p. 51, J. Thomaj, p. 97) et de la composition (J. Kastrati, p. 103, 105) offre de nombreuses suggestions pour la comparaison avec les autres langues sud-est européennes⁵ (J. Kastrati, p. 106).

En tant qu'auteur de manuels de grammaire (J. Kastrati, p. 107), Al. Xhuvani fut un pionnier dans l'étude de la syntaxe de la langue albanaise (M. Domi, p. 51, A. Gut, p. 271), tout comme dans celle de la morphologie (J. Kastrati, p. 104—106).

À l'avis de E. Çabej (p. 81), l'activité de Al. Xhuvani est caractérisée par son double intérêt pour la géographie linguistique et l'histoire de la langue et par l'application rigoureuse, dans l'établissement des étymologies, de la méthode de la reconstruction interne. Les études d'étymologie de Al. Xhuvani ont témoigné de l'ancienneté et du caractère autochtone de la langue (A. Dodi, p. 144). Les critères qu'il a établis en matière de collection et d'interprétation du matériel dialectal restent valables dans la dialectologie albanaise actuelle (L. Mulaku, p. 117, M. Çeliku, p. 133). Al. Xhuvani a contribué de même à l'édition des matériaux folkloriques (Q. Haxhihasani, p. 291), s'est occupé de la transcription et de la transposition en albanais littéraire des textes italo-albanais et élaboré des anthologies de littérature ancienne italo-albanaise (M. Domi, p. 53, V. Bala, p. 164, p. 168) ; il s'est occupé aussi de l'histoire de la littérature ancienne albanaise à côté de l'histoire de la littérature italo-albanaise (Dh. S. Shuteriqi, p. 158).

Deux analyses sont dédiées au manuel de stylistique élaboré par Al. Xhuvani en 1930 en collaboration avec K. Cipo (Xh. Lloshi, p. 147 et R. Ismajli, p. 153 ; v. aussi V. Bala, p. 167). Xh. Lloshi et R. Ismajli mettent en lumière, dans le contexte de la stylistique européenne du moment respectif, les limites de la conception qui envisage la stylistique comme une discipline normative et descriptive, mais aussi les mérites des deux auteurs du manuel d'avoir mis en discussion, pour la première fois, un important matériel albanais.

³ Conception évidente surtout dans les écrits élaborés dans la deuxième partie de l'activité de Al. Xhuvani.

⁴ Dictionnaire qui paraît par les soins de M. Domi et Q. Haxhihasani dans la revue « *Studium filologjike* », à partir du n° 4, 1971.

⁵ Parallèles concernant la composition en roumain et en albanais chez Gr. Brâncuș, *Un procedeu de compunere comun românei și albanezei*, « *Studii și cercetări lingvistice* » XXVI (1975) 4, p. 331 et suiv.

L'intérêt de Al. Xhuvani pour la comparaison de l'albanais avec d'autres langues sud-est européennes en ce qui concerne la formation des mots, les expressions ou quelques faits de morphologie forme l'objet de l'étude de A. Dodi (p. 145).

La troisième partie du volume comprend, nous l'avons mentionné ci-dessus, les contributions des spécialistes albanais et étrangers dédiées à Al. Xhuvani à des différentes occasions et qui offrent, par elles mêmes, un tableau des activités scientifiques du savant en l'honneur duquel le présent volume est publié.

Les auteurs des études qui s'occupent de la norme littéraire mettent en évidence le rapport entre la langue littéraire et les dialectes, tout en expliquant le processus d'enrichissement de la norme unique par la spécialisation des formes dialectales au niveau de la langue littéraire (M. Samara, p. 37, E. Hlysa, p. 397, L. Buxheli, p. 401, J. Gjinari, p. 492)⁶. Intéressant est le processus de la formation d'une norme littéraire unique chez les italo-albanais dès le XVIII^e siècle (J. Ferrar, p. 383). Quelques brèves analyses concernent la formation dans la langue albanaise actuelle de la terminologie économique (H. Pasho, p. 617), de même que de la terminologie technique et scientifique (A. Duro, p. 639).

Une riche série d'études porte sur des questions d'onomastique (toponymie et anthroponymie) médiévale albanaise dans le contexte sud-est européen. Elles mettent en évidence la symbiose albanoslave dans les régions de frontière (I. Ajeti, p. 355) et le rapport entre la macrotoponymie d'origine étrangère et la microtoponymie autochtone (M. Krasniqi, p. 360); l'on y propose des reconstructions pour quelques noms de localités tirées des portulans anciens: Vlora, Drisht, Devoll (V. Kamsi, p. 461) et l'on poursuit la continuité des Albanais à l'aide de certains anciens appellatifs pour « cité », datant d'avant l'arrivée des Turcs, et qui se sont conservés dans la langue actuelle en tant que toponymes (K. Luka, p. 467). Une étude signée par M. Lambertz (p. 433) propose pour certains noms albanais de personne (Lekë, Dukë, Gjin) une origine illyrienne et explique la dénomination Kanuni i Lekë Dukagjinit, par étymologie populaire, d'une dénomination vénitienne, des XIII^e—XV^e siècles (quand les Vénitiens ont rassemblé le droit coutumier albanais sous le nom de Lex Dukagjin). L'analyse de l'actuelle anthroponymie du district de Vlora montre que les plus anciens noms patronimiques se sont conservés dans les régions montagneuses et que certains proviennent d'une vieille organisation fondée sur les liaisons de parenté (H. Kuçuli, 453).

Les études de grammaire présentent une série de faits spécifiques pour le système de la langue albanaise: le rôle de l'article possessif et de l'article adjectival dans la réalisation de l'accord dans des constructions du type *një lloj tërvùjeje shumë e mirë* (E. Përnaska, p. 391); les identités et les différences de sens et de distribution entre les constructions *po punoj* et *jam duke punuar*, — à l'avis de A. Dhrimo — constructions actualisant l'action et non pas exprimant la continuité, donc l'aspect (p. 415); le rapport concessif en albanais (Xh. Gosturani, p. 405); l'histoire de la conjugaison des verbes en *-mi* (*kam, jam, them*) (E. Likaj, p. 633). S. Prifti (p. 335) propose une classification traditionnelle des membres de la proposition, utilisant le critère logique comme base et celui formel en subsidiaire.

Les dialectologues, à leur tour, proposent: une classification des parlers du nord-ouest du dialecte guègue (B. Beci, p. 481), l'utilisation des anciennes transformations phonétiques dans la description d'un dialecte ou d'un groupe de parlers (J. Gjinari, p. 489), l'établissement de la place des parlers italo-albanais comme un sous-dialecte distinct dans le cadre du dialecte toscan (M. Totoni, p. 507), une description d'un parler albanais de l'Italie, en voie de disparition (Gj. Shkurta, p. 513). Sh. Hoxha (p. 495) analyse la terminologie de la meunerie et de la mouture dans le patois de Lumë, tandis que H. Agani (p. 367) étudie les effets du bilinguisme albanoserbocroate à Rahovec.

Particulièrement intéressantes sont les études qui mettent en lumière les différents aspects des relations entre les langues sud-est européennes. Al. Rosetti (p. 441) explique le traitement du lat. *ei, es* en roumain et en albanais par une évolution spécifique pour le Sud-Est européen (présente aussi dans certains dialectes anciens grecs et dans le macédonien ancien). Al. Gramr (p. 449) attribue à l'influence turque une série de formules rimées à caractère affectif, du roumain, formules dans lesquelles le second élément remplace la consonne initiale par *m*⁷.

⁶ Une étude qui a un prononcé caractère théorique et qui est destinée à élucider les modalités dans lesquelles la linguistique albanaise a trouvé des solutions pour les problèmes de la langue littéraire est celle de A. Kostallari, *Mbi disa veçori strukturore e funksionale të gjuhës letrare shqipe të kohës sonë*, « Studime filologjike » XXIV (1970) 2, p. 3—69.

⁷ Une extension de la comparaison à l'ensemble de l'espace sud-est européen offrent récemment K. H. Menges, donnant des exemples puisés dans les langues sud-slaves (*Türkisches Sprachgut im Süd-Slavischen, in Ziele und Weg der Balkanlinguistik*, Wiesbaden, Berlin, 1983) et W. Fiedler, qui pose aussi la question de l'albanais (dans le compte-rendu au volume mentionné ci-dessus in « Zeitschrift für Slawistik », 31 (1986) 5, p. 752, note 8).

T. Lajos (p. 573), étudiant les cris pour mener les bœufs, *hăis* et *cea*, en roumain, serbo-croate, slovène, morave, en propose une origine hongroise.

Des observations intéressantes concernant l'espace sud-est européen offre la discussion au sujet des dénominations des mois en albanais (O. Buchholz, W. Fiedler, p. 597). Les auteurs établissent un inventaire complet de dénominations anciennes et nouvelles, donnent les étymologies (des conclusions importantes portent sur l'influence latine ou grecque ancienne, tout en mettant en lumière certaines traditions culturelles spécifiques), proposent des isoglosses sud-est européennes (une place spéciale occupe les parallèles albanais-roumaines).

Dans les pages d'une ample étude, K. Treimer (p. 545) tâche de démontrer l'existence d'un substrat préindoeuropéen des langues indoeuropéennes. L'albanais est, du point de vue généalogique, le plus étroitement lié à l'arménien qui, dans une phase incipiente, appartenait au thrace. L'albanais continue l'illyrien, formé, à son tour, sur un substrat que l'auteur nomme, de même, illyrien.

La grande richesse des faits de langue et l'importance des discussions et des interprétations linguistiques que ce volume renferme nous oblige de nous limiter aux aspects mentionnés ci-dessus, avec le regret de passer sous silence, entre autres, les communications concernant des problèmes de pédagogie, de psychologie et d'histoire littéraire.

Cătălina Vătăşescu

Proceedings of the Xth Congress of the International Comparative Literature Association, New York 1982, Coordinating Editor : Anna Balakian, Publications Editor : James J. Wilhelm ; Garland publishing inc., New York & London, 1985, 3 vol. I. *General problems of literary history*, Volume Editor : Douwe W. Fokkema, 516 p. ; II. *Comparative Poetics*, Volume Editor : Claudio Guillen, 693 p. ; III. *Inter-American literary Relations*, Volume Editor : M. J. Valdés, 304 p.

Les trois volumes publiés par l'Association Internationale de Littérature Comparée, à la suite de son 10^e Congrès tenu à New York en 1982, ne réussissent pas, en dépit de leurs dimensions impressionnantes (plus de 215 communications scientifiques), à rendre compte de toute l'activité de Congrès. La semaine du 22 au 29 août 1982 ne fut pas uniquement consacrée aux trois thèmes qui forment la matière des *Actes* publiés, mais elle donna aussi lieu à plusieurs tables rondes sur des thèmes comme la poésie orale, l'intertextualité et influence ou à quelques séminaires débattant des sujets tels que « la littérature universelle » ou « l'histoire littéraire et l'histoire des mentalités ». Neuf séminaires déroulés en même temps eurent pour objet les problèmes de la traduction.

Cependant, les trois thèmes principaux du Congrès se laissent poursuivre à travers les *Actes*. Le premier volume, consacré aux problèmes les plus généraux de la discipline, est divisé en six parties : *Nature et historicité de l'événement littéraire*, *Explication des changements dans l'histoire littéraire*, *L'histoire littéraire et la méthodologie socio-historique*, *Art dramatique : de la scène au livre, du livre à la scène*, *Sélecton critique : description et évaluation*, *Tradition et innovation dans la littérature européenne du 17^e siècle et débats récents*. Les sections furent modérées par les professeurs D. W. Fokkema, Al. Duşu, J. Lambert, R. Bauer, Th. M. Greene, F. Nies et J. Bessière.

Le congrès se devait en tout premier lieu à une réflexion sur sa propre discipline. C'est ainsi que, tous les trois ans, un retour aux fondements mêmes de la littérature comparée est devenu traditionnel. A la suite de V. M. Žirmunskij, Jan Mukařovský et d. Āurisin, Rainer Hess ne voit en principe aucune différence entre la comparaison des systèmes littéraires dans une ou dans plusieurs littératures. Car la différence entre la comparaison intra- et interlittéraire relève d'une distinction linguistique, or, comme la littérature est considérée comme système supra-linguistique, cette différence ne saurait l'emporter. Par contre, les difficultés de cerner l'événement littéraire s'avèrent considérables. Tenu pour un concept-clé de l'histoire littéraire, puisque seule l'œuvre comme événement a une fonction génératrice de sens (Manfred Naumann), guetté au moyen d'approches phénoménologiques (Lois Oppenheim), rehaussé par des explications néo-marxistes et assaisonné d'analyses idéologiques, l'événement littéraire témoigne d'un changement. Le fait même que l'on parle d'événement plutôt que de texte littéraire nous porte à concevoir la littérature moins comme un artefact figé que comme un acte de communication. Bien que les démarches théoriques soient parfois divergentes, une chose

est désormais sûre : l'événement littéraire ne saurait être expliqué sans avoir recours au métallangage emprunté à d'autres disciplines. En effet, l'explication du domaine littéraire dépasse de beaucoup la seule littérature, puisque l'autonomie de l'enquête littéraire est, comme celle du texte, illusoire (D. W. Fokkema).

Hantés par le problème de l'altérité et par tous ses à-côtés, qu'il s'agisse de la connaissance de l'Autre, de l'intermédiaire culturel ou du clivage des représentations collectives, les travaux s'y penchèrent avec minutie, venant de divers horizons. L'art cle de I. M. Lotman, partageant le point de vue que, de longue date, nous savons être le sien — celui de la sémantique de la culture —, en est un exemple éclatant. « Eine immanente -Kulturentwicklung kann ohne ständigen Zufluss der Texte von aussen nicht stattfinden. Die Kulturentwicklung, ebenso wie schöpferischer Bewusstseinsakt, ist ein Austauschakt, bei dessen Vollziehung ständig der "andere", der Partner gemeint wird. Das ruft zwei gegensätzliche Prozesse hervor : einerseits braucht die Kultur einen Partner, erschafft mit eigenen Kräften, ständig diesen "fremden", d.h. den Träger eines anderen Bewusstseins, der die Welt und Texte codiert. Diese im Schoss der Kultur hauptsächlich im Gegensatz zu eigenen Dominantcodes geschaffene Form wird durch die Kultur exteriorisiert und auf die ausserhalb der Kultur liegenden kulturellen Welten projiziert. (...) Andreseits bedeutet die Einbeziehung der äusseren Kulturstrukturen in die innere Welt einer Kultur die Ausarbeitung einer gemeinsamen Sprache, was seinerseits eine Interisierung dieser Strukturen erfordert. ». I. M. Lotman, qui n'a pas pu, malheureusement, être présent au Congrès développe cette idée tant pour les systèmes intra- que pour les systèmes inter-culturels. Ses conclusions sont formelles : « Das schöpferische Bewusstsein kann nicht in einem völlig isolierten, geschlossenen, einstrukturellen (ohne Möglichkeit eines inneren Austausches) und statischen System existieren . . . ». Autant de points accumulés en faveur d'une conception de la culture en tant qu'acte de communication, voire d'échange.

La deuxième section s'est proposée de donner une paraphrase cohérente au concept de changement dans l'histoire littéraire. Attribuer le changement à l'initiative d'une seule personne semble pour le moins hasardeux. Car, comme le montre Lilian Furst, « it is only through the interaction of innovative individuals with the spirit of the age that change can be accomplished ». Des modèles et de leur rôle dans la dynamique de la littérature s'est occupé notamment le professeur H. Dyserinck. Dans son rapport de synthèse, Al. Duțu met l'accent sur l'étude des catégories mentales dans l'explication des changements dans l'histoire littéraire. Un changement implique un développement tant de la perception humaine de la nature que des voies par lesquelles les fonctions imaginatives rejoignent l'expression. Aussi les macro-images et les modèles humains rendent-ils compte des nouvelles tendances. Enfin, c'est toujours Alexandru Duțu qui met en rapport le changement et la perception d'une expérience étrangère, qui, par celamême, commence à intéresser et à se frayer un passage.

Une autre section fut consacrée à l'histoire littéraire et à la méthodologie socio-historique. Malheureusement, le thème a toujours été et reste ambigu. De ce fait, nous y retrouvons d'excellents travaux comme ceux de H.-J. Lüsebrink et de W. Bader portant sur les images de la révolution haïtienne respectivement dans la littérature européenne et celle des Caraïbes à côté des anciennes directions qui se survivent (G. Fridlender, J. Karafiáth), héritières d'une tradition qui a trop fait parler d'elle pour qu'il soit nécessaire d'en rendre compte. Si la section dédiée à l'art dramatique prit en discussion des sujets tant soit peu ponctuels, les débats autour de l'évaluation critique visèrent à l'extrême généralité. Mirosław Beker parlait de la disparition de l'évaluation, à la faveur d'une pratique nouvelle de la critique et du rôle que la littérature se trouve assigné ces derniers temps. Elle s'accoutume, somme toute, assez difficilement à la position œcuménique à laquelle elle est astreinte, maille d'un réseau de communication et rien de plus. Si M. Beker partage notamment les points de vue anglais, Rita Schober, quant à elle, se trouve de l'autre côté de la barricade, pour affirmer que : « chaque texte littéraire se veut valeur, se pose en valeur — tout en s'opposant aux valeurs affichées par son époque ou en les affirmant, les soulignant, les niant, les transformant, les mettant en doute. Comment la lecture, l'action complémentaire de l'écriture — ne pourrait-elle pas déboucher sur une évaluation ? » René Wellek met les points sur les *i*, s'occupant de la pratique de l'évaluation. Ce fut toujours dans le cadre de cette section mouvementée que le professeur Paul Cornea prononça son plaidoyer passionné en faveur de l'histoire littéraire qui, selon ses propres paroles, doit dépasser son âge académique pour devenir « plus incitante et plus ouverte sur le monde actuel ». Ce qu'on en attend, c'est « d'ébaucher le tableau synthétique d'une époque littéraire ou de plusieurs, en s'efforçant d'équilibrer, tant bien que mal, typologie et histoire, généralisation et cas particuliers, description et valorisation ». Une sixième section clôt le premier volume avec des débats autour du 17^e siècle. Le baroque forme l'objet des communications de J. Hervier, T. Klaniczay, Lia Schwartz Lerner, Yu. B. Vipper, alors que plusieurs conférenciers se sont arrêtés sur l'image d'un pays créée au sein d'une littérature : F. Cristóvão — *Les Livres*

portugais de voyages en Chine au XVII^e siècle, André Mansau — *La Perse ou la castration de l'imaginaire au XVII^e siècle*.

Les communications du deuxième volume (*Poétiques comparées*) portent sur des points bien plus précis. Il s'agit, même dans des sections plus générales, comme *Théories concernant les formes poétiques* ou *Poésie et idéologie*, de travaux pour la plupart comparatifs. Notons, comme ayant une visée plus générale, la contribution de Sarah Halperin (*Structure and the determination of genre*) qui est une reprise et une discussion de certains concepts-clé d'Aristote, mais aussi l'article de Claus Uhlig (*Forms of Time and Varieties of Change in Literary Texts*) qui traite de la temporalité narrative. Une section s'occupe spécialement du mouvement surréaliste. Les vrais « connaisseurs » pourtant se sont regroupés autour d'un autre thème : *Hermétisme et poésie*. Nous y retrouvons les sujets les plus insolites : une communication porte sur le *Zohar*, livre sacré de la Kabbale (Matti Negged — *The Kabbalah as Poetry*), deux autres sur Leonora Carrington, « une Anglaise nourrie dès l'enfance de contes celtes par sa nourrice et sa mère, irlandaises, puis trouvant des racines pendant presque quarante ans au Mexique et maintenant installée à New York ». James J. Wilhelm se penche sur l'hermétisme du *trobar clus* et de Dante, mais il cite, inahcureusement, Arnaut Daniel et Raimbaut en anglais. Le volume s'achève sur une dernière section : *Comparaison des systèmes poétiques est-ouest*, dédiée aux interférences des cultures occidentales et orientales.

Le troisième volume des *Actes* est rédigé, presque en exclusivité, par des professeurs américains, puisque portant sur les rapports littéraires inter-américains. Nous mentionnons les sections autour desquelles se sont groupés les débats : *Métropole et nations dans les littératures américaines*, *Les mouvements littéraires, Identité régionale et nationale, Histoire et critique des genres, Convergences et contre-courants dans l'évolution des formes narratives, dans la poésie des Amériques, dans l'évolution de la littérature comparée, Histoire des relations culturelles*, enfin *Le fantastique dans les littératures américaines*.

Il n'est pas aisé de dégager des conclusions des trois volumes d'*Actes*. D'abord parce que les sujets abordés sont trop divers pour assurer l'unité du contenu ; ensuite parce que les approches n'ont de commun que la coexistence dans le temps. Toujours est-il que le lecteur les parcourra avec profit et y fera son propre choix. Au profit scientifique pourra s'associer l'image attachante d'une réunion qui doit beaucoup à l'enthousiasme et à la compétence de l'organisateur du X^e Congrès de l'AILC, prof. Anna Balakian. Car comme le dit elle-même, « Proceedings are a permanent storage of invaluable scholarly data culled in the incipient stage of research and containing the seeds of larger speculations or discoveries and are as valuable for the reader as for the researcher ; they are parallel to scientific reports. They anchor the joyous, fleeting moment of the encounter between the communicant and those who were to receive ; they also give a "second chance" to those who could not be present at the initial rendition. They are the crystallization of those fertile meetings we hold every three years, the permanent record of impermanent memories ».

Vlad Alexandrescu

M. M. FREIDENBERG, *Дубровник и Османская империя*, Moskva, Nauka, 1984, 286 p. + illustrations.

La bibliographie liée à l'histoire de Raguse (Dubrovnik), assez fournie, s'est enrichie dans les dernières décennies par de multiples études, articles, monographies, collections de documents etc. Surtout la période de l'histoire de la petite république comprise entre le XV^e et la première décennie du XIX^e siècles, qui marque sa fin, fait l'objet d'une attention particulière. La position de cette république maritime unique dans la Péninsule Balkanique, placée entre l'Orient et l'Occident, la situation spéciale vis-à-vis l'Empire ottoman, la complexité des problèmes liés au commerce ragusain, la succession tumultueuse des événements politiques et militaires dans la région, les modalités dont Raguse sut se glisser adroitement parmi ses ennemis et grands rivaux et même certains aspects du développement littéraire et artistique ont suscité un vif intérêt et même quelques controverses. A ces faits s'ajoutèrent les riches archives ragusaines, à côté d'autres sources, qui rendirent possibles des recherches fructueuses.

* Les « actes » de la Table ronde : Histoire littéraire et histoire des mentalités ont été publiés dans la revue de Bucarest « Synthesis » X (1983) et XI (1984). Une récapitulation dans *ΛΙΙ* (1985), p. 86—87.

Écrit d'une manière attirante, le livre de M. M. Freidenberg s'adresse en égale mesure au spécialiste et au public. L'auteur, lui-même spécialiste dans l'histoire des villes dalmates a consulté une très riche bibliographie (s'il ne serait question que des notes qui accompagnent les sept chapitres du livre, p. 257-280). Après une brève présentation de l'histoire de cette ville dont les débuts remontent au VII^e s., et après quelques observations d'ordre géographique concernant la position de la ville, suivent des brefs paragraphes qui portent sur l'organisation interne, les structures sociales et ethniques de la population, les origines de la langue parlée. La majorité de la population est d'origine slave, la langue parlée habituelle est le serbo-croate, tandis que les langues officielles dans l'administration, le commerce, et la science sont l'italien et le latin. Un chapitre est destiné à l'époque de l'indépendance totale, qui selon certains spécialistes, se situe entre 1358, date de la libération de sous la domination vénitienne, et 1526, la chute du royaume hongrois. Cette date est considérée par l'auteur comme plus proche de la réalité que 1458, quand Raguse commence de payer un tribut aux Turcs, pour que l'on puisse parler d'un siècle de totale indépendance. L'auteur décrit les murs d'enceinte, aux dispositifs puissants de défense construits au cours d'une longue période. Mais ce fait suppose aussi une population nombreuse. Naturellement, l'activité de cette petite république est liée au commerce maritime et continental. En dehors des grandes routes de la Péninsule : Via Militaris, Via Egnatia, Raguse est liée par de nombreuses routes secondaires : Via Bosna, Via Drina, Via Goze, Via Narenta etc. Le commerce ragusain commence sa pénétration dans la Péninsule avant la conquête turque.

Les conditions et les étapes dans lesquelles Raguse reconnaît la suprématie de l'Empire Ottoman sont analysées dans les chapitres 3 et 4. Bien entendu, Raguse doit faire face aux menaces turques et aux inimitiés de Venise, qui ne cesseront jamais. Essentielles pour l'établissement et le développement des rapports avec la Porte ont été la chute définitive de la Bosnie et l'installation d'un pashalik.

En ce qui concerne la situation de Raguse vis-à-vis l'Empire Ottoman, l'auteur apprécie, comme de juste, qu'il est impossible d'établir très clairement la mesure dont la petite république maritime est libre et indépendante vis-à-vis la Turquie ; il cite à l'appui quelques opinions récentes, par exemple celle de N. Biegman qui est enclin de voir Raguse intégrée à l'Empire Ottoman, tandis que la dernière monographie en deux volumes de V. Foretić, parue en 1980, conteste un état de vassalité, Raguse étant parfaitement libre, tout en payant le haratch, que payait parfois Venise aussi (p. 110).

Bien entendu, les problèmes doivent être nuancés. Les premiers contacts officiels avec la Porte datent de 1430 et, afin d'obtenir les « capitulations » commerciales, Raguse a payé le haratch à la Porte, mais pas au même titre qu'il fut payé, dans certaines périodes, par Venise ou par l'Empire des Habsbourg etc., pour certains territoires, ou bien comme une condition de paix. Par le paiement du haratch, Raguse a reconnu la suprématie de la Porte, mais en tirant des avantages considérables. Hormis le fait d'avoir obtenu une garantie contre certaines forces rivales, surtout contre Venise, sa permanente ennemie, le canerou ragusain a acquis de privilèges dans tout l'Empire Ottoman, le droit d'organiser des colonies dans certaines villes, un régime douanier préférentiel étendu à d'autres régions autonomes, comme celles de l'Afrique du Nord.

La situation spéciale de Raguse vis-à-vis l'Empire Ottoman a été similaire à celle des Pays Roumains. Similaire, évidemment, mais non identique. Même si fondés sur les mêmes principes du droit musulman qui présidaient les rapports de la Porte avec chacun de ces pays qui obtiennent un ahd-namé ou des „capitulations”, il y avait des différences de détails liées surtout aux conditions politiques et géographiques de ces régions latérales. Autre fois, des événements ou des conflits éclatés dans la région ont altéré d'une certaine manière des situations conformes au statut qui datait depuis le XV^e s. Ce qui importe, c'est que ces situations liées aux rapports avec la Porte ont des débuts semblables, aussi en ce qui concerne la date, et qu'elles continueront encore longtemps. Raguse a payé le dernier haratch à la Porte en 1804. Au XVII^e s., quand les rapports avec la Porte qui visait une augmentation du haratch étaient tendus, les ragusains invoquaient cette situation similaire, mais pas identique, avec les Pays Roumains, tout en se plaignant qu'ils ne disposent pas de richesses et de mines. Dans une évolution comparée des rapports de ces pays autonomes de cette partie de l'Europe avec la Porte, la situation de Raguse présentait quelques avantages. La Porte respectait l'organisation interne de la République, son chef n'était pas confirmé ou investi par elle-ci, même pas tant que l'était le Prince de la Transylvanie ; de même, sa compétence en matière de politique étrangère était très large etc. Mais, il y a de nombreux points similaires, tels le cérémonial lié à la présentation des ambassadeurs et des cadeaux. Certaines obligations sont aussi similaires : l'obligation d'informer la Porte. Raguse est obligée de procurer des informations pour la Porte, des nouvelles politiques du monde occidental surtout, italien ou méditerranéen. Ces opérations assez coûteuses déterminèrent un ragusain d'affirmer que la République payait en réalité à la Porte deux tributs :

le haratch et les sommes dépensées pour l'information de la Porte. Cette obligation, similaire pour les Pays Roumains de la fin du XVIII^e s. et le début du siècle suivant était encore plus couteuse, dépassant même le montant du haratch. Il convient de remarquer l'esprit de suite avec lequel les ragusains défendaient leur droits à la Porte, soucieux de ne pas créer des précédents. Mais les Turcs essayent quand même de tirer profit de ces difficultés qui tracassaient Raguse. Après le tremblement de terre catastrophique de 1667 les Turcs révéndiquaient, au profit de l'Etat Ottoman, les fortunes restées sans héritiers pour augmenter de cette manière le haratch.

L'apogée fut atteint au XVI^e s. : l'expansion du commerce dans plusieurs régions de la Péninsule Balkanique et dans d'autres régions de l'Empire Ottoman conduit à la mise en place de nouvelles colonies pour lesquelles l'on obtient des privilèges. Mais, au siècle suivant, Raguse doit faire face à des difficultés internes et externes. Il s'agit surtout des rapports avec Venise, menaçante surtout pendant les guerres de la deuxième moitié du XVII^e s. avec les Turcs. Pourtant, la décadence de son commerce doit être mise en rapport non seulement avec certaines difficultés politiques ou avec la concurrence, les routes dangereuses et l'augmentation des prix de certaines marchandises etc., mais surtout avec la catastrophique décadence démographique. Le patriciat villageois disparaît presque physiquement à la fin du XVIII^e s. pour faire place aux couches bourgeoises.

La décadence démographique continue a déterminé une stagnation de certains métiers dont les produits deviennent incompétitifs. Presque toute la population est employée dans des activités maritimes (même au XVIII^e leur flotte était nombreuse) et dans des activités commerciales.

Les derniers chapitres du livre s'occupent de l'évolution des structures sociales, du développement de la culture, de la littérature et de la science, domaines qui ont donné des personnalités de marque. A Raguse ne furent pas imprimés des journaux, et les typographies ne sont apparues qu'à la fin du XVIII^e s., en dépit du fait que Venise enregistre de typographes ragusains même au XV^e s. Le phénomène a été analysé par Trajan Stojanovich au colloque de Venise, 1971, consacré à la structure sociale et au développement culturel des villes sud-est européennes aux XVII^e—XVIII^e siècles.

La monographie de M. N. Freidenberg présente une multitude d'informations et offre aux historiens, spécialistes dans les domaines les plus divers, une lecture agréable et instructive.

Ioan Matei

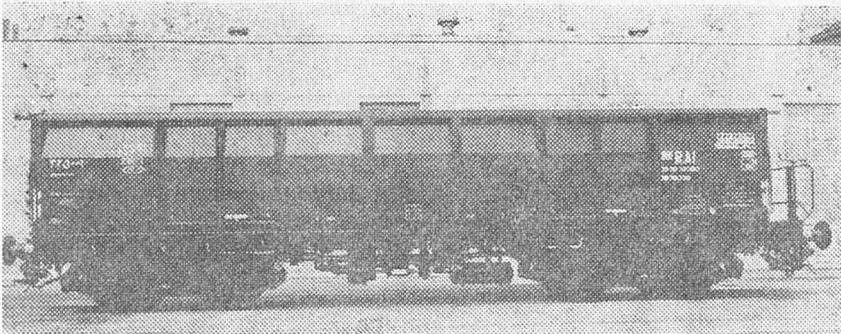
TRANSPORTATION – OUR PERMANENT CONCERN



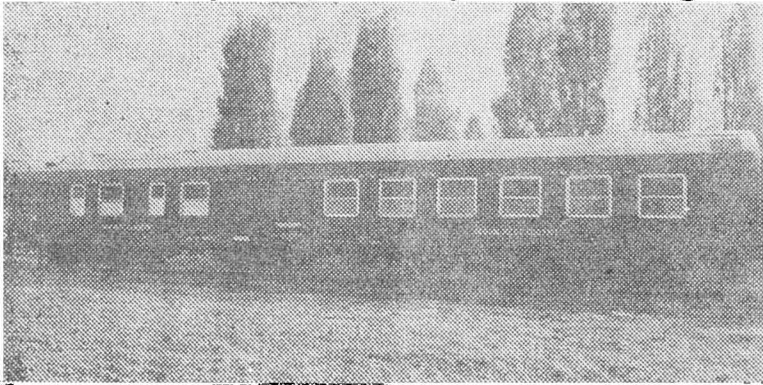
MECANOEXPORTIMPORT ROMANIA

OFFERS :

- Passenger coaches of all classes and conveniences
- Sleeping cars, bar and dining cars
- VIP coaches with special facilities
- Special type cars for various goods transportation



- Tank cars, tipper cars and flat cars
- Axles, solid wheels, tyred wheels, wheelsets and bogies
- Components and equipments for rolling stock
- Rolling stock maintenance and repair workshops, assembly lines, turn-key delivered wagon factories.



Further information available from :

Specialized Foreign Trade Company
79522 BUCHAREST – ROMANIA

10, M. Eminescu street, POB 22 107
Telex 10269 Telephone 11 98 55

MECANOEXPORTIMPORT



**TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE**

- ANDREI PIPPIDI, **Tradiția politică bizantină în țările române în secolele XVI—XVIII** (La tradition politique byzantine dans les pays roumains aux XVI^e—XVIII^e siècles), 1983, 274 p.
- GEORGE MURNU, **Studii istorice privitoare la trecutul românilor de peste Dunăre** (Etudes historiques concernant le passé des Roumains d'outre-Danube). Ed. soignée par Nicolae Șerban Tanașoca, 1984, 203 p.
- * * * **Relații româno-bulgare de-a lungul vecherilor. Studii. Vol. II** (Relations roumano-bulgares à travers les siècles. Etudes. II^e volume), 1984, 172 p.
- * * * **Intelectuali din Balcani în România (sec. XVII—XIX)** (Intellectuels des Balkans en Roumanie aux XVII^e—XIX^e siècles). Coordonnateur Alexandru Dușu, 1984, 206 p.
- * * * **Reprezentanța diplomatică a Moldovei la Constantinopol (30 august 1741—decembrie 1742)** (La représentation diplomatique de la Moldavie à Constantinople du 30 août 1741 au mois de décembre 1742). Traduction du grec, étude introductive, notes et commentaires par Ariadna Camariano-Cioran, 1985, 308 p.
- * * * **Bibliografia istorică a României. VI. 1979—1984** (Bibliographie historique de la Roumanie). Sous la direction de Ștefan Pascu, 1983, 308 p.
- * * * **Nouvelles Etudes d'Histoire**. Publiées à l'occasion du XVI^e Congrès International des Sciences Historiques, Stuttgart, 1985. Coordonnateurs : Ștefan Pascu, Ștefan Ștefănescu, Dan Berindei, 1985, 288 p.
- AL. ZUB, **De la istoria critică la criticism** (De l'histoire critique au criticisme). Coll. « Biblioteca istorică », LXV, 1985, 312 p.
- * * * **Documente turcești privind istoria României** (Documents turcs concernant l'Histoire de la Roumanie), vol. III (1791—1812), ed. Mustafa A. Mehmet (collection « Izvoare orientale privind istoria României », VI), 1986, XX + 396 p.

ISSN 0035—2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XXV, N° 3, P. 201—294, BUCAREST, 1987



I. P. Informația c. 1316

43 456

Lei 50